



Rapport Financier Semestriel



30 juin 2022

SOMMAIRE

I. Rapport d'activité.....	3
II. États financiers consolidés.....	69
III. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2022.....	115
IV. Attestation du responsable du Rapport Financier Semestriel.....	119

I. Rapport d'activité



30 juin 2022

INFORMATIONS IMPORTANTES ET AVERTISSEMENT RELATIF AUX DECLARATIONS PROSPECTIVES ET A L'UTILISATION DES MESURES DE PERFORMANCE NON-GAAP ET ALTERNATIVES

Certaines déclarations figurant dans le présent rapport peuvent contenir des prévisions qui portent notamment sur des événements futurs, des tendances, des projets, des attentes ou des objectifs. Il convient de ne pas accorder une importance excessive à ces déclarations, car elles comportent, par nature, des risques et des incertitudes, identifiés ou non, et peuvent être affectées par de nombreux facteurs susceptibles de donner lieu à un écart significatif entre, d'une part, les résultats réels d'AXA et, d'autre part, les résultats indiqués dans, ou induits par, ces déclarations prospectives. Une description de certains facteurs, risques et incertitudes importants susceptibles d'influer sur les activités et/ou les résultats du Groupe AXA, figure en Partie 5 - « Facteurs de risque et gestion des risques » du Document d'Enregistrement Universel du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 (le « Document d'Enregistrement Universel 2021 »).

AXA ne s'engage en aucune façon à publier une mise à jour ou une révision de ces déclarations prospectives, que ce soit pour refléter de nouvelles informations, des événements ou des circonstances futurs ou pour toute autre raison, sous réserve des exigences législatives et réglementaires applicables.

En outre, le présent rapport fait référence à des soldes intermédiaires de gestion financiers (*non-GAAP financial measures*), ou indicateurs alternatifs de performance (« IAPs »), utilisés par la Direction pour analyser les tendances opérationnelles, la performance financière et la situation financière d'AXA et fournir aux investisseurs des informations complémentaires que la Direction juge utiles et pertinentes en ce qui concerne les résultats d'AXA. De manière générale, ces indicateurs ne renvoient pas à des définitions standardisées et ne peuvent par conséquent être comparés à des indicateurs ayant une dénomination similaire utilisés par d'autres sociétés. En conséquence, aucun de ces indicateurs ne doit être pris en compte isolément ou en remplacement des comptes consolidés du Groupe et des notes y afférentes établis conformément aux normes IFRS. Le résultat opérationnel, la rentabilité opérationnelle des capitaux propres (« RoE opérationnel »), le résultat opérationnel par action, le ratio combiné et le ratio d'endettement sont des indicateurs alternatifs de performance (« IAPs ») au regard des orientations de l'ESMA et de la position de l'AMF publiées en 2015. Le rapprochement des IAPs résultat opérationnel et ratio combiné avec le poste des états financiers de la période correspondante, ou de son sous-total ou du total le plus proche, est présenté dans les tableaux figurant aux pages 16 et 17 du présent rapport. Le rapprochement des IAPs ROE opérationnel et résultat opérationnel par action avec les états financiers consolidés figure dans le tableau en page 23 du présent rapport. La méthode de calcul du ratio d'endettement est présentée en page 19 du présent rapport. Pour plus d'information sur les soldes intermédiaires de gestion financiers utilisés dans le présent rapport, y compris ceux mentionnés ci-dessus, veuillez vous reporter au glossaire figurant aux pages 60 à 68 du présent rapport.

ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS

GOUVERNANCE

Antoine Gosset-Grainville a été nommé Président d'AXA et Thomas Buberl a été reconduit à son poste de Directeur général

Les actionnaires d'AXA, réunis le 28 avril 2022 en Assemblée Générale, ont approuvé l'ensemble des résolutions qui leur ont été soumises par le Conseil d'Administration.

Le mandat de membre du Conseil d'Administration de Thomas Buberl a été renouvelé pour une durée de quatre ans par les actionnaires. Le Conseil d'Administration, qui s'est réuni à l'issue de l'Assemblée Générale, a confirmé la reconduction du mandat de Directeur général de Thomas Buberl et la nomination d'Antoine Gosset-Grainville en qualité de Président du Conseil d'Administration, en remplacement de Denis Duverne, pour la durée de leur mandat d'administrateur.

Alexander Vollert a été nommé membre du Comité de direction d'AXA

AXA a annoncé le 19 juillet 2022 la nomination d'Alexander Vollert, Directeur des opérations d'AXA et Directeur général d'AXA Group Operations (AXA GO), en tant que membre du Comité de direction du Groupe à compter du 1er septembre.

PRINCIPALES TRANSACTIONS

AXA Allemagne a annoncé la cession d'un portefeuille d'assurances vie et retraite en run-off

Le 14 juillet 2022, AXA a annoncé la conclusion d'un accord avec Athora Deutschland GmbH (« Athora Allemagne »), un assureur agréé en Allemagne, relatif à la cession d'un portefeuille de 16 milliards d'euros⁽¹⁾ de contrats d'assurance vie et de retraite en Allemagne. Le portefeuille n'est plus ouvert aux affaires nouvelles depuis 2013 et est principalement composé de contrats en fonds général traditionnel, avec un taux moyen garanti⁽²⁾ de 3,2 %. La réduction des garanties au bilan d'AXA résultant de la vente, diminuera encore l'exposition du Groupe aux risques de marchés financiers.

Selon les termes de l'accord, AXA Allemagne va céder le portefeuille à Athora Allemagne, pour un montant de 660 millions d'euros⁽³⁾, représentant un multiple de 18x sur les bénéfices⁽⁴⁾ de 2022E. L'opération se traduira par un montant total en numéraire net d'impôt estimé de 0,4 milliard d'euros pour AXA SA. AXA a l'intention de compenser la dilution des bénéfices résultant de la cession par un rachat d'actions qui sera lancé après la clôture de l'opération. Dans le cadre de la transaction, AXA IM conclura un accord afin de fournir des services de gestion d'actifs à Athora jusqu'en 2028.

AXA et Athora s'engagent à assurer un transfert fluide du portefeuille et, à ce titre, AXA Allemagne fournira des services administratifs de support à Athora Allemagne jusqu'en 2028. Par la suite, Athora Allemagne reprendra la gestion des contrats, avec toutes les garanties, termes et conditions inchangés.

¹ Réserves en fonds général sous la norme comptable IFRS. Estimation au 30 juin 2022.

² Taux moyen pondéré garanti, selon les normes comptables locales statutaires, au 31 décembre 2021.

³ Montant soumis à ajustement contractuel potentiel.

⁴ Sur la base du résultat opérationnel estimé 2022 en normes comptables IFRS.



La transaction est soumise aux conditions de clôture habituelles, y compris la réception des autorisations réglementaires, et devrait être close au quatrième trimestre de 2023.

PARTENARIATS ET INNOVATION

AXA a annoncé le lancement d'un programme stratégique pour développer une plateforme numérique de services aux entreprises

Le 15 juin 2022, AXA a annoncé le lancement d'un programme stratégique visant à créer une plateforme numérique de services aux entreprises, la « *Digital Commercial Platform* ». Cette plateforme rassemblera différents services afin de transformer la proposition de valeur d'AXA pour mieux servir ses clients entreprises, en ligne avec son plan stratégique « *Driving Progress 2023* ».

L'ambition de la « *Digital Commercial Platform* » est de tirer pleinement parti du potentiel des données et des analyses en temps réel collectées par des satellites, des drones et des capteurs, grâce à l'expertise d'AXA en matière de services de prévention des risques, de capacités de souscription et d'indemnisation. Avec cette plateforme, AXA a pour objectif de construire un écosystème de nouveaux services pour répondre aux besoins de protection en constante évolution des entreprises.

OPERATIONS DE CAPITAL / DETTES

AXA a placé avec succès une émission de dette subordonnée de 1,25 milliard d'euros à échéance 2042

Le 6 janvier 2022, AXA a annoncé avoir réalisé avec succès le placement auprès d'investisseurs institutionnels d'une émission d'obligations subordonnées Reg S d'un montant de 1,25 milliard d'euros à échéance 2042 afin de financer ses besoins généraux, notamment le refinancement d'une partie des dettes existantes¹.

Le coupon fixe initial est de 1.875 % par an jusqu'à la fin de la période de remboursement anticipé de six mois (en juillet 2032), puis le coupon devient variable basé sur l'EURIBOR 3-mois avec une marge incluant une majoration d'intérêt de 100 points de base. La transaction a rencontré une forte demande des investisseurs avec un livre d'ordres souscrit plus de deux fois.

Les obligations sont éligibles en capital d'un point de vue réglementaire et auprès des agences de notation dans les limites applicables. La transaction a été structurée afin que les obligations soient éligibles en capital Tier 2 sous Solvabilité II.

La notation des obligations est BBB+/Stable pour Standard & Poor's, A3(hyb)/Stable pour Moody's et BBB/Positive pour Fitch. Le règlement des obligations a eu lieu le 10 janvier 2022.

Conclusion d'une convention de rachat d'actions dans le cadre du programme de rachat d'actions d'AXA d'un montant maximal de 0,5 milliard d'euros annoncé le 24 février 2022

Le 25 février 2022, AXA a conclu une convention de rachat d'actions avec un prestataire de services d'investissement aux termes de laquelle AXA s'engage à racheter ses propres actions pour un montant maximum

¹ Inclut l'obligation perpétuelle 5,5% de 850 millions de dollars américains dont le remboursement anticipé est prévu le 22 janvier 2022, à la suite de la publication de l'avis de remboursement anticipé en date du 4 janvier 2022



de 0,5 milliard d'euros, afin de neutraliser l'impact dilutif lié aux cessions¹ annoncées après le 1er décembre 2020², comme annoncé initialement le 4 novembre 2021 et confirmé le 24 février 2022. La convention de rachat d'actions a été conclue conformément aux termes du programme de rachat d'actions approuvé par l'Assemblée Générale des actionnaires du 29 avril 2021.

Comme la convention de rachat d'actions le prévoyait, les rachats ont débuté le 28 février 2022 et se sont terminés au plus tard le 27 avril 2022. Pour chaque jour de la période de rachat, le prix par action à payer par AXA³ a été déterminé sur la base du cours moyen de l'action pondéré par les volumes.

AXA a annulé toutes les actions ainsi rachetées dans le cadre du programme de rachat d'actions d'un montant maximal de 0,5 milliard d'euros.

AXA a placé avec succès une émission de dette subordonnée de 1,25 milliard d'euros à échéance 2043

Le 25 mai 2022, AXA a annoncé avoir réalisé avec succès le placement auprès d'investisseurs institutionnels d'une émission d'obligations subordonnées Reg S d'un montant de 1,25 milliard d'euros à échéance 2043. Ces obligations seront utilisées pour le financement des besoins généraux du Groupe, incluant le refinancement d'une partie des dettes existantes du Groupe AXA, dont l'obligation subordonnée 4,45 % de 500 millions de dollars américains à échéance 2025 d'AXA XL ainsi que l'obligation subordonnée 3,25 % de 500 millions d'euros à échéance 2047 (remboursable en 2027) d'AXA XL⁴.

Le taux fixe initial est de 4,25 % par an jusqu'à la fin de la période de remboursement anticipé de six mois (en mars 2033), puis le taux d'intérêt devient variable basé sur l'EURIBOR 3-mois avec une marge incluant une majoration d'intérêt de 100 points de base. La transaction a rencontré une forte demande des investisseurs, avec un livre d'ordres souscrit près de deux fois.

Les obligations sont éligibles en capital d'un point de vue réglementaire et auprès des agences de notation dans les limites applicables. La transaction a été structurée afin que les obligations soient éligibles en capital Tier 2 sous Solvabilité II.

La notation des obligations est de A-/Stable pour Standard & Poor's, A3(hyb)/on Review for Upgrade pour Moody's et A-/Positive pour Fitch, reflétant notamment le récent relèvement de la notation du risque de contrepartie long terme d'AXA SA par S&P⁵ et Fitch⁶, à la suite de la transformation d'AXA SA en réassureur interne du Groupe.

Le règlement des obligations a eu lieu le 31 mai 2022.

Finalisation de la transformation d'AXA SA en réassureur interne du Groupe à l'issue de sa fusion avec AXA Global Re

Le 1^{er} juillet 2022, AXA a annoncé avoir finalisé la transformation précédemment annoncée d'AXA SA, la holding du Groupe AXA, en réassureur interne du Groupe, à l'issue de sa fusion en date du 30 juin 2022 avec sa captive de réassurance, AXA Global Re⁷. Cette transformation fait suite à l'obtention par AXA SA de l'agrément en qualité

¹ Cessions annoncées après le 1er décembre 2020 et étant soit finalisées (Grèce le 31 mai 2021 et Singapour le 11 février 2022), soit dont la finalisation est attendue pour le 2^{ème} trimestre 2022 (Malaisie, sous réserve des conditions de clôture)

² Tel que communiqué à l'occasion de la journée investisseurs d'AXA du 1er décembre 2020.

³ Le prix de rachat n'a pas excédé le prix maximum d'achat fixé par l'Assemblée Générale des actionnaires du 29 avril 2021

⁴ A la suite de l'exercice de l'option de "make-whole" relatif à chacune de ces souches obligataires, dont le remboursement est prévu le 29 juin 2022

⁵ Le 11 mai 2022, S&P a relevé la notation du risque de contrepartie long terme d'AXA SA de A à A+ avec une perspective « stable » et l'a retirée de CreditWatch avec implications positives.

⁶ Le 16 mai 2022, Fitch a relevé la notation du risque de contrepartie long d'AXA SA de A à A+ avec une perspective « positive » et l'a retirée de Rating Watch Positive.

⁷ La réalisation de la fusion avec AXA Global Re fait suite à l'obtention des autorisations réglementaires habituelles.



d'entreprise de réassurance de la part de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR)¹, comme annoncée le 10 mai 2022.

AXA SA réassurera en 2022 certaines de ses entités européennes d'assurance dommages par le biais de traités de réassurance en quote-part à hauteur de 25 %, avec effet rétroactif au 1er janvier 2022.

La transformation d'AXA SA en réassureur interne du Groupe vise à améliorer la fongibilité du capital dans l'ensemble du Groupe, conformément à la politique de gestion du capital d'AXA.

AUTRES

AXA a publié son Rapport Climat et Biodiversité 2022

Le 30 juin 2022, AXA a annoncé la publication de la 7ème édition de son rapport climat, rebaptisé Rapport Climat et Biodiversité². Celui-ci répond à des obligations légales en matière de reporting extra-financier, notamment la première année de mise en œuvre du nouvel article 29 de la loi Climat en France, ainsi qu'à la démarche volontaire dans la cadre de deux initiatives dans lesquelles AXA joue un rôle moteur, la « *Task Force on Climate-related Financial Disclosures* » (TCFD) et la « *Task Force on Nature-related Financial Disclosures* » (TNFD) lancées en juin 2021.

Dans ce rapport, AXA met en avant les différentes dimensions de son action pour lutter contre le changement climatique et protéger la biodiversité : gouvernance, stratégie, gestion des risques et indicateurs chiffrés de l'impact des actions menées.

Indicateur clé du rapport, le « potentiel de réchauffement », qui mesure l'impact des investissements du Groupe sur le réchauffement climatique à horizon 2050, continue de s'améliorer. Il s'élève en 2021 à 2,6°C, en baisse de 0,1°C et en dessous du marché (2,9°C). Son modèle de calcul s'est renforcé en 2020 en intégrant par exemple les émissions du scope 3³. Le rapport indique également une nette amélioration de l'empreinte carbone du portefeuille d'investissement d'AXA avec une baisse de 29 % en 2021 par rapport à 2019. Enfin, le montant des investissements verts s'est établi à 22,6 milliards d'euros, proche de l'objectif de 26 milliards d'euros en 2023. Le rapport souligne ainsi la trajectoire de transition ainsi entamée, mais en soulignant aussi les efforts qui restent à accomplir pour l'accélérer.

Nouveauté cette année, le rapport détaille l'action d'AXA pour préserver la biodiversité et son soutien à la création de la TNFD. Aujourd'hui, plus de 50 % de la production économique mondiale dépend de la nature. L'objectif de la TNFD est donc d'orienter les flux financiers vers les investissements du secteur afin qu'ils soient bénéfiques aux écosystèmes et que chaque acteur intègre ce risque dans ses activités. AXA ouvre la voie et rend compte de ses premières initiatives en la matière, tant en termes d'engagement (politique de lutte contre la déforestation à travers ses investissements et activités d'assurance) ainsi que l'expérimentation de nouvelles métriques (*corporate biodiversity footprint*).

¹ L'obtention de l'agrément en qualité d'entreprise de réassurance d'AXA SA fait suite à l'approbation des changements nécessaires aux statuts d'AXA SA lors de l'Assemblée Générale de ses actionnaires qui s'est tenue le 28 avril 2022.

² Le Rapport Climat et Biodiversité 2022 est disponible sur le site Internet AXA à l'adresse suivante : <https://www.axa.com/fr/presse/publications/rapport-climat-2022>

³ Les mots *scope 1*, *scope 2* ou *scope 3* sont utilisés dans le cadre du bilan d'émissions de gaz à effet de serre (GES) d'un produit ou d'une organisation. Le *scope 3* comprend les impacts indirects d'une entité, qui ne résultent pas de ses opérations mais de sources qu'elle ne détient et ne contrôle pas, en amont de ses activités (achat de matériel informatique, de matériel de bureau, parc automobile, restauration, déplacements des employés, etc.)



FACTEURS DE RISQUE

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe est confronté sont décrits de manière détaillée dans la Section 5.1 « Facteurs de risque » et dans la Section 7.3 « Informations générales » du Document de Référence 2021 (respectivement pages 212 à 232 et 433 à 447). Le Document d'Enregistrement Universel 2021 a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 22 mars 2022 et est disponible sur son site internet (www.amf-france.org) ainsi que sur celui d'AXA (www.axa.com).

Cette description des principaux risques et incertitudes figurant dans le Document d'Enregistrement Universel 2021 reste valable à la date de publication du présent rapport en tous ses éléments à caractère significatif pour l'évaluation des principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe est exposé à la date du 30 juin 2022 ou qui, de l'avis de la Direction, seraient susceptibles de l'affecter sur la fin de l'exercice en cours.

TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Au cours du premier semestre 2022, **(i)** il n'y a pas eu de modification des transactions avec les parties liées, telles que décrites dans la Note 28 « Parties liées » des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2021 figurant dans le Document d'Enregistrement Universel 2021 (pages 432 et 433) déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers et disponible sur son site internet (www.amf-france.org) ainsi que sur celui de la Société (www.axa.com), qui ait influé significativement sur la situation financière ou les résultats de la Société durant les six premiers mois de l'exercice 2022, et **(ii)** aucune transaction nouvelle entre AXA SA et des parties liées ayant influé significativement sur la situation financière ou les résultats de la Société, n'est intervenue durant les six premiers mois de l'exercice 2022.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS AU 30 JUIN 2022

Aucun événement matériel postérieur à la clôture n'est à reporter.

Conditions des marchés financiers

Au cours du premier semestre 2022, les plus grandes puissances mondiales ont fait face à une hausse continue de l'inflation, exacerbée par la guerre en Ukraine. Les banques centrales ont alors dû accélérer le resserrement de leur politique monétaire ce qui a déclenché des ventes massives sur les marchés actions et obligataires, ainsi que d'une baisse de valeur de la plupart des classes d'actifs.

Une des principales causes de l'inflation est liée à l'incapacité de répondre à la demande croissante engendrée par un excès d'épargne accumulée durant la pandémie. La guerre en Ukraine a également exacerbé la hausse du prix des matières premières, notamment l'énergie. La hausse rapide de l'inflation et l'augmentation des taux d'intérêt a réduit le pouvoir d'achat des ménages et des entreprises, pesant ainsi sur l'activité économique et les perspectives de croissance.

En Europe, l'économie française s'est contractée de -0,2 % au premier trimestre. Cependant, le PIB a progressé de 0,5 % au deuxième trimestre, principalement grâce à l'intervention directe du gouvernement, afin de limiter la hausse de l'inflation, et une hausse des exportations. Le reste des grandes économies de la zone Euro a davantage souffert, avec une plus forte inflation en Espagne et des perturbations dans les chaînes de production industrielle en Allemagne et en Italie. Cependant, la croissance en Europe est restée positive à +0,6 % au premier trimestre grâce en partie à la contribution notable de l'économie irlandaise qui a crû de +11 %. La croissance au sein de la zone euro est également restée positive au deuxième trimestre mais les perspectives pour le second semestre demeurent incertaines, en particulier en raison des récentes restrictions d'approvisionnement en gaz en provenance de Russie.

Le Royaume-Uni a affiché une croissance solide au premier trimestre (+0,8 %). Cependant, avec une inflation culminant à +9 % en mai et une relance budgétaire tardive, son économie s'est contractée au deuxième trimestre. La hausse de l'inflation a conduit la Banque d'Angleterre à entamer le durcissement de sa politique monétaire en décembre 2021, et ce au moins jusqu'à novembre 2022, afin d'assurer la stabilité financière du pays.

Le PIB des États-Unis s'est contracté de -0,4 % au premier trimestre en raison d'une détérioration de la balance commerciale liée à un rebond des importations. De plus, l'inflation a atteint +9 % aux États-Unis en mai, augmentant ainsi la pression sur les ménages américains. La Réserve Fédérale a répondu en augmentant ses taux en mars, puis, en juin, elle a décidé d'une nouvelle hausse de 75 pbb. Alors que la croissance au deuxième trimestre est légèrement négative, le brusque durcissement des conditions financières aux États-Unis laisse entrevoir la perspective d'une récession au second semestre.

En Asie, le Japon a vu les vagues d'épidémies COVID-19 traverser son économie en décalage par rapport aux autres pays développés, permettant d'expliquer les fluctuations de la croissance des derniers trimestres, et notamment sa baisse de -0,1 % au premier trimestre. La Banque du Japon poursuit activement une politique monétaire accommodante, ce qui a pour effet de peser sur le yen par rapport aux principales devises. L'inflation a également augmenté de +0,8 % au Japon. En Chine, la croissance du PIB s'est stabilisée à +1,3 % au premier trimestre. Les confinements stricts de plusieurs grandes villes ont entraîné un ralentissement de la croissance du PIB (proche de 0 %) au deuxième trimestre.

MARCHES ACTIONS

(Indices principaux, en pts)	30 juin 2022	30 juin 2022 / 31 décembre 2021	30 juin 2021	30 juin 2021 / 31 décembre 2020
CAC 40	5 923	-17%	6 508	17%
Eurostoxx 50	3 455	-20%	4 064	14%
FTSE 100	7 169	-3%	7 037	9%
Nikkei	26 393	-8%	28 792	5%
S&P 500	3 785	-21%	4 298	14%
MSCI World	2 546	-21%	3 017	12%
MSCI Emerging	1 001	-19%	1 375	6%

Source : Bloomberg.

Les inquiétudes mondiales sur la hausse des taux d'intérêt dans un contexte inflationniste, couplées aux craintes d'une forte baisse de l'activité, ont conduit à réviser considérablement à la baisse les perspectives économiques. Cela a également déclenché de fortes perturbations sur les marchés financiers, les actifs à risque subissant de lourdes pertes. Le pétrole et les autres matières premières ont affiché de bonnes performances au premier semestre, mais la plupart des actifs financiers ont subi des ventes massives. L'indice S&P 500 a décroché de -21 % sur le premier semestre. De manière similaire, l'indice Eurostoxx 50 a baissé de -20 % et le CAC 40 a également baissé de -17 % sur la même période. L'indice FTSE 100 a mieux performé, en baisse de seulement -3 % au premier semestre. Cela reflète le poids relativement important des producteurs de matières premières dans cet indice. Le FTSE 250, qui est plus représentatif de l'économie du Royaume-Uni, a baissé de -21 %, en ligne avec les autres marchés des économies développées. L'indice Nikkei a baissé de -8 %. Il a été soutenu par l'impact de change d'une devise fortement affaiblie. L'indice Shanghai Composite a également chuté de -7 %, soutenu par une politique monétaire accommodante.

L'indice de volatilité implicite (VIX) du S&P 500 a significativement augmenté, passant de 17 points fin 2021 jusqu'à 36 points en mars et a clôturé à 29 points le 30 juin 2022, reflétant ainsi le niveau élevé d'incertitude sur les marchés.

MARCHES OBLIGATAIRES

(En % ou points de base (pdb))	30 juin 2022	30 juin 2022 / 31 décembre 2021	30 juin 2021	30 juin 2021 / 31 décembre 2020
Obligations françaises 10 ans	1,92%	+172 pdb	0,13%	+46 pdb
Obligations allemandes 10 ans	1,34%	+151 pdb	-0,21%	+36 pdb
Obligations suisses 10 ans	1,07%	+120 pdb	-0,22%	+33 pdb
Obligations italiennes 10 ans	3,26%	+209 pdb	0,82%	+28 pdb
Obligations britanniques 10 ans	2,23%	+126 pdb	0,72%	+52 pdb
Obligations japonaises 10 ans	0,23%	+16 pdb	0,06%	+4 pdb
Obligations américaines 10 ans	3,01%	+150 pdb	1,47%	+55 pdb

Source : Bloomberg.

Les marchés obligataires ont connu des mouvements importants au cours des six derniers mois. Dans l'ensemble, les rendements ont baissé en prévision du durcissement des politiques monétaires des banques centrales, anticipant des hausses des taux directeurs et des ajustements de leurs bilans. Les rendements des obligations 10





ans du Trésor américain ont clôturé en décembre 2021 à 1,51 %, puis ont fortement augmenté pour culminer autour de 3,50 % à la mi-juin 2022, avant de clôturer à 3,01 % au 30 juin 2022. Un scénario similaire a été observée sur les marchés obligataires les plus développés. Le rendement du Gilt 10 ans britannique a également augmenté de 0,97 % en décembre 2021 à 2,23 % en juin 2022. Dans la zone Euro, le rendement de référence, le Bund 10 ans allemand, est passé de -0,18 % en décembre 2021 à 1,34 % le 30 juin 2022, et l'OAT 10 ans française a clôturé à 1,92 % (+172 pdb par rapport au 31 décembre 2021) le 30 juin 2022. De plus, des tensions sont également apparues sur les taux obligataires dans les pays en périphérie de la zone Euro, notamment sur l'obligation 10 ans italienne qui a fortement augmenté à 3,26 % au 30 juin 2022 (+193 pdb par rapport au Bund 10 ans). En revanche, l'obligation 10 ans japonaise fait figure d'exception avec une hausse de seulement +16 pdb à 0,23 % au 30 juin 2022, expliquée par la poursuite d'une politique monétaire accommodante par la Banque du Japon.

Les marchés du crédit ont connu une importante révision des prix au premier semestre. Aux États-Unis, le CDX IG a doublé passant de 50 pdb à 100 pdb, et en Europe l'indice iTraxx Main a augmenté de 50 pdb à 120 pdb. Ces tendances sont similaires sur la plupart des indices CDS, des spreads de crédit « Investment Grade » à « High Yield », avec une sous-performance en Europe en raison de sa plus grande proximité avec la guerre en Ukraine. De plus, le spread de l'indice « China High Yield » est passé de 1780 pdb en décembre 2021 à 2360 pdb en juin 2022, en raison de la pression continue de la crise du secteur immobilier. Dans l'ensemble, la combinaison de la hausse des rendements et de l'élargissement des spreads fait planer le spectre de conditions de refinancement défavorables pour les entreprises au cours des prochains trimestres.

TAUX DE CHANGE

(Pour 1 euro)	Taux de clôture		Taux moyen	
	30 juin 2022	30 juin 2021	30 juin 2022	30 juin 2021
Dollar américain	1,05	1,19	1,09	1,21
Livre sterling	0,86	0,86	0,84	0,87
Franc suisse	1,00	1,10	1,03	1,09
Yen japonais	142	132	134	130

Source: Bloomberg.

Les devises ont connu une volatilité significative, mais les six derniers mois ont été principalement marqués par une période de forte appréciation du dollar. L'indice Bloomberg DXY du dollar a augmenté de 10 % au premier semestre. Ce niveau reflète à la fois une anticipation d'une hausse des taux d'intérêt aux États-Unis et du sentiment de risque, lié aux risques de guerre en Europe et de reprise de l'épidémie COVID-19 en Chine, concourant à un afflux vers le dollar comme valeur refuge. Le dollar américain s'est ainsi apprécié de +13 % sur les six premiers mois, le franc suisse de +9 %, tandis que le yen japonais s'est déprécié de -8 %, principalement en raison de la politique monétaire accommodante de la Banque du Japon.



Indicateurs d'activité et de résultats

INDICATEURS D'ACTIVITE

(En millions d'euros, sauf pourcentages)

	30 juin 2022	30 juin 2021	30 juin 2022 / 30 juin 2021 ^(a)
Chiffre d'affaires ^(b)	55 141	53 865	1,2%
Dommages	29 326	28 122	1,3%
Vie, Épargne, Retraite ^(c)	15 990	16 879	(5,3%)
Santé	8 799	7 884	12,9%
Gestion d'actifs ^(c)	788	704	3,8%
Banque	239	277	115,5%
APE ^(d)	3 273	3 005	5,8%
Marge sur affaires nouvelles ^(e)	40,3%	44,7%	(2,4 pt)

(a) Les variations sont en base comparable.

(b) Net des éliminations internes.

(c) À partir du 1er janvier 2022, le périmètre Gestion d'actifs inclut également Architas.

(d) Annual Premium Equivalent (APE) correspond à la somme de 100 % des affaires nouvelles en primes périodiques et de 10 % des primes uniques, en ligne avec la méthodologie EEV du Groupe. L'APE est en part du Groupe.

(e) La marge sur affaires nouvelles est le rapport : (i) de la valeur des affaires nouvelles (VAN) représentant la valorisation des contrats nouvellement émis au cours de l'exercice aux (ii) APE.

(En millions d'euros, sauf pourcentages)

	30 juin 2022	30 juin 2021	30 juin 2022 / 30 juin 2021 ^(a)
Chiffre d'affaires ^(b)	55 141	53 865	1,2%
France ^(c)	14 952	14 217	3,1%
Europe	19 288	18 801	0,9%
Asie	5 689	5 568	0,1%
AXA XL	10 719	10 505	(6,2%)
International	2 673	3 199	20,4%
Entités transversales et Holdings centrales ^(c)	1 821	1 576	11,4%

(a) Les variations sont en base comparable.

(b) Net des éliminations internes.

(c) A partir du 1er janvier 2022, le périmètre Entités transversales et Holdings centrales inclut également Architas.

Le chiffre d'affaires consolidé au 30 juin 2022 s'établit à 55 141 millions d'euros, en hausse de 2 % en base publiée et de 1 % à données comparables par rapport au 30 juin 2021.

La base comparable du premier semestre 2021 exclut principalement la contribution des entités cédées (- 1,0 milliard d'euros, soit + 1,9 point) de la région du Golfe, d'Axa Banque Belgique et Singapour avant leurs cessions.

La base comparable du premier semestre 2022 inclut également les variations de taux de change principalement en raison de la dépréciation du taux de change moyen de l'euro par rapport à la plupart des devises (+ 1,4 milliard d'euros, soit - 2,6 points).



CHIFFRE D'AFFAIRES

À données comparables, le chiffre d'affaires de l'activité Dommages augmente de 1 % (+ 365 millions d'euros) à 29 326 millions d'euros :

- **le segment Particuliers** augmente de 3 % (+ 242 millions d'euros) tiré par **(i)** la branche non automobile (+ 4 %) en France (+ 3 %) principalement en raison des activités protection juridique et dommages aux biens, ainsi qu'en Allemagne (+ 4 %) et en Belgique (+ 6 %) en raison des hausses tarifaires, et en Colombie (+ 59 %) suite à une hausse des volumes de l'assurance accidents obligatoire, partiellement compensée par le Royaume-Uni (- 10 %) principalement en raison de la mise en *run-off* du portefeuille d'assurance voyage, et **(ii)** la branche automobile (+ 2 %), notamment en Turquie (+ 161 %) en raison d'augmentations tarifaires dans un contexte d'hyperinflation et d'une hausse des affaires nouvelles, partiellement compensées par la baisse du chiffre d'affaires en Europe (- 1 %) reflétant principalement une forte concurrence sur les marchés de cette zone ;
- **le segment Entreprises** augmente de 1 % (+ 149 millions d'euros) principalement en **(i)** Europe (+ 6 %) avec une augmentation des volumes et des hausses tarifaires notamment en dommages aux biens et responsabilité civile, ainsi qu'en accident du travail en Suisse, **(ii)** AXA Assistance (+ 33 %) provenant principalement du rebond de l'activité d'assurance voyage dans toutes les zones géographiques, **(iii)** France (+ 6 %) reflétant la hausse des affaires nouvelles et des effets prix favorables, **(iv)** Turquie (+ 92 %) suite à la hausse des primes moyennes en automobile et en dommages aux biens et responsabilité civile, partiellement compensées par **(v)** AXA XL (- 6 %) principalement en raison de la baisse de l'exposition aux dommages aux biens liés aux catastrophes naturelles en réassurance, en ligne avec la stratégie, de la baisse des volumes sur le segment Entreprises en Amérique du Nord et d'une sélectivité accrue en matière de souscription, partiellement compensées par un effet prix positif sur l'ensemble des portefeuilles.

À données comparables, le chiffre d'affaires de l'activité Vie, Épargne, Retraite baisse de 5 % (- 893 millions d'euros) à 15 990 millions d'euros :

- **les produits d'épargne adossés à l'actif général** diminuent de - 12 % (- 612 millions d'euros) principalement en **(i)** Italie (- 28 %) provenant de la baisse des ventes via le réseau bancaire dans un contexte de marché difficile, **(ii)** Japon (- 38 %), principalement du fait de la non-récurrence de ventes élevées d'un produit peu consommateur en capital « *Single Premium Whole Life* » au premier semestre 2021 en raison de conditions de marché moins favorables, et **(iii)** en France (- 6 %) suite à la baisse des ventes de produits traditionnels, partiellement compensée par la croissance continue des produits Eurocroissance ;
- **les produits en unités de compte** baissent de - 11 % (- 436 millions d'euros) notamment **(i)** en France (- 12 %) principalement en raison de la non-récurrence d'un contrat important en retraite collective, **(ii)** à Hong Kong (- 45 %) en raison du maintien de la fermeture de la frontière avec la Chine continentale dans le contexte de la crise du COVID-19, partiellement compensés par **(iii)** l'Allemagne (+ 10 %) ;
- **les produits de prévoyance** sont en hausse de 2 % (+ 177 millions d'euros) principalement **(i)** au Japon (+ 10 %) et **(ii)** en Suisse (+ 5 %), dans les deux cas en raison des fortes ventes de produits de prévoyance en unités de compte.

À données comparables, le chiffre d'affaires de l'activité Santé augmente de 13 % (+ 999 millions d'euros) à 8 799 millions d'euros :

- **la santé collective** augmente de 21 % (+ 770 millions d'euros) principalement **(i)** en France (+ 28 %) notamment en raison de deux contrats significatifs sur les marchés internationaux et du marché français, et **(ii)** au Royaume-Uni (+ 10 %) en raison de la hausse des volumes, d'une hausse des renouvellements combiné à des mesures de souscription ;





- **la santé individuelle** augmente de 6 % (+ 229 millions d'euros) en raison de l'Allemagne (+ 5 %), du Mexique (+ 12 %) et de la Turquie (+ 92 %) principalement grâce à des hausses tarifaires.

A données comparables, le chiffre d'affaires de la Gestion d'actifs est en hausse de 4 % (+ 28 millions d'euros) à 788 millions d'euros principalement en raison de **(i)** la hausse des commissions de distribution (+ 13 millions d'euros) résultant de la forte dynamique commerciale, ainsi que de **(ii)** la hausse des commissions de gestion (+ 12 millions d'euros) résultant d'un mix produits favorable.

Les actifs moyens sous gestion diminuent de 19 milliards d'euros (- 2 %) à 771 milliards d'euros à données comparables, principalement en raison d'effets de marché défavorables au premier semestre 2022 résultant de la hausse des taux d'intérêt et de la baisse des marchés actions.

À données comparables, le chiffre d'affaires de l'activité Bancaire augmente de 116 % (+ 128 millions d'euros) à 239 millions d'euros tiré par AXA Banque France provenant principalement de la variation favorable de la juste valeur d'un *swap* de taux d'intérêt couvrant les prêts comptabilisés au coût amorti, partiellement compensée par la baisse de l'activité de prêts immobiliers.

AFFAIRES NOUVELLES

Affaires nouvelles en base « *Annual Premium Equivalent* ⁽¹⁾ »

Les affaires nouvelles en base APE sont en hausse de 9 % en base publiée et de 6 % en données comparables, à 3 273 millions d'euros, résultant principalement de **(i)** l'activité Santé en France en raison de l'expansion des partenariats sur les marchés internationaux, **(ii)** la Prévoyance en Suisse en raison de fortes ventes de produits semi-autonomes, partiellement compensées par la France compte tenu de la baisse des affaires nouvelles dans un marché français mature, combinée à la perte de partenariats en Crédit et Protection du niveau de vie et par Hong Kong dans le contexte de la crise du COVID-19, partiellement compensées par **(iii)** la baisse des ventes de produits en unités de compte en Italie, notamment les produits d'investissement.

Marge sur affaires nouvelles ⁽²⁾

La marge sur affaires nouvelles baisse de 4,4 points en base reportée et de 2,4 points à données comparables, à 40,3 % **(i)** en Santé, en raison d'une évolution défavorable du mix d'activités à Hong Kong et en France et **(ii)** en Prévoyance, expliquée par un mix d'activités défavorable vers les produits d'assurance vie collective semi-autonomes à plus faible marge en Suisse.

¹ Les affaires nouvelles en base *Annual Premium Equivalent* (APE) correspondent à la somme de 100 % des affaires nouvelles en primes périodiques et de 10 % des primes uniques, en ligne avec la méthodologie EEV du Groupe. L'APE est en part du Groupe.

² Marge sur affaires nouvelles est le rapport : (i) de la valeur des affaires nouvelles (VAN) représentant la valorisation des contrats nouvellement émis au cours de l'exercice aux (ii) APE.



RESULTAT OPERATIONNEL ET RESULTAT NET PART DU GROUPE

30 JUIN 2022

(En millions d'euros)	30 juin 2022	Dommages	Vie, Épargne, Retraite ^(a)	Santé	Gestion d'actifs ^(a)	Autres ^(b)
Marge financière	2 537	1 461	992	84		
Chargement et autres produits	3 199		2 196	1 003		
Marge technique nette	9 363	8 099	596	668		
Frais généraux	(10 011)	(6 524)	(2 256)	(1 231)		
Amortissement des valeurs de portefeuille	(31)		(23)	(8)		
Résultat opérationnel avant impôt	4 793	3 036	1 505	517	267	(531)
Charge d'impôt	(933)	(633)	(257)	(117)	(71)	145
Quote-part de résultat dans les entreprises mises en équivalence	144	20	105	6	13	-
Intérêts minoritaires	(86)	(48)	(28)	(4)	(5)	(0)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL PART DU GROUPE	3 918	2 374	1 325	402	203	(386)

(a) Reclassement des activités d'Architas (auparavant reportées dans Vie, Epargne, Retraite) vers Gestion d'actifs.

(b) Autres correspond aux activités bancaires et holdings.

(En millions d'euros, sauf pourcentages)	30 juin 2022	France ^(a)	Europe	Asie	AXA XL	International	Entités transversales et Holdings centrales ^(a)
Marge financière	2 537	820	940	39	480	233	26
Chargement et autres produits	3 199	1 333	617	1 170	-	51	28
Marge technique nette	9 363	1 466	3 633	729	2 623	523	389
Frais généraux	(10 011)	(2 421)	(3 202)	(1 147)	(2 208)	(597)	(436)
Amortissement des valeurs de portefeuille	(31)	-	(12)	(18)	-	(1)	-
Résultat opérationnel avant impôt des activités d'assurance	5 058	1 198	1 975	774	895	208	8
Résultat opérationnel avant impôt des autres activités	(264)	(9)	32	(1)	(42)	(25)	(219)
Charge d'impôt	(933)	(239)	(417)	(151)	(164)	(47)	84
Quote-part de résultat dans les entreprises mises en équivalence	144	3	0	111	-	17	13
Intérêts minoritaires	(86)	(2)	(48)	(5)	(1)	(25)	(6)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL PART DU GROUPE	3 918	952	1 541	728	688	129	(120)
Part des plus ou moins values réalisées	279	146	179	(11)	(35)	(1)	1
Gain ou perte sur actifs financiers et sur dérivés	211	9	171	(49)	(9)	(12)	102
Impact des opérations exceptionnelles	41	3	70	-	-	(3)	(30)
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(202)	-	(15)	(17)	(22)	(147)	(1)
Coûts d'intégration et de restructuration	(140)	(21)	(19)	(0)	(32)	(3)	(65)
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	4 108	1 090	1 927	651	590	(36)	(113)
Ratio combiné Dommages	93,7%	89,3%	91,9%	94,1%	95,6%	100,2%	102,4%
Ratio combiné Santé	94,9%	99,0%	96,4%	73,5%	-	101,8%	98,0%
Ratio combiné Prévoyance	93,5%	97,7%	92,5%	90,1%	-	108,0%	-

(a) Reclassement des activités d'Architas (auparavant reportées dans France) vers Entités transversales et Holdings centrales.



30 JUIN 2021

(En millions d'euros)

	30 juin 2021	Dommages	Vie, Épargne, Retraite ^(a)	Santé	Gestion d'actifs ^(a)	Autres ^(b)
Marge financière	2 300	1 278	950	72		
Chargement et autres produits	2 949		2 063	886		
Marge technique nette	9 398	8 097	608	692		
Frais généraux	(9 837)	(6 480)	(2 201)	(1 157)		
Amortissement des valeurs de portefeuille	(22)		(20)	(2)		
Résultat opérationnel avant impôt	4 569	2 895	1 400	493	257	(476)
Charge d'impôt	(955)	(649)	(242)	(111)	(69)	115
Quote-part de résultat dans les entreprises mises en équivalence	125	15	89	9	11	-
Intérêts minoritaires	(96)	(53)	(31)	(6)	(6)	(0)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL PART DU GROUPE	3 643	2 209	1 216	386	194	(361)

(a) Reclassement des activités d'Architas (auparavant reportées dans Vie, Epargne, Retraite) (€- 24 millions) vers Gestion d'actifs (€+ 24 millions).

(b) Autres correspond aux activités bancaires et holdings.

(En millions d'euros, sauf pourcentages)

	30 juin 2021	France ^(a)	Europe	Asie	AXA XL	International	Entités transversales et Holdings centrales ^(a)
Marge financière	2 300	850	812	37	400	176	24
Chargement et autres produits	2 949	1 221	587	1 038	-	76	27
Marge technique nette	9 398	1 446	3 640	710	2 575	701	327
Frais généraux	(9 837)	(2 355)	(3 163)	(1 058)	(2 207)	(699)	(355)
Amortissement des valeurs de portefeuille	(22)	-	(6)	(16)	-	(1)	-
Résultat opérationnel avant impôt des activités d'assurance	4 788	1 162	1 870	712	767	253	23
Résultat opérationnel avant impôt des autres activités	(219)	7	10	(3)	(42)	38	(229)
Charge d'impôt	(955)	(277)	(409)	(142)	(107)	(70)	50
Quote-part de résultat dans les entreprises mises en équivalence	125	3	(0)	97	-	14	11
Intérêts minoritaires	(96)	(2)	(48)	(4)	1	(37)	(6)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL PART DU GROUPE	3 643	893	1 424	658	619	198	(150)
Part des plus ou moins values réalisées	257	168	38	0	46	0	4
Gain ou perte sur actifs financiers et sur dérivés	290	(63)	166	64	131	20	(28)
Impact des opérations exceptionnelles	(59)	(1)	4	(27)	(0)	(60)	26
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(69)	-	(17)	(15)	(31)	(6)	(1)
Coûts d'intégration et de restructuration	(67)	(20)	(19)	(0)	(20)	(2)	(5)
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	3 996	978	1 596	680	745	150	(154)
Ratio combiné Dommages	93,3%	89,7%	90,8%	97,7%	95,8%	94,0%	101,4%
Ratio combiné Santé	94,4%	98,7%	96,6%	73,9%	-	99,5%	100,6%
Ratio combiné Prévoyance	94,3%	100,6%	92,8%	88,9%	-	105,3%	-

(a) Reclassement des activités d'Architas (auparavant reportées dans France) (€- 24 millions) vers Entités transversales et Holdings centrales (€+ 24 millions).

Indicateurs Alternatifs de Performance

Le résultat opérationnel, la rentabilité opérationnelle des capitaux propres (« RoE opérationnel »), le résultat opérationnel par action, le ratio combiné et le ratio d'endettement sont des indicateurs alternatifs de performance (« IAPs ») au regard des orientations de l'ESMA et de la position de l'AMF publiées en 2015. La réconciliation du résultat opérationnel et du ratio combiné avec le poste des états financiers de la période correspondante, ou de son sous-total ou du total le plus proche, est présentée dans les tableaux ci-avant. La réconciliation du RoE opérationnel et du résultat opérationnel par action avec les États Financiers consolidés figure dans le tableau en page 23 du présent rapport, et la méthode de calcul du ratio d'endettement sur la base des informations disponibles dans les États Financiers consolidés est présentée en page 19 du présent rapport. Pour de plus amples informations concernant les IAPs, veuillez-vous référer au Glossaire figurant aux pages 60 à 68 du présent rapport.

RESULTAT OPERATIONNEL

Le résultat opérationnel représente le résultat net (part du Groupe), avant prise en compte de l'impact des éléments suivants, nets de la participation aux bénéficiaires des assurés, des frais d'acquisition reportés, des valeurs de portefeuille, des impôts et des intérêts minoritaires :

- plus et moins-values réalisées et le mouvement de la période des provisions pour dépréciation des placements (sur les actifs non comptabilisés à la juste valeur par résultat ou non détenus à des fins de transaction), et le coût à l'origine, valeur intrinsèque et valeur à échéance des instruments dérivés couvrant les plus et moins-values réalisées et les mouvements de provisions pour dépréciation des actions (autres que les fonds d'actifs en représentation des engagements sur les produits pour lesquels le risque financier est supporté par l'assuré);
- gains ou pertes sur les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur (à l'exception des placements représentant des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré), les impacts de change sur actifs et passifs, et les instruments dérivés rattachés aux actifs financiers et aux passifs;
- écarts d'acquisition, amortissement et dépréciation des immobilisations incorporelles en lien avec le portefeuille de clients ou les réseaux de distribution;
- coûts d'intégration et de restructuration relatifs à des sociétés nouvellement acquises, ainsi que les coûts de restructuration et ceux relatifs à des mesures d'amélioration de productivité; et
- opérations exceptionnelles (principalement changements de périmètre et résultat des activités cédées).

RENTABILITE OPERATIONNELLE DES CAPITAUX PROPRES

La rentabilité opérationnelle des capitaux propres (« RoE opérationnel ») est calculée en divisant le résultat opérationnel net des charges d'intérêts liées aux dettes à durée indéterminée et dettes super-subordonnées (enregistrées en capitaux propres, comme présenté dans la Section 2.6 - Note 6 « Capitaux propres et intérêts minoritaires » du présent rapport) par la moyenne des capitaux propres à l'ouverture et à la clôture, excluant :

- les réserves liées à la variation de la juste valeur inscrite en capitaux propres comme présenté dans la Section 2.4 « État des variations des capitaux propres de la période » du présent rapport ;

- les dettes subordonnées à durée indéterminée et dettes super-subordonnées enregistrées en capitaux propres comme présenté dans la Section 2.6 - Note 6 « Capitaux propres et intérêts minoritaires » du présent rapport.

RESULTAT OPERATIONNEL PAR ACTION

Le résultat opérationnel par action est égal au résultat opérationnel part du Groupe net des charges d'intérêts liées aux dettes subordonnées à durée indéterminée (comptabilisées en capitaux propres, comme présenté dans la Section 2.6 - Note 6 « Capitaux propres et intérêts minoritaires » du présent rapport), divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. Les actions détenues par AXA et ses filiales (actions propres) sont déduites du calcul des actions en circulation.

RATIO COMBINE (APPLICABLE AUX ACTIVITES DOMMAGES, SANTE ET PREVOYANCE)

Le ratio combiné est la somme du ratio de sinistralité tous exercices, net de réassurance, et du taux de chargement.

- Le ratio de sinistralité tous exercices, net de réassurance, est le rapport :
 - des charges techniques tous exercices, brutes de réassurance + frais de gestion des sinistres + résultat de la réassurance cédée tous exercices excluant pour les réserves actualisées la réévaluation du taux d'escompte utilisé pour les réserves techniques;
 - aux primes acquises brutes de réassurance.
- Le taux de chargement est le rapport :
 - des frais généraux (excluant les frais de gestion des sinistres, incluant les variations de l'amortissement des valeurs de portefeuille);
 - aux primes acquises brutes de réassurance.

RATIO D'ENDETTEMENT

Le ratio d'endettement fait référence au niveau de dette d'une société par rapport à ses capitaux à long terme, habituellement exprimé en pourcentage. Le ratio d'endettement est utilisé par la Direction pour déterminer le levier financier du Groupe et la mesure dans laquelle ses activités sont financées par des prêteurs plutôt que l'actionnaire. Le ratio d'endettement d'AXA est calculé en divisant la dette brute (dettes de financement comme présenté dans la Section 2.6 - Note 7 « Dettes de Financement » et dettes subordonnées à durée indéterminée et dettes super-subordonnées comme présenté dans la Section 2.6 - Note 6 « Capitaux propres et intérêts minoritaires » du présent rapport) par le capital total employé (capitaux propres hors dettes subordonnées à durée indéterminée et dettes super-subordonnées et réserves liées à la variation de la juste valeur des instruments financiers et des dérivés de couverture) plus dette brute.

COMMENTAIRES SUR LES RESULTATS DU GROUPE

RESULTAT OPERATIONNEL

Le résultat opérationnel s'élève à 3 918 millions d'euros, en hausse de 276 millions d'euros (+ 8 %) en base publiée par rapport au premier semestre 2021. À taux de change constant, le résultat opérationnel augmente de 159 millions d'euros (+ 4 %). En excluant les cessions d'AXA Banque Belgique, de la région du Golfe, de Singapour et de la Grèce, le résultat opérationnel augmente de 234 millions d'euros (+ 7 %).

Le résultat opérationnel de l'activité Dommages augmente de 82 millions d'euros (+ 4 %) à 2 374 millions d'euros principalement en raison de **(i)** la hausse du résultat financier de 198 millions d'euros résultant des obligations indexées sur l'inflation en Turquie (114 millions d'euros) et d'une augmentation de la distribution des fonds sur l'ensemble des zones géographiques, principalement en Europe et en France, **(ii)** une amélioration du taux de chargement (- 0,9 point) liée aux initiatives de réduction des coûts dans les différentes zones géographiques, combinée à un mix d'activités favorable, **(iii)** une baisse de la charge d'impôt de 34 millions d'euros, l'impact de la hausse du résultat opérationnel avant impôt ayant été plus que compensé par un mix géographique favorable, partiellement compensées par **(iv)** un ratio de sinistralité de l'exercice courant hors charges liées aux catastrophes naturelles défavorable (+ 1,3 point) résultant principalement de l'impact de la guerre en Ukraine (+ 1,1 point) chez AXA XL notamment en Aviation, ainsi que des moindres bénéfices liés à la fréquence des sinistres en automobile en France et en Europe, combinés à **(v)** une hausse des charges liées aux catastrophes naturelles (+ 0,1 point à 4,2 %) en France (+ 2,3 points à 4,9 %) et en Europe (+ 0,5 point à 4,7 %) notamment en Allemagne, en Belgique, au Royaume-Uni et en Irlande en raison d'une plus grande fréquence des tempêtes, partiellement compensée par AXA XL (- 1,2 point à 4,8 %) conséquemment aux réductions d'exposition en ligne avec la stratégie. Le ratio combiné progresse de + 0,7 point à 93,7 % avec une évolution stable des provisions pour sinistres sur exercices antérieurs.

Le résultat opérationnel de l'activité Vie, Épargne, Retraite augmente de 83 millions d'euros (+ 7 %) à 1 325 millions d'euros, en raison principalement de **(i)** la hausse des commissions de gestion et revenus nets de commissions (+ 47 millions d'euros) reflétant les fortes ventes dans l'activité Prévoyance au Japon combinées à la résilience des commissions de gestion en unités de compte, notamment en France, aidée par la forte collecte des dernières années, partiellement compensée par l'impact des conditions financières défavorables, **(ii)** l'augmentation de la marge financière (+ 33 millions d'euros) étant donné que la baisse des rendements des réinvestissements a été plus que compensée par une hausse de la distribution des fonds et de la baisse des intérêts crédités aux assurés. La marge technique diminue de 16 millions d'euros - ou demeure globalement stable (- 5 millions d'euros) hors cession de Singapour - principalement en raison de l'impact récurrent d'un traité de réassurance sur un portefeuille en *run-off* de contrats d'assurance vie entière mis en place au second semestre 2021 à Hong Kong, partiellement compensé par des provisions pour sinistres sur exercices antérieurs moins dévorables en France.

Le résultat opérationnel de la Santé augmente de 10 millions d'euros (+ 2 %) à 402 millions d'euros soutenu par **(i)** une hausse de la marge financière notamment au Royaume-Uni, en Irlande et en Espagne, et **(ii)** une augmentation de la marge technique nette résultant de la forte croissance du chiffre d'affaires dans la plupart des zones géographiques, partiellement compensée par la hausse des sinistres liés au COVID-19 au Japon et par une évolution moins favorable des provisions pour sinistres sur exercices antérieurs en France. Cette augmentation a été partiellement compensée par **(iii)** la hausse de la charge d'impôt reflétant la hausse du résultat opérationnel avant impôt et **(iv)** l'effet défavorable des cessions.

Le résultat opérationnel de la Gestion d'actifs augmente de 6 millions d'euros (+ 3 %) à 203 millions d'euros en raison de **(i)** la hausse du chiffre d'affaires (+ 9 millions d'euros) résultant principalement de la hausse des





commissions de gestion liée à l'amélioration du mix produits malgré la baisse des actifs moyens sous gestion dans un contexte de hausse des taux d'intérêt et de baisse des marchés actions, partiellement compensée par **(ii)** l'augmentation de la charge d'impôt (- 4 millions d'euros) en lien avec la hausse du résultat opérationnel avant impôt, combinée à la non-réurrence d'éléments fiscaux exceptionnels positifs.

Le résultat opérationnel des autres activités diminue de 21 millions d'euros (- 6 %) à - 386 millions d'euros principalement en raison de la cession d'AXA Banque Belgique (- 42 millions d'euros) au 31 décembre 2021 et de la baisse de l'activité de prêts hypothécaires chez AXA Banque France (- 12 millions d'euros) partiellement compensée par la holding allemande (+ 18 millions d'euros) en raison d'un élément fiscal exceptionnel et par la baisse des charges liées aux engagements de retraite, et pour la holding AXA SA (+ 16 millions d'euros) en raison de l'impact positif lié au règlement d'un litige fiscal.

RESULTAT NET

Le résultat net s'élève à 4 108 millions d'euros, en hausse de 113 millions d'euros (+3%). À taux de change constant, le **résultat net** augmente de 14 millions d'euros (+0%) en raison de :

- **la hausse du résultat opérationnel** de 159 millions d'euros (+ 4 %) à 3 918 millions d'euros ;
- **la hausse des plus-values nettes réalisées** de 20 millions d'euros (+ 8 %) à 279 millions d'euros, principalement en raison de la baisse des provisions pour dépréciation nettes des dérivés de couverture sur actions (+ 82 millions d'euros) ;
- **la variation défavorable de la juste valeur** des fonds OPCVM et des dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture en application de la norme IAS 39 de - 65 millions d'euros (- 22 %) à 211 millions d'euros, provenant de :
 - la non-réurrence de **(i)** la solide performance des marchés financiers au premier semestre 2021 qui avait conduit à une augmentation de la juste valeur des fonds OPCVM (+ 378 millions d'euros), principalement des fonds de *private equity* et des *hedge funds*, et **(ii)** la variation négative de la juste valeur des instruments dérivés (- 108 millions d'euros),
 - au premier semestre 2022, **(iii)** la hausse significative des taux d'intérêt entraînant un effet inverse de la juste valeur des OPCVM (- 120 millions d'euros) et **(iv)** une variation favorable de la juste valeur des dérivés (+ 157 millions d'euros) de couverture des actions et de l'inflation,
 - **(v)** un effet de change favorable principalement lié à la dépréciation de l'euro par rapport à la plupart des devises ;
- **une hausse de l'impact des écarts d'acquisition et des autres incorporels**, en augmentation de 131 millions d'euros (- 190 %) à - 202 millions d'euros en raison de la dépréciation intégrale de l'écart d'acquisition de Reso Garantia (- 144 millions d'euros) ;
- **un effet favorable des opérations exceptionnelles**, en hausse de 101 millions d'euros à +41 millions d'euros, résultant principalement **(i)** d'une révision à la baisse au premier semestre 2022 de la perte liée à la future cession d'un portefeuille d'épargne adossé à l'actif général en Belgique (+70 millions d'euros), partiellement compensée par la non-réurrence de l'impact négatif au premier semestre 2021 de la perte sur **(ii)** la cession d'une filiale non consolidée (- 40 millions d'euros) et **(iii)** sur les cessions d'entités en Malaisie (- 35 millions d'euros) et dans la région du Golfe (- 24 millions d'euros), partiellement compensées par les plus-values réalisées suite à **(iv)** la cession de la participation résiduelle dans EQH (+ 30 millions d'euros), et **(v)** la cession des activités en Grèce (+ 21 millions d'euros).

CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE

Au 30 juin 2022, les capitaux propres part du Groupe s'élèvent à 52,6 milliards d'euros. Les mouvements intervenus depuis le 31 décembre 2021 sont présentés dans le tableau ci-après :

<i>(En millions d'euros)</i>	Capitaux propres part du Groupe
Au 31 décembre 2021	71 135
Capital social	(195)
Primes d'émission, de fusion et d'apport	(1 999)
Stock options	24
Titres d'autocontrôle	670
Dettes perpétuelles (y compris charges d'intérêts)	(838)
Réserves liées aux variations de la juste valeur inscrites en capitaux propres	(19 944)
Écarts de conversion	1 421
Dividendes	(3 539)
Autres	124
Résultat net de l'exercice	4 108
Gains et pertes actuariels sur engagements de retraite	1 666
Réserves liées aux variations de la juste valeur des dettes financières à la juste valeur par résultat attribuables aux variations du risque de crédit propre	11
Au 30 juin 2022	52 645

INFORMATIONS RELATIVES A LA SOLVABILITE ⁽¹⁾

Au 30 juin 2022, le montant des fonds propres éligibles du Groupe (*Eligible Own Funds* « EOF ») s'élève à 63,0 milliards d'euros et le ratio de Solvabilité II s'établit à 227 %, contre 62,0 milliards d'euros et 217 % au 31 décembre 2021.

¹ Les informations prudentielles relatives à la solvabilité incluses dans ce paragraphe, dont le ratio de Solvabilité II et les fonds propres éligibles (*Eligible Own Funds* « EOF »), n'ont pas fait l'objet d'une revue ou d'une vérification par les commissaires aux comptes du Groupe dans le cadre de leur revue des États Financiers consolidés au 30 juin 2022, ni dans le cadre de la vérification de l'information incluse dans le présent rapport. Au 30 juin 2022, le ratio de Solvabilité II est ajusté afin de refléter dans son intégralité le programme de rachat d'actions de 1 milliard d'euros annoncé par AXA le 3 août 2022, dans le cadre de la publication de ses résultats semestriels.

CREATION DE VALEUR POUR L'ACTIONNAIRE

BENEFICE NET PAR ACTION (« BNPA »)

(En euros, sauf le nombre d'actions en millions)

	30 juin 2022		30 juin 2021		30 juin 2022 / 30 juin 2021	
	Sur une base non diluée	Sur une base totalement diluée	Sur une base non diluée	Sur une base totalement diluée	Sur une base non diluée	Sur une base totalement diluée
Nombre d'actions pondéré	2 311	2 317	2 384	2 390		
Résultat net par action	1,74	1,73	1,64	1,63	6,3%	6,2%
Résultat opérationnel par action	1,66	1,65	1,49	1,48	11,3%	11,3%

RENTABILITE DES CAPITAUX PROPRES (« ROE »)

(En millions d'euros, sauf pourcentages)

	30 juin 2022		30 juin 2021		30 juin 2022 / 30 juin 2021	
ROE		15,8%		16,8%		- 1,0 pts
Résultat net ^(a)		4 017		3 900		
Capitaux propres moyens sur la période		50 812		46 525		
ROE « opérationnel »		15,8%		16,6%		- 0,8 pts
Résultat opérationnel ^(a)		3 827		3 547		
Capitaux propres moyens sur la période		48 581		42 800		

(a) Net des charges d'intérêts liées aux dettes à durée indéterminée (enregistrées en capitaux propres).

INFORMATION SECTORIELLE

FRANCE

<i>(En millions d'euros, sauf pourcentages)</i>	30 juin 2022	30 juin 2021 retraité ^(a)
Chiffre d'affaires ^(b)	14 952	14 217
Dommages	4 284	3 936
Vie, Épargne, Retraite	7 023	7 580
Santé	3 406	2 591
Banque	239	111
Résultat opérationnel avant impôt	1 189	1 169
Dommages	635	603
Vie, Épargne, Retraite	500	496
Santé	63	64
Autres ^(c)	(9)	7
Charge d'impôt	(239)	(277)
Intérêts minoritaires	(2)	(2)
Quote-part de résultat dans les entreprises mises en équivalence	3	3
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL PART DU GROUPE	952	893
Part des plus ou moins values réalisées	146	168
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés	9	(63)
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	3	(1)
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	-	-
Coûts d'intégration et de restructuration	(21)	(20)
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	1 090	978
Ratio combiné Dommages	89,3%	89,7%
Ratio combiné Santé	99,0%	98,7%
Ratio combiné Prévoyance	97,7%	100,6%
Affaires nouvelles		
APE	1 324	1 224
Marge sur affaires nouvelles	24,7%	29,9%

(a) Reclassement des activités d'Architas (précédemment reportées au sein de la France) vers les Entités transversales et Holdings centrales.

(b) Net des éliminations internes.

(c) Autres correspond aux activités bancaires et holding.

Le chiffre d'affaires augmente de 735 millions d'euros (+ 5 %) à 14 952 millions d'euros. À données comparables, le chiffre d'affaires augmente de 455 millions d'euros (+ 3 %) :

- **Dommages** (+ 166 millions d'euros, soit + 4 %) à 4 284 millions d'euros en raison des hausses tarifaires et de la croissance des affaires nouvelles sur les segments Entreprises (+ 126 millions d'euros, soit + 6 %) et Particuliers (+ 40 millions d'euros, soit + 2 %) ;
- **Vie, Épargne, Retraite** (- 527 millions d'euros, soit - 7 %) à 7 023 millions d'euros expliqué par **(i)** les produits d'épargne collective (- 380 millions d'euros, soit - 44 %) principalement en raison de la non-récurrence d'un important contrat de retraite en unités de compte, **(ii)** les produits d'épargne individuelle (- 101 millions d'euros, soit - 2 %) liés à une baisse des ventes sur les produits adossés à l'actif



général, partiellement compensée par la solide performance des produits Eurocroissance et en unités de compte qui ont contribué à hauteur de 64 % au chiffre d'affaires total des produits d'épargne individuelle, contre 43 % en moyenne sur le marché, et **(iii)** les produits de prévoyance (- 45 millions d'euros, soit - 2 %) en raison de la perte de partenariats dans l'activité Crédit et Protection du niveau de vie, partiellement compensée par la hausse des volumes sur le marché domestique des produits individuels ;

- **Santé** (+ 688 millions d'euros, soit + 25 %) à 3 406 millions d'euros notamment en raison de la hausse des volumes en santé collective (+ 651 millions d'euros, soit + 28 %) sur les marchés internationaux, résultant principalement de la vente de deux contrats importants, et du marché français ;
- **Banque** (+ 128 millions d'euros, soit + 116 %) à 239 millions d'euros principalement en raison d'une variation favorable de la juste valeur d'un *swap* de taux d'intérêt couvrant les prêts comptabilisés au coût amorti, partiellement compensée par la baisse de l'activité des prêts immobiliers dans un contexte de taux d'intérêt élevés.

Les affaires nouvelles en base APE augmentent de 100 millions d'euros (+ 8 %) à 1 324 millions d'euros. À données comparables, les affaires nouvelles en base APE augmentent de 44 millions d'euros (+ 3 %) principalement en raison de l'impact de **(i)** la Santé (+ 162 millions d'euros, soit + 33 %) résultant d'une hausse de la santé collective sur les marchés internationaux et français, partiellement compensée par **(ii)** les produits de prévoyance (- 59 millions d'euros, soit - 25 %) en raison d'une baisse des affaires nouvelles dans un marché domestique mature combinée à la perte de partenariats dans l'activité Crédit et Protection du niveau de vie, **(iii)** les produits d'épargne adossés à l'actif général (- 43 millions d'euros, soit - 16 %) expliqué par les produits traditionnels, en partie compensés par la croissance d'Eurocroissance et **(iv)** les produits en unités de compte (- 16 millions d'euros, soit - 6 %) principalement en raison de la non-récurrence d'un contrat de retraite collective important.

La marge sur affaires nouvelles diminue de 5,2 points à 24,7 %. À données comparables, la marge sur affaires nouvelles diminue de 3,0 points principalement en raison d'une évolution défavorable du mix d'activités provenant segment **Santé Collective**.

Le résultat opérationnel avant impôt augmente de 20 millions d'euros (+ 2 %) à 1 189 millions d'euros :

- **Domages** (+ 33 millions d'euros, soit + 5 %) à 635 millions d'euros principalement en raison d'une hausse des volumes combinée à une sinistralité favorable sur l'exercice courant, notamment sur le segment Entreprises, partiellement compensées par une hausse des événements naturels, ainsi qu'une évolution plus favorable des provisions pour sinistres sur exercices antérieurs ;
- **Vie, Épargne, Retraite** (+ 4 millions d'euros, soit + 1 %) à 500 millions d'euros principalement en raison d'une évolution moins défavorable des provisions pour sinistres des exercices antérieurs, compensée par une baisse de la marge financière ;
- **Santé** (- 0 million d'euros, soit - 1 %) à 63 millions d'euros principalement en raison d'une évolution moins favorable des provisions pour sinistres sur exercices antérieurs, partiellement compensée par la poursuite du développement de l'international ;
- **Banque** (- 16 millions d'euros) à - 9 millions d'euros principalement en raison de la baisse de l'activité des prêts immobiliers.

La charge d'impôt diminue de 39 millions d'euros (- 14 %) à - 239 millions d'euros principalement en raison de la baisse du taux d'imposition sur les sociétés de 28 % à 26 %, de la hausse de la part des distributions de dividendes bénéficiant d'une taxation réduite, partiellement compensées par la hausse du résultat opérationnel avant impôt.

Le résultat opérationnel augmente de 59 millions d'euros (+ 7 %) à 952 millions d'euros.

Le résultat net augmente de 111 millions d'euros (+ 11 %) à 1 090 millions d'euros en raison de **(i)** la hausse du résultat opérationnel, **(ii)** une variation favorable de la juste valeur des dérivés actions, partiellement compensée par **(iii)** une variation défavorable de la juste valeur des fonds OPCVM.

EUROPE

<i>(En millions d'euros, sauf pourcentages)</i>	30 juin 2022	30 juin 2021
Chiffre d'affaires ^(a)	19 288	18 801
Dommages	10 930	10 434
Vie, Épargne, Retraite	4 977	5 223
Santé	3 381	3 144
Résultat opérationnel avant impôt	2 006	1 881
Dommages	1 232	1 238
Vie, Épargne, Retraite	598	512
Santé	145	121
Holding	32	10
Charge d'impôt	(417)	(409)
Intérêts minoritaires	(48)	(48)
Quote-part de résultat dans les entreprises mises en équivalence	0	(0)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL PART DU GROUPE	1 541	1 424
Part des plus ou moins values réalisées	179	38
Gain ou perte sur actifs financiers et sur dérivés	171	166
Impact des opérations exceptionnelles	70	4
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(15)	(17)
Coûts d'intégration et de restructuration	(19)	(19)
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	1 927	1 596
Ratio combiné Dommages	91,9%	90,8%
Ratio combiné Santé	96,4%	96,6%
Ratio combiné Prévoyance	92,5%	92,8%
Affaires nouvelles		
APE	1 000	840
Marge sur affaires nouvelles	45,7%	46,9%

(a) Net des éliminations internes.

Europe - Suisse

(En millions d'euros, sauf pourcentages)

	30 juin 2022	30 juin 2021
Chiffre d'affaires ^(a)	4 385	4 054
Dommages	3 141	2 934
Vie, Épargne, Retraite	1 181	1 074
Santé	62	46
Résultat opérationnel avant impôt	697	576
Dommages	487	370
Vie, Épargne, Retraite	213	211
Santé	(2)	(5)
Charge d'impôt	(104)	(108)
Intérêts minoritaires	(3)	(2)
Quote-part de résultat dans les entreprises mises en équivalence	-	-
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL PART DU GROUPE	590	466
Part des plus ou moins values réalisées	109	(2)
Gain ou perte sur actifs financiers et sur dérivés	111	102
Impact des opérations exceptionnelles	-	3
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(11)	(11)
Coûts d'intégration et de restructuration	-	-
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	799	558
Ratio combiné Dommages	78,8%	84,0%
Ratio combiné Santé	106,2%	122,4%
Ratio combiné Prévoyance	88,3%	86,4%
Affaires nouvelles		
APE	583	375
Marge sur affaires nouvelles	43,7%	45,3%
Taux de change moyen : 1,00 € = Franc suisse	1,03	1,09

(a) Net des éliminations internes.

Le chiffre d'affaires augmente de 330 millions d'euros (+ 8 %) à 4 385 millions d'euros. À données comparables, le chiffre d'affaires augmente de 109 millions d'euros (+ 3 %) :

- **Dommages** (+ 45 millions d'euros, soit + 2 %) à 3 141 millions d'euros tiré par le segment Entreprises (+ 48 millions d'euros, soit + 3 %) principalement en raison d'une hausse des volumes et d'effets prix positifs sur l'assurance accidents du travail ainsi que de l'augmentation des volumes en assurance responsabilité civile, en partie compensé par le segment Particuliers (- 3 millions d'euros) en raison de la baisse de la branche automobile liée à la forte concurrence sur le marché, compensée par la croissance dans la branche équipements numériques ;
- **Vie, Épargne, Retraite** (+ 52 millions d'euros, soit + 5 %) à 1 181 millions d'euros tiré par l'assurance vie collective (+ 35 millions d'euros, soit + 5 %) en raison de la hausse des ventes de produits semi-autonomes, et par l'assurance vie individuelle (+ 17 millions d'euros, soit + 4 %) notamment par la hausse des primes périodiques sur un produit hybride ;

- **Santé** (+ 12 millions d'euros, soit + 26 %) à 62 millions d'euros provenant de la croissance continue du portefeuille.

Les affaires nouvelles en base APE augmentent de 208 millions d'euros (+ 55 %) à 583 millions d'euros. À données comparables, les affaires nouvelles en base APE augmentent de 175 millions d'euros (+ 47 %) tirées par l'assurance vie collective (+ 177 millions d'euros, soit + 54 %) en raison de fortes ventes de produits semi-autonomes.

La marge sur affaires nouvelles diminue de 1,6 point à 43,7 % principalement en raison d'un mix d'activités moins favorable en prévoyance collective.

Le résultat opérationnel avant impôt augmente de 122 millions d'euros (+ 21 %) à 697 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel avant impôt augmente de 82 millions d'euros (+ 14 %) :

- **Dommages** (+ 89 millions d'euros, soit + 24 %) à 487 millions d'euros reflétant la hausse du résultat technique (+ 90 millions d'euros) tirée par la diminution des charges liées aux catastrophes naturelles en raison de la non-réurrence des fortes tempêtes de grêle de juin 2021, combinée à une évolution plus favorable des provisions pour sinistres sur exercices antérieurs, partiellement compensées par la hausse des charges de sinistres attritionnelles, principalement dans les branches automobile et accidents du travail, en raison de la hausse de la fréquence des sinistres ;
- **Vie, Épargne, Retraite** (- 10 millions d'euros, soit - 5 %) à 213 millions d'euros en raison de la baisse du résultat technique (- 28 millions d'euros) en assurance vie individuelle et collective, partiellement compensée par la hausse de la marge financière (+ 8 millions d'euros), notamment en assurance vie individuelle, et par la hausse des chargements sur les primes (+ 10 millions d'euros) en assurance vie collective ainsi qu'en assurance vie individuelle ;
- **Santé** (+ 4 millions d'euros, soit + 66 %) à - 2 millions d'euros.

La charge d'impôt diminue de 3 millions d'euros (- 3 %) à - 104 millions d'euros. À taux de change constant, la charge d'impôt diminue de 9 millions d'euros (- 9 %) en raison d'éléments fiscaux non récurrents favorables, partiellement compensés par la hausse du résultat opérationnel avant impôt.

Le résultat opérationnel augmente de 124 millions d'euros (+ 27 %) à 590 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel augmente de 90 millions d'euros (+ 19 %).

Le résultat net augmente de 240 millions d'euros (+ 43 %) à 799 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat net augmente de 195 millions d'euros (+ 35 %) en raison de la hausse du résultat opérationnel et des plus-values nettes réalisées (+ 104 millions d'euros) principalement sur les actions.

Europe - Allemagne

(En millions d'euros, sauf pourcentages)

	30 juin 2022	30 juin 2021
Chiffre d'affaires ^(a)	6 387	6 227
Dommages	2 885	2 793
Vie, Épargne, Retraite	1 613	1 633
Santé	1 890	1 800
Résultat opérationnel avant impôt	540	439
Dommages	341	304
Vie, Épargne, Retraite	105	61
Santé	57	59
Holding	36	15
Charge d'impôt	(169)	(103)
Intérêts minoritaires	(6)	(5)
Quote-part de résultat dans les entreprises mises en équivalence	-	-
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL PART DU GROUPE	365	332
Part des plus ou moins values réalisées	21	17
Gain ou perte sur actifs financiers et sur dérivés	11	7
Impact des opérations exceptionnelles	0	1
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(1)	(2)
Coûts d'intégration et de restructuration	(5)	(6)
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	392	349
Ratio combiné Dommages	90,0%	91,6%
Ratio combiné Santé	97,0%	96,8%
Ratio combiné Prévoyance	96,5%	97,0%
Affaires nouvelles		
APE	191	191
Marge sur affaires nouvelles	59,5%	60,9%

(a) Net des éliminations internes.

Le chiffre d'affaires augmente de 161 millions d'euros (+ 3 %) à 6 387 millions d'euros. À données comparables, le chiffre d'affaires augmente de 161 millions d'euros (+ 3 %) :

- **Dommages** (+ 91 millions d'euros, soit 3 %) à 2 885 millions d'euros résultant de **(i)** la branche non automobile du segment Entreprises (+ 81 millions d'euros, soit + 7 %) principalement en raison des affaires nouvelles et des hausses tarifaires dans un environnement de durcissement du marché, en particulier sur les produits de dommages aux biens destinés aux entreprises de taille intermédiaire, ainsi que des affaires nouvelles en responsabilité civile et en protection juridique, **(ii)** la branche non automobile du segment Particuliers (+ 32 millions d'euros, soit + 4 %) provenant principalement de hausses tarifaires, incluant l'indexation automatique, et des affaires nouvelles en protection juridique, partiellement compensées par **(iii)** la branche automobile du segment Particuliers (- 23 millions d'euros, soit - 3 %) en raison de la baisse des immatriculations de voitures neuves ;

- **Vie, Épargne, Retraite** (- 21 millions d'euros, soit - 1%) à 1 613 millions d'euros provenant principalement des produits d'épargne adossés à l'actif général (- 63 millions d'euros, soit - 8 %), partiellement compensés par une hausse des affaires nouvelles des produits hybrides (+ 23 millions d'euros, soit + 7 %), des produits en unités de compte (+ 22 millions d'euros, soit + 10 %) et des produits de prévoyance pure (+ 9 millions d'euros, soit + 3 %), en ligne avec la stratégie ;
- **Santé** (+ 90 millions d'euros, soit + 5 %) à 1 890 millions d'euros porté par les hausses tarifaires sur les solutions de santé à couverture complète et par la croissance continue sur le marché des fonctionnaires.

Les affaires nouvelles en base APE restent stables à 191 millions d'euros.

La marge sur affaires nouvelles diminue de 1,4 point à 59,5 % principalement en raison de la mise à jour d'hypothèses actuarielles.

Le résultat opérationnel avant impôt augmente de 101 millions d'euros (+ 23 %) à 540 millions d'euros :

- **Dommages** (+ 37 millions d'euros, soit + 12 %) à 341 millions d'euros reflétant une amélioration du ratio combiné (- 1,6 point) en raison de la baisse des charges de sinistres attritionnelles en assurance habitation, de la baisse des charges de sinistres graves dans la branche non automobile du segment Entreprises et de l'évolution favorable des provisions pour sinistres sur exercices antérieurs, partiellement compensées par la hausse des charges liées aux catastrophes naturelles notamment due aux tempêtes hivernales ;
- **Vie, Épargne, Retraite** (+ 44 millions d'euros, soit + 71 %) à 105 millions d'euros, principalement en raison de la hausse de la marge financière ainsi que de la marge technique et de la hausse des commissions de gestion résultant de l'évolution du mix d'activités ;
- **Santé** (- 2 millions d'euros, soit - 3 %) à 57 millions d'euros, la croissance des volumes ayant été plus que compensée par l'évolution moins favorable des provisions pour sinistres sur exercices antérieurs, tandis que le ratio combiné de l'exercice courant est resté stable ;
- **Holding** (+ 21 millions d'euros, soit + 146 %) à 36 millions d'euros résultant d'éléments fiscaux exceptionnels favorables et d'une baisse des charges liées aux engagements de retraite.

La charge d'impôt augmente de 66 millions d'euros (+ 65 %) à - 169 millions d'euros, en raison de la hausse du résultat opérationnel avant impôt, combinée à la non-réurrence d'éléments fiscaux exceptionnels favorables.

Le résultat opérationnel augmente de 34 millions d'euros (+ 10 %) à 365 millions d'euros.

Le résultat net augmente de 43 millions d'euros (+ 12 %) à 392 millions d'euros en raison de la hausse du résultat opérationnel et des plus-values nettes réalisées, notamment sur les actions, combinée à une évolution favorable de la juste valeur des dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture.

Europe - Belgique

(En millions d'euros, sauf pourcentages)

	30 juin 2022	30 juin 2021
Chiffre d'affaires ^(a)	1 904	1 817
Dommages	1 240	1 183
Vie, Épargne, Retraite	582	557
Santé	82	76
Résultat opérationnel avant impôt	240	252
Dommages	70	106
Vie, Épargne, Retraite	166	139
Santé	5	7
Holding	(1)	(0)
Charge d'impôt	(47)	(58)
Intérêts minoritaires	(0)	(0)
Quote-part de résultat dans les entreprises mises en équivalence	-	-
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL PART DU GROUPE	193	193
Part des plus ou moins values réalisées	42	17
Gain ou perte sur actifs financiers et sur dérivés	28	70
Impact des opérations exceptionnelles	70	-
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(1)	(1)
Coûts d'intégration et de restructuration	(1)	(2)
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	332	278
Ratio combiné Dommages	101,8%	95,8%
Ratio combiné Santé	95,7%	91,7%
Ratio combiné Prévoyance	96,2%	98,1%
Affaires nouvelles		
APE	30	26
Marge sur affaires nouvelles	65,9%	74,2%

(a) Net des éliminations internes.

Dans le cadre de la cession d'AXA Banque Belgique le 31 décembre 2021, Crelan Insurance a été intégralement transféré à AXA Belgium. Crelan Insurance offre des couvertures de prévoyance liées aux prêts accordés par Crelan Bank NV/SA.

Le chiffre d'affaires augmente de 87 millions d'euros (+ 5 %) à 1 904 millions d'euros. À données comparables, le chiffre d'affaires augmente de 70 millions d'euros (+ 4 %) :

- **Dommages** (+ 56 millions d'euros, soit + 5 %) à 1 240 millions d'euros résultant du **(i)** segment Entreprises (+ 44 millions d'euros, soit + 7 %) principalement dans les branches dommages aux biens et responsabilité civile en raison de hausses tarifaires, incluant l'indexation automatique, ainsi que des ventes importantes sur le segment des PME, partiellement compensées par des mesures d'assainissement du portefeuille sur le marché des entreprises de taille intermédiaire, et **(ii)** le segment Particuliers (+ 12 millions d'euros, soit + 2 %) suite aux hausses tarifaires, intégrant l'indexation



automatique, partiellement compensées par la baisse des volumes dans la branche automobile résultant de la baisse des immatriculations de voitures neuves ;

- **Vie, Épargne, Retraite** (+ 8 millions d'euros, soit 1 %) à 582 millions d'euros provenant principalement de la croissance des volumes de produits de prévoyance avec une composante épargne adossés à l'actif général (+ 9 millions d'euros, soit + 3 %) ;
- **Santé** (+ 6 millions d'euros, soit + 8 %) à 82 millions d'euros porté par de nouveaux contrats d'assurance collective.

Les affaires nouvelles en base APE augmentent de 4 millions d'euros (+ 15 %) à 30 millions d'euros. À données comparables, les affaires nouvelles en base APE augmentent de 1 million d'euros (+ 3 %) principalement en raison de la hausse des ventes de produits de retraite en unités de compte pour les travailleurs indépendants.

La marge sur affaires nouvelles diminue de 8,3 points à 65,9 %. À données comparables, la marge sur affaires nouvelles diminue de 0,5 point principalement en raison d'un mix d'activités moins favorable lié à la non-récurrence de fortes ventes en prévoyance pure.

Le résultat opérationnel avant impôt diminue de 12 millions d'euros (- 5 %) à 240 millions d'euros :

- **Dommages** (- 37 millions d'euros, soit - 34 %) à 70 millions d'euros principalement en raison de l'évolution défavorable des provisions pour sinistres sur exercices antérieurs et de la hausse des charges liées aux événements naturels liées aux tempêtes hivernales, partiellement compensées par l'amélioration, sur l'exercice courant, de la performance sur le segment Entreprises combinée à la hausse du résultat financier provenant notamment de la distribution de fonds d'investissement ;
- **Vie, Épargne, Retraite** (+ 26 millions d'euros, soit + 19 %) à 166 millions d'euros principalement en raison d'une hausse de la marge financière résultant de la distribution exceptionnelle de fonds d'investissement combinée à une baisse des intérêts crédités et d'une hausse de la marge technique notamment à la suite de l'incorporation de Crelan Insurance ;
- **Santé** (- 1 million d'euros, soit - 22 %) à 5 millions d'euros.

La charge d'impôt diminue de 11 millions d'euros (- 19 %) à - 47 millions d'euros principalement en raison de la baisse du résultat opérationnel avant impôt et d'une hausse des distributions de dividendes sur les fonds d'investissement bénéficiant d'un régime fiscal plus avantageux, combinées à des éléments fiscaux exceptionnels favorables.

Le résultat opérationnel reste stable à 193 millions d'euros.

Le résultat net augmente de 54 millions d'euros (+20%) à 332 millions d'euros en raison d'une révision à la baisse de la perte liée à la cession attendue d'un portefeuille d'épargne adossé à l'actif général (+70 millions d'euros avant recyclage des plus-values latentes nettes à la clôture de l'opération) combinée à une hausse des plus-values nettes réalisées (+ 26 millions d'euros) ainsi qu'à une variation positive de la juste valeur des produits dérivés (+ 15 millions d'euros), partiellement compensées par une variation négative de la juste valeur des fonds OPCVM et des dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture en application de la norme IAS 39 (- 64 millions d'euros).

Europe - Royaume-Uni et Irlande

(En millions d'euros, sauf pourcentages)

	30 juin 2022	30 juin 2021
Chiffre d'affaires ^(a)	2 973	2 774
Dommages	1 866	1 780
Santé	1 107	994
Résultat opérationnel avant impôt	154	233
Dommages	83	181
Santé	74	56
Holding	(4)	(4)
Charge d'impôt	8	(46)
Intérêts minoritaires	-	(0)
Quote-part de résultat dans les entreprises mises en équivalence	0	(0)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL PART DU GROUPE	162	186
Part des plus ou moins values réalisées	(1)	1
Gain ou perte sur actifs financiers et sur dérivés	34	6
Impact des opérations exceptionnelles	-	(1)
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(2)	(2)
Coûts d'intégration et de restructuration	(11)	(3)
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	183	187
Ratio combiné Dommages	100,8%	94,6%
Ratio combiné Santé	94,0%	94,9%

(a) Net des éliminations internes.

Le chiffre d'affaires augmente de 199 millions d'euros (+ 7 %) à 2 973 millions d'euros. À données comparables, le chiffre d'affaires augmente de 122 millions d'euros (+ 4 %) :

- **Dommages** (+ 46 millions d'euros, soit + 3 %) à 1 866 millions d'euros porté par **(i)** la branche non automobile du segment Entreprises (+ 58 millions d'euros, soit + 11 %) dans les branches dommages aux biens (+ 44 millions d'euros, soit + 13 %) et responsabilité civile (+ 10 millions d'euros, soit + 8 %), principalement en raison des hausses tarifaires au Royaume-Uni et de l'augmentation des volumes en Irlande et au Royaume-Uni, combinées à **(ii)** la branche automobile du segment Particuliers (+ 16 millions d'euros, soit + 2 %) provenant notamment de la hausse des renouvellements en Irlande, partiellement compensée par la poursuite du ralentissement du marché au Royaume-Uni, partiellement compensées par **(iii)** la baisse des volumes sur la branche non automobile du segment Particuliers (- 29 millions d'euros, soit - 10 %) en raison de la mise en *run-off* du portefeuille assurance voyage (- 25 millions d'euros, soit - 45 %) ;
- **Santé** (+ 76 millions d'euros, soit + 8 %) à 1 107 millions d'euros en raison de la hausse des volumes, résultant principalement des renouvellements élevés dans l'assurance collective au Royaume-Uni combinée à des mesures de souscription prises dans les assurances collectives et individuelles.

Le résultat opérationnel avant impôt diminue de 79 millions d'euros (- 34 %) à 154 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel avant impôt diminue de 81 millions d'euros (- 35 %) :



- **Dommages** (- 97 millions d'euros, soit - 54 %) à 83 millions d'euros principalement en raison de **(i)** la détérioration du ratio combiné (+ 6,2 points) résultant de la hausse de la fréquence des sinistres automobiles, de la hausse de l'inflation combinées à des conditions de marché toujours peu porteuses sur le segment Particuliers et de l'augmentation des événements naturels liés aux tempêtes hivernales, partiellement compensée par **(ii)** la hausse du résultat financier ;
- **Santé** (+ 16 millions d'euros, soit + 29 %) à 74 millions d'euros, reflétant principalement la hausse des volumes et du résultat financier ;
- **Holding** (- 0 million d'euros, soit - 2 %) à - 4 millions d'euros.

La charge d'impôt diminue de 55 millions d'euros (- 118 %) à 8 millions d'euros. À taux de change constant, la charge d'impôt diminue de 54 millions d'euros (- 117 %) en raison de la baisse du résultat opérationnel avant impôt combinée à des éléments fiscaux exceptionnels favorables.

Le résultat opérationnel diminue de 24 millions d'euros (- 13 %) à 162 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel diminue de 27 millions d'euros (- 14 %).

Le résultat net diminue de 4 millions d'euros (- 2 %) à 183 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat net diminue de 6 millions d'euros (- 3 %), la baisse du résultat opérationnel étant partiellement compensée par une variation favorable de la juste valeur des OPCVM et des effets de change favorables.

Europe - Espagne

(En millions d'euros, sauf pourcentages)

	30 juin 2022	30 juin 2021
Chiffre d'affaires ^(a)	1 433	1 431
Dommages	866	847
Vie, Épargne, Retraite	392	417
Santé	176	167
Résultat opérationnel avant impôt	147	160
Dommages	107	132
Vie, Épargne, Retraite	33	23
Santé	8	5
Charge d'impôt	(34)	(38)
Intérêts minoritaires	(0)	(0)
Quote-part de résultat dans les entreprises mises en équivalence	-	-
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL PART DU GROUPE	113	122
Part des plus ou moins values réalisées	(6)	(3)
Gain ou perte sur actifs financiers et sur dérivés	(16)	(15)
Impact des opérations exceptionnelles	-	1
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(1)	(1)
Coûts d'intégration et de restructuration	(0)	(5)
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	90	99
Ratio combiné Dommages	93,3%	88,5%
Ratio combiné Santé	101,8%	101,1%
Ratio combiné Prévoyance	98,3%	103,3%
Affaires nouvelles		
APE	57	62
Marge sur affaires nouvelles	43,9%	50,1%

(a) Net des éliminations internes.

Le chiffre d'affaires reste stable à 1 433 millions d'euros :

- **Dommages** (+ 19 millions d'euros, soit + 2 %) à 866 millions d'euros en raison à la fois de la hausse des volumes et des tarifs sur le segment Entreprises (+ 28 millions d'euros, soit + 11 %), en particulier dans la branche responsabilité civile (+ 12 millions d'euros, soit + 17 %), partiellement compensée par la branche automobile du segment Particuliers (- 14 millions d'euros, soit - 3 %) en raison de la baisse des volumes dans un marché très concurrentiel ;
- **Vie, Épargne, Retraite** (- 26 millions d'euros, soit - 6 %) à 392 millions d'euros principalement en raison de la baisse des ventes de produits en unités de compte (- 27 millions d'euros, soit - 12 %) ;
- **Santé** (+ 9 millions d'euros, soit + 5 %) à 176 millions d'euros reflétant l'augmentation des volumes et des hausses tarifaires.

Les affaires nouvelles en base APE diminuent de 5 millions d'euros (- 8 %) à 57 millions d'euros principalement en raison de la baisse des ventes de produits en unités de compte (- 6 millions d'euros, soit - 21 %).



La marge sur affaires nouvelles diminue de 6,2 points à 43,9 % principalement en raison d'un mix d'activités moins favorable sur l'activité de prévoyance pure.

Le résultat opérationnel avant impôt diminue de 13 millions d'euros (- 8 %) à 147 millions d'euros :

- **Domages** (- 25 millions d'euros, soit - 19 %) à 107 millions d'euros principalement en raison d'un ratio combiné plus élevé, notamment lié à l'évolution à la hausse de la fréquence des sinistres automobile, partiellement compensée par la hausse du résultat financier résultant de la distribution de fonds d'investissement ;
- **Vie, Épargne, Retraite** (+ 9 millions d'euros, soit + 41 %) à 33 millions d'euros principalement en raison d'une amélioration de la marge technique reflétant une sinistralité plus favorable dans la branche prévoyance pure ;
- **Santé** (+ 3 millions d'euros, soit + 60 %) à 8 millions d'euros principalement en raison d'une hausse des revenus financiers.

La charge d'impôt diminue de 3 millions d'euros (- 9 %) à - 34 millions d'euros principalement en raison de la baisse du résultat opérationnel avant impôt.

Le résultat opérationnel diminue de 9 millions d'euros (- 8 %) à 113 millions d'euros.

Le résultat net diminue de 9 millions d'euros (- 9 %) à 90 millions d'euros en raison de la baisse du résultat opérationnel.

Europe - Italie

(En millions d'euros, sauf pourcentages)

	30 juin 2022	30 juin 2021
Chiffre d'affaires ^(a)	2 206	2 498
Dommages	932	896
Vie, Épargne, Retraite	1 209	1 541
Santé	65	61
Résultat opérationnel avant impôt	228	222
Dommages	144	145
Vie, Épargne, Retraite	82	77
Santé	2	(0)
Charge d'impôt	(70)	(56)
Intérêts minoritaires	(39)	(41)
Quote-part de résultat dans les entreprises mises en équivalence	-	-
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL PART DU GROUPE	119	125
Part des plus ou moins values réalisées	13	9
Gain ou perte sur actifs financiers et sur dérivés	2	(5)
Impact des opérations exceptionnelles	-	(0)
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	-	-
Coûts d'intégration et de restructuration	(3)	(4)
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	131	125
Ratio combiné Dommages	90,5%	89,9%
Ratio combiné Santé	99,4%	103,3%
Ratio combiné Prévoyance	81,0%	84,5%
Affaires nouvelles		
APE	140	186
Marge sur affaires nouvelles	31,9%	30,7%

(a) Net des éliminations internes.

Le chiffre d'affaires diminue de 292 millions d'euros (- 12 %) à 2 206 millions d'euros :

- **Dommages** (+ 36 millions d'euros soit + 4 %) à 932 millions d'euros tiré par **(i)** le segment Entreprises (+ 21 millions d'euros, soit + 8 %) en raison de hausses tarifaires et de l'augmentation des volumes, notamment en assurance dommages aux biens et responsabilité civile et par **(ii)** le segment Particuliers (+ 15 millions d'euros, soit + 2 %), notamment en assurance automobile, principalement en raison des affaires nouvelles dans les réseaux de courtage et de la hausse des renouvellements dans les réseaux d'agents ;
- **Vie, Épargne, Retraite** (- 332 millions d'euros, soit - 22 %) à 1 209 millions d'euros principalement sur les produits d'épargne adossés à l'actif général (- 289 millions d'euros, soit - 28 %) et les produits en unités de compte (- 27 millions d'euros, soit - 7 %), reflétant la baisse des ventes via le réseau bancaire dans un environnement de marché difficile ;



- **Santé** (+ 4 millions d'euros, soit + 7 %) à 65 millions d'euros provenant du segment Particuliers (+ 2 millions d'euros, soit + 6 %) en raison de la hausse des renouvellements et du segment Entreprises (+ 2 millions d'euros, soit + 8 %) reflétant la hausse des affaires nouvelles.

Les affaires nouvelles en base APE diminuent de 46 millions d'euros (- 25 %) à 140 millions d'euros principalement en raison des produits en unités de compte (- 29 millions d'euros, soit - 28 %) tirés par la baisse des ventes de produits d'investissement, combinée à une réduction des produits d'épargne adossés à l'actif général (- 15 millions d'euros, soit - 22 %) en raison de la baisse des ventes *via* le réseau bancaire.

La marge sur affaires nouvelles augmente de 1,2 point à 31,9 % en raison d'une évolution favorable du mix de produits vers l'activité de prévoyance pure, notamment *via* le réseau d'agents.

Le résultat opérationnel avant impôt augmente de 6 millions d'euros (+ 3 %) à 228 millions d'euros :

- **Dommages** (- 1 million d'euros, soit 0 %) à 144 millions d'euros en raison d'une hausse du ratio combiné de l'exercice courant (+ 1,8 point) résultant principalement d'une hausse de la fréquence des sinistres sur la branche automobile, ainsi que d'une hausse des charges liées aux événements naturels, partiellement compensées par la hausse des volumes et par l'évolution favorable des provisions pour sinistres sur exercices antérieurs ;
- **Vie, Épargne, Retraite** (+ 5 millions d'euros, soit 6 %) à 82 millions d'euros reflétant principalement une amélioration du résultat technique de l'activité prévoyance qui a plus que compensé la baisse de la marge financière ;
- **Santé** (+ 2 millions d'euros) à 2 millions d'euros en raison de la baisse des frais généraux.

La charge d'impôt augmente de 14 millions d'euros en raison de la non-récurrence d'un élément fiscal exceptionnel positif en 2021, ainsi que de la hausse du résultat opérationnel avant impôt.

Les intérêts minoritaires diminuent de 2 millions d'euros (- 5 %) à 39 millions d'euros en raison de la baisse du résultat opérationnel d'AXA MPS.

Le résultat opérationnel diminue de 6 millions d'euros (- 5 %) à 119 millions d'euros.

Le résultat net augmente de 6 millions d'euros (+ 5 %) à 131 millions d'euros, la baisse du résultat opérationnel ayant été plus que compensée par la hausse des plus-values réalisées et par une variation positive de la juste valeur des dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture en application de la norme IAS 39.

ASIE

<i>(En millions d'euros, sauf pourcentages)</i>	30 juin 2022	30 juin 2021
Chiffre d'affaires ^(a)	5 689	5 568
Dommages	1 121	1 015
Vie, Épargne, Retraite	3 416	3 444
Santé	1 152	1 108
Résultat opérationnel avant impôt	773	708
Dommages	97	55
Vie, Épargne, Retraite	369	361
Santé	308	295
Holding	(1)	(3)
Charge d'impôt	(151)	(142)
Intérêts minoritaires	(5)	(4)
Quote-part de résultat dans les entreprises mises en équivalence	111	97
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL PART DU GROUPE	728	658
Part des plus ou moins values réalisées	(11)	0
Gain ou perte sur actifs financiers et sur dérivés	(49)	64
Impact des opérations exceptionnelles	-	(27)
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(17)	(15)
Coûts d'intégration et de restructuration	(0)	(0)
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	651	680
Ratio combiné Dommages	94,1%	97,7%
Ratio combiné Santé	73,5%	73,9%
Ratio combiné Prévoyance	90,1%	88,9%
Affaires nouvelles		
APE	898	866
Marge sur affaires nouvelles	58,6%	64,3%

(a) Net des éliminations internes.

Asie - Japon

(En millions d'euros, sauf pourcentages)	30 juin 2022	30 juin 2021
Chiffre d'affaires ^(a)	2 802	2 911
Dommages	221	222
Vie, Épargne, Retraite	1 884	1 977
Santé	698	711
Résultat opérationnel avant impôt	455	454
Dommages	30	25
Vie, Épargne, Retraite	209	185
Santé	217	246
Holding	(1)	(2)
Charge d'impôt	(129)	(129)
Intérêts minoritaires	(4)	(4)
Quote-part de résultat dans les entreprises mises en équivalence	-	-
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL PART DU GROUPE	322	321
Part des plus ou moins values réalisées	0	1
Gain ou perte sur actifs financiers et sur dérivés	38	96
Impact des opérations exceptionnelles	-	-
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	-	-
Coûts d'intégration et de restructuration	-	0
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	360	418
Ratio combiné Dommages	87,4%	90,0%
Ratio combiné Santé	70,4%	66,6%
Ratio combiné Prévoyance	88,3%	88,3%
Affaires nouvelles		
APE	329	335
Marge sur affaires nouvelles	125,5%	118,8%
Taux de change moyen : 1,00 € = Yen japonais	134	130

(a) Net des éliminations internes.

Le chiffre d'affaires diminue de 108 millions d'euros (- 4 %) à 2 802 millions d'euros. À données comparables, le chiffre d'affaires diminue de 12 millions d'euros (0 %) :

- **Dommages** (+ 7 millions d'euros, soit + 3 %) à 221 millions d'euros principalement en raison de la hausse des volumes dans la branche automobile ;
- **Vie, Épargne, Retraite** (- 29 millions d'euros, soit - 1 %) à 1 884 millions d'euros, la hausse des ventes de produits de prévoyance (+ 156 millions d'euros, soit + 10 %), principalement des produits de prévoyance en unités de compte, ayant été plus que compensée par la baisse des ventes de produits d'épargne adossés à l'actif général (- 172 millions d'euros, soit - 38 %), notamment en raison de la non-réurrence de ventes élevées d'un produit d'épargne peu consommateur en capital « *Single Premium Whole Life* » au premier semestre 2021 liée à des conditions de marché moins favorables ;



- **Santé** (+ 11 millions d'euros, soit + 1 %) à 698 millions d'euros en raison de la hausse des volumes de produits « *Medical Rider* ».

Les affaires nouvelles en base APE diminuent de 6 millions d'euros (- 2 %) à 329 millions d'euros. À données comparables, les affaires nouvelles en base APE augmentent de 5 millions d'euros (+ 2 %) en raison des fortes ventes à la fois des produits de prévoyance en unités de compte (+ 29 millions d'euros) et des produits « *Medical Rider* » en Santé (+ 4 millions d'euros), partiellement compensées par la non-réurrence des ventes élevées au premier semestre 2021 du produit d'épargne « *Single Premium Whole Life* » peu consommateur en capital (- 19 millions d'euros) liée à des conditions de marché moins favorables.

La marge sur affaires nouvelles augmente de 6,7 points à 125,5 % principalement en raison d'une évolution favorable du mix d'activités vers les produits de prévoyance en unités de compte et vers les produits « *Medical Rider* » en Santé.

Le résultat opérationnel avant impôt augmente de 1 million d'euros (0 %) à 455 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel avant impôt augmente de 17 millions d'euros (+ 4 %) :

- **Dommages** (+ 6 millions d'euros soit + 26 %) à 30 millions d'euros, provenant principalement d'une évolution plus favorable des provisions pour sinistres sur exercices antérieurs ;
- **Vie, Épargne, Retraite** (+ 31 millions d'euros, soit + 17 %) à 209 millions d'euros, principalement en raison d'une augmentation de la marge technique nette résultant de la croissance de l'activité de prévoyance en unités de compte combinée à des mesures d'efficacité, partiellement compensée par des coûts d'acquisition plus élevés en ligne avec la croissance de l'activité ;
- **Santé** (- 21 millions d'euros, soit - 9 %) à 217 millions d'euros, principalement en raison de la hausse des sinistres liés au COVID-19 au premier semestre 2022 ;
- **Holding** reste stable à - 1 million d'euros.

La charge d'impôt reste stable à - 129 millions d'euros. À taux de change constant, la charge d'impôt augmente de 5 millions d'euros (+ 4 %) en raison de la hausse du résultat opérationnel avant impôt.

Le résultat opérationnel augmente de 1 million d'euros à 322 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel augmente de 12 millions d'euros (+ 4 %).

Le résultat net augmente de 58 millions d'euros à 360 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat net diminue de 46 millions d'euros, la hausse du résultat opérationnel étant plus que compensée par une évolution moins favorable de la juste valeur des actifs financiers, notamment dans les fonds de *private equity* et les *hedge funds*.

Asie - Hong Kong

(En millions d'euros, sauf pourcentages)

	30 juin 2022	30 juin 2021
Chiffre d'affaires ^(a)	2 049	1 896
Dommages	154	129
Vie, Épargne, Retraite	1 512	1 448
Santé	383	320
Résultat opérationnel avant impôt	289	246
Dommages	37	14
Vie, Épargne, Retraite	160	173
Santé	92	58
Charge d'impôt	(15)	(11)
Intérêts minoritaires	(0)	(0)
Quote-part de résultat dans les entreprises mises en équivalence	-	-
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL PART DU GROUPE	273	235
Part des plus ou moins values réalisées	(7)	(0)
Gain ou perte sur actifs financiers et sur dérivés	6	1
Impact des opérations exceptionnelles	-	1
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(7)	(6)
Coûts d'intégration et de restructuration	-	(1)
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	265	230
Ratio combiné Dommages	78,9%	93,8%
Ratio combiné Santé	73,7%	80,3%
Ratio combiné Prévoyance	91,7%	89,3%
Affaires nouvelles		
APE	184	227
Marge sur affaires nouvelles	32,0%	35,4%
Taux de change moyen : 1,00 € = Dollar de Hong Kong	8,56	9,35

(a) Net des éliminations internes.

Le chiffre d'affaires augmente de 153 millions d'euros (+ 8 %) à 2 049 millions d'euros. À données comparables, le chiffre d'affaires diminue de 22 millions d'euros (- 1 %) :

- **Dommages** (+ 12 millions d'euros, soit + 9 %) à 154 millions d'euros principalement en raison de la hausse des affaires nouvelles sur les segments Entreprises et des Particuliers ;
- **Vie, Épargne, Retraite** (- 65 millions d'euros, soit - 4 %) à 1 512 millions d'euros principalement en raison de la baisse des affaires nouvelles résultant du maintien de la fermeture de la frontière avec la Chine continentale ainsi que du renforcement des restrictions dans le contexte de la crise du COVID-19, notamment sur les produits en unités de compte et de prévoyance, partiellement compensée par la croissance des encours des produits de prévoyance avec une composante épargne ;
- **Santé** (+ 30 millions d'euros, soit + 10 %) à 383 millions d'euros principalement en raison de la hausse des volumes sur les segments individuel et collectif.

Les affaires nouvelles en base APE diminuent de 42 millions d'euros (- 19 %) à 184 millions. A base comparable, les affaires nouvelles en base APE baissent de 58 millions d'euros (- 26 %) en raison de la baisse des ventes de produits de prévoyance en conséquence du maintien de la fermeture de la frontière avec la Chine continentale ainsi que du renforcement des restrictions dans le contexte de la crise du COVID-19.

La marge sur affaires nouvelles diminue de 3,3 points à 32,0 %, principalement en raison de la baisse du volume des affaires nouvelles conduisant à une hausse des dépassements de charges.

Le résultat opérationnel avant impôt augmente de 43 millions d'euros (+ 17 %) à 289 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel avant impôt augmente de 18 millions d'euros (+ 7 %) :

- **Dommages** (+ 20 millions d'euros) à 37 millions d'euros principalement en raison de l'évolution favorable des provisions pour sinistres sur exercices antérieurs ;
- **Vie, Épargne, Retraite** (- 27 millions d'euros, soit - 16 %) à 160 millions d'euros principalement en raison de l'impact récurrent d'un traité de réassurance mis en place au second semestre 2021 sur un portefeuille en run-off de contrats d'assurance vie entière (- 18 millions d'euros) et d'une baisse de la marge sur rachats (- 14 millions d'euros), partiellement compensés par la baisse des frais généraux (+ 10 millions d'euros) ;
- **Santé** (+ 26 millions d'euros, soit + 44 %) à 92 millions d'euros principalement en raison de l'évolution favorable des provisions pour sinistres sur exercices antérieurs.

La charge d'impôt augmente de 4 millions d'euros (+ 40 %) à - 15 millions d'euros. À taux de change constant, la charge d'impôt augmente de 3 millions d'euros (+ 28 %) en raison de la hausse du résultat opérationnel avant impôt.

Le résultat opérationnel augmente de 38 millions d'euros (+ 16 %) à 273 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel augmente de 15 millions d'euros (+ 6 %).

Le résultat net augmente de 35 millions d'euros (+ 15 %) à 265 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat net augmente de 13 millions d'euros (+ 6 %), principalement en raison de la hausse du résultat opérationnel.

Asie - High Potentials

(En millions d'euros, sauf pourcentages)

	30 juin 2022	30 juin 2021
Chiffre d'affaires ^(a)	506	430
Dommages	414	334
Vie, Épargne, Retraite	20	19
Santé	72	78
Résultat opérationnel avant impôt	5	(10)
Dommages	5	(4)
Vie, Épargne, Retraite	1	3
Santé	(1)	(9)
Charge d'impôt	0	3
Intérêts minoritaires	(1)	(0)
Quote-part de résultat dans les entreprises mises en équivalence	111	97
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL PART DU GROUPE	115	90
Part des plus ou moins values réalisées	(4)	(0)
Gain ou perte sur actifs financiers et sur dérivés	(93)	(34)
Impact des opérations exceptionnelles	-	-
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(10)	(9)
Coûts d'intégration et de restructuration	(0)	0
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	8	48
Ratio combiné Dommages	102,6%	104,9%
Ratio combiné Santé	106,1%	113,9%
Ratio combiné Prévoyance	122,3%	108,4%
Affaires nouvelles		
APE	385	305
Marge sur affaires nouvelles	14,1%	26,1%

(a) Net des éliminations internes.

Périmètre : (i) La filiale Dommages en Thaïlande, la filiale Vie, Épargne, Retraite hors bancassurance en Indonésie et la filiale Dommages en Chine (AXA Tianping) sont consolidées par intégration globale ; (ii) les filiales bancassurance Vie, Épargne, Retraite en Chine, en Thaïlande, en Indonésie et aux Philippines sont consolidées par mise en équivalence et ne contribuent pas au chiffre d'affaires.

Le chiffre d'affaires augmente de 76 millions d'euros (+ 18 %) à 506 millions d'euros. À données comparables, le chiffre d'affaires augmente de 36 millions d'euros (+ 8 %) :

- **Dommages** (+ 48 millions d'euros, soit + 14 %) à 414 millions d'euros, porté par (i) la Chine (+ 32 millions d'euros soit + 11 %) en raison de la hausse des volumes de la branche automobile du segment Entreprises (+ 16 millions d'euros, soit + 22 %) et des branches automobile et non automobile du segment Particuliers (+ 15 millions d'euros, soit + 7 %) et (ii) la Thaïlande (+ 16 millions d'euros, soit + 33 %) en raison de la hausse des ventes dans la branche non automobile ;
- **Vie, Épargne, Retraite** reste stable à 20 millions d'euros ;



- **Santé** (- 12 millions d'euros, soit - 15 %) à 72 millions d'euros porté par la Chine (- 13 millions d'euros, soit - 24 %) suite à l'arrêt d'un partenariat numérique, partiellement compensé par la hausse des ventes des réseaux d'agences et de courtage.

Les affaires nouvelles en base APE augmentent de 80 millions d'euros (+ 26 %) à 385 millions d'euros. À données comparables, les affaires nouvelles en base APE augmentent de 50 millions d'euros (+ 16 %) tirées par la Chine (+ 69 millions d'euros, soit + 38 %) principalement en raison de la hausse des produits d'épargne à prime régulière adossés à l'actif général au premier trimestre 2022. Cela a été partiellement compensé par la Thaïlande (- 10 millions d'euros, soit - 19 %) en raison de la baisse des volumes en Santé (- 6 millions d'euros, soit - 47 %) et en prévoyance avec une composante épargne (- 4 millions d'euros, soit - 11 %).

La marge sur affaires nouvelles diminue de 11,9 points à 14,1 %. À données comparables, la marge sur affaires nouvelles diminue de 11,5 points principalement en raison de l'évolution défavorable du mix produits en Chine (- 13,1 points) vers les produits d'épargne à prime régulière adossés à l'actif général.

Le résultat opérationnel augmente de 25 millions d'euros (+ 28 %) à 115 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel augmente de 19 millions d'euros (+ 21 %) :

- **Chine** (+ 17 millions d'euros, soit + 87 %) à 41 millions d'euros en raison de **(i)** la Santé (+ 7 millions d'euros) en raison principalement de la non-réurrence d'une évolution défavorable des provisions pour sinistres sur exercices antérieurs suite à l'arrêt d'un partenariat digital, combinée à une amélioration de la rentabilité sur le reste du portefeuille, **(ii)** Vie, Épargne, Retraite (+ 6 millions d'euros) en raison d'une marge technique nette en hausse, et **(iii)** Dommages (+ 5 millions d'euros) provenant principalement d'une baisse de la fréquence des sinistres dans la branche automobile en raison des confinements liés au COVID-19, partiellement compensée par l'impact négatif de l'évolution de la réglementation tarifaire ;
- **Thaïlande** (+ 3 millions d'euros, soit + 9 %) à 36 millions d'euros en raison de la hausse de la marge technique nette en Vie, Épargne, Retraite (+ 3 millions d'euros) ;
- **Indonésie** (- 2 millions d'euros, soit - 8 %) à 23 millions d'euros, principalement en raison de l'activité Vie, Épargne, Retraite (- 1 million d'euros) ; et
- **Philippines** (stable) à 15 millions d'euros.

Le résultat net diminue de 39 millions d'euros (- 82 %) à 8 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat net diminue de 38 millions d'euros (- 79 %) en raison de la hausse du résultat opérationnel étant plus que compensée par la variation défavorable de la juste valeur des actifs et des passifs financiers, principalement en Chine.

AXA XL

(En millions d'euros, sauf pourcentages)

	30 juin 2022	30 juin 2021
Chiffre d'affaires ^(a)	10 719	10 505
Dommages - Assurance	8 384	7 415
Dommages - Réassurance	2 247	3 003
Vie, Épargne, Retraite	87	87
Résultat opérationnel avant impôt	853	725
Dommages - Assurance	740	626
Dommages - Réassurance	143	134
Vie, Épargne, Retraite	11	7
Holding	(42)	(42)
Charge d'impôt	(164)	(107)
Intérêts minoritaires	(1)	1
Quote-part de résultat dans les entreprises mises en équivalence	-	-
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL PART DU GROUPE	688	619
Part des plus ou moins values réalisées	(35)	46
Gain ou perte sur actifs financiers et sur dérivés	(9)	131
Impact des opérations exceptionnelles	-	(0)
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(22)	(31)
Coûts d'intégration et de restructuration	(32)	(20)
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	590	745
Ratio combiné Dommages	95,6%	95,8%
dont ratio combiné Assurance Dommages	94,3%	94,4%
dont ratio combiné Réassurance	100,6%	99,9%

(a) Net des éliminations internes.

Le chiffre d'affaires augmente de 214 millions d'euros (+ 2 %) à 10 719 millions d'euros. À données comparables, le chiffre d'affaires diminue de 652 millions d'euros (- 6 %), les hausses tarifaires dans toutes les branches d'activité ayant été plus que compensées par la baisse de l'exposition aux dommages aux biens liés aux catastrophes naturelles en activité de réassurance, en ligne avec la stratégie, la baisse des volumes en Amérique du Nord sur le segment des Professionnels, et la sélectivité accrue en matière de souscription :

- **Dommages - Réassurances** (- 564 millions d'euros soit - 21 %) à 2 247 millions d'euros résultant des **(i)** réductions d'exposition aux catastrophes naturelles en traités de réassurance (- 261 millions d'euros, soit - 38 %) et en dommages aux biens liés aux catastrophes naturelles (- 236 millions d'euros, soit - 37 %), partiellement compensées par les hausses tarifaires (+ 5 % et + 7 %, respectivement), et **(ii)** les branches Spécialités et Autres (- 62 millions d'euros, soit - 5 %), les hausses tarifaires (+ 4 %) ayant été plus que compensées par la sélectivité accrue de la souscription ;
- **Dommages - Assurances** (- 80 millions d'euros, soit - 1 %) à 8 384 millions d'euros résultant de **(i)** la branche responsabilité civile (- 106 millions d'euros, soit - 4 %) et spécialités (- 86 millions d'euros, soit - 6 %) principalement provenant d'une sélectivité accrue en matière de souscription, malgré des hausses tarifaires (respectivement + 6 % et + 4 %), partiellement compensées par **(ii)** la branche dommages aux biens (+ 104 millions d'euros, soit + 5 %) provenant principalement de l'International (+ 80 millions



d'euros, soit + 8 %) en raison d'une hausse des affaires nouvelles combinée à des hausses tarifaires (+ 12 %), partiellement compensées par une souscription sélective, ainsi qu'en Amérique du Nord (+ 20 millions d'euros, soit + 6 %) en lien avec la hausse des renouvellements et des hausses tarifaires (+ 13 %), et (iii) la branche financière (+ 8 millions d'euros, soit + 1 %), la baisse des volumes de l'activité transactionnelle sur le segment des Entreprises en Amérique du Nord (- 102 millions d'euros, soit - 10 %) ayant été plus que compensée par la CyberTech en Amérique du Nord (+ 77 millions d'euros, soit + 64 %) et la branche financière internationale (+ 32 millions d'euros, soit + 8 %), entièrement du fait des hausses tarifaires ;

- **Vie, Épargne, Retraite** (- 8 millions d'euros, soit - 9 %) à 87 millions d'euros.

Le résultat opérationnel avant impôt augmente de 128 millions d'euros (+ 18 %) à 853 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel avant impôt augmente de 49 millions d'euros (+ 7 %) :

- **Dommages** (+ 42 millions d'euros, soit + 5 %) à 884 millions d'euros en raison de (i) une amélioration du ratio combiné tous exercices (- 0,3 point) résultant de la baisse des charges liées aux catastrophes naturelles (- 1,2 point à 4,8 %) du fait de réductions d'exposition et d'événements moins graves, des impacts positifs des hausses tarifaires et de l'évolution du mix d'activités, ainsi que des évolutions favorables sur les pertes sur exercices antérieurs (- 1,4 point), partiellement compensée par les pertes liées à la guerre en Ukraine (+ 3,1 points soit - 0,3 milliard d'euros) notamment dans la branche Aviation, et (ii) l'augmentation des revenus financiers nets (+ 34 millions d'euros) principalement due à la hausse des distributions des fonds de *private equity* ;
- **Vie, Épargne, Retraite** (+ 3 millions d'euros, soit + 44 %) à 11 millions d'euros ;
- **Holding** (+ 4 millions d'euros, soit + 9 %) à - 42 millions d'euros.

La charge d'impôt augmente de 57 millions d'euros (+ 54 %) à - 164 millions d'euros. À taux de change constant, la charge d'impôt augmente de 42 millions d'euros (+ 39 %) en raison de la hausse du résultat opérationnel avant impôt et d'une évolution du mix géographique.

Le résultat opérationnel augmente de 68 millions d'euros (+ 11 %) à 688 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel augmente de 5 millions d'euros (+ 1 %).

Le résultat net diminue de 155 millions d'euros (- 21 %) à 590 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat net diminue de 209 millions d'euros (- 28 %), la hausse du résultat opérationnel étant plus que compensée par (i) la non-réurrence du fort rebond des marchés en 2021, notamment sur la juste valeur des actifs alternatifs et des dérivés actions nette des effets de change, et (ii) la baisse des plus-values nettes réalisées.

INTERNATIONAL

<i>(En millions d'euros, sauf pourcentages)</i>	30 juin 2022	30 juin 2021
Chiffre d'affaires ^(a)	2 673	3 199
Dommages	1 553	1 679
Vie, Épargne, Retraite	364	417
Santé	756	937
Banque	-	166
Résultat opérationnel avant impôt	184	291
Dommages	187	226
Vie, Épargne, Retraite	23	13
Santé	(1)	15
Autres ^(b)	(25)	38
Charge d'impôt	(47)	(70)
Intérêts minoritaires	(25)	(37)
Quote-part de résultat dans les entreprises mises en équivalence	17	14
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL PART DU GROUPE	129	198
Part des plus ou moins values réalisées	(1)	0
Gain ou perte sur actifs financiers et sur dérivés	(12)	20
Impact des opérations exceptionnelles	(3)	(60)
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(147)	(6)
Coûts d'intégration et de restructuration	(3)	(2)
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	(36)	150
Ratio combiné Dommages	100,2%	94,0%
Ratio combiné Santé	101,8%	99,5%
Ratio combiné Prévoyance	108,0%	105,3%
Affaires nouvelles		
APE	51	76
Marge sur affaires nouvelles	18,2%	36,0%

(a) Net des éliminations internes.

(b) Autres correspond aux activités bancaires et holding.

Périmètre : (i) le Mexique, la Colombie, la Turquie, le Maroc, le Nigeria, le Luxembourg et le Brésil sont consolidés par intégration globale ; (ii) la Russie (Reso) et l'activité Vie, Épargne, Retraite en Inde sont consolidées par mise en équivalence et ne contribuent pas au chiffre d'affaires. La Malaisie est destinée à la vente.

La Grèce a été cédée en mai 2021 et a contribué aux résultats jusqu'en mars 2021. La région du Golfe et l'activité Dommages en Inde ont été cédées en septembre 2021 et ont contribué aux résultats jusqu'en juin 2021. AXA Banque Belgique a été cédée le 31 décembre 2021 et a donc contribué aux résultats jusqu'en décembre 2021. Singapour a été cédé en février 2022 et a contribué aux résultats jusqu'en décembre 2021.

Le chiffre d'affaires diminue de 526 millions d'euros (- 16 %) à 2 673 millions d'euros. À données comparables, le chiffre d'affaires augmente de 464 millions d'euros (+ 20 %) principalement porté par les activités Dommages (+ 325 millions d'euros, soit + 24 %), Santé (+ 85 millions d'euros, soit + 13 %) et Vie, Épargne, Retraite (+ 53 millions d'euros, soit + 18 %) :



- **en EME-LATAM** (+ 398 millions d'euros, soit + 22 %) à 2 094 millions d'euros principalement porté par les activités dommages (+ 301 millions d'euros, soit + 30 %) en Turquie et en Colombie, et en santé (+ 85 millions d'euros, soit + 15 %) au Mexique et en Turquie :
 - en Turquie (+ 233 millions d'euros) principalement en raison des hausses tarifaires liées à la hausse de l'inflation dans le **(i)** segment Entreprises (+ 119 millions d'euros, soit + 92 %) à la fois dans les branches automobile et dommages aux biens, **(ii)** le segment Particuliers (+ 88 millions d'euros) dans la branche automobile et **(iii)** l'activité Santé (+ 24 millions d'euros soit + 65 %),
 - en Colombie (+ 70 millions d'euros, soit + 24 %) en raison de l'activité dommages (+ 72 millions d'euros, soit + 30 %), provenant principalement de la hausse des volumes dans la branche non automobile Particuliers et accidents du travail du segment Entreprises,
 - au Mexique (+ 62 millions d'euros, soit + 6 %) en raison **(i)** d'effets prix positifs en Santé (+ 59 millions d'euros soit + 12 %) et **(ii)** de l'activité dommages (+ 1 million d'euros, soit 0 %) provenant de la hausse des volumes sur les segments Particuliers et Entreprises, qui compense la non-réurrence des grands comptes dans la branche dommages aux biens du segment Entreprises,
 - au Brésil (+ 17 millions d'euros, soit + 22 %) principalement en raison de la hausse des volumes dans la branche non automobile du segment Entreprises,
 - au Luxembourg (+ 16 millions d'euros, soit + 10 %) principalement en raison d'un contrat important en Vie, Épargne, Retraite ; et
- **en Afrique & Asie** (+ 66 millions d'euros, soit + 13 %) à 579 millions d'euros principalement en raison de l'activité Vie, Épargne, Retraite (+ 42 millions d'euros, soit + 42 %) et Dommages (+ 24 millions d'euros, soit + 7 %) :
 - au Maroc (+ 48 millions d'euros, soit + 17 %) en raison de la hausse des volumes dans **(i)** les produits d'épargne adossés à l'actif général (+ 34 millions d'euros, soit + 42 %) et **(ii)** la branche non automobile du segment Entreprises (+ 8 millions d'euros, soit + 9 %), et
 - au Nigeria (+ 16 millions d'euros, soit + 21 %) en raison de **(i)** l'activité Vie, Épargne, Retraite (+ 8 millions d'euros, soit + 65 %) en raison de la hausse des volumes des produits de prévoyance avec une composante épargne adossés à l'actif général et des produits en prévoyance pure et **(ii)** la Santé (+ 6 millions d'euros, soit + 21 %) provenant de la hausse des volumes du segment Entreprises.

Les affaires nouvelles en base APE diminuent de 24 millions d'euros (- 32 %) à 51 millions d'euros. À données comparables, les affaires nouvelles en base APE augmentent de 9 millions d'euros (+ 20 %) provenant de **(i)** la prévoyance avec les produits d'épargne adossés à l'actif général (+ 9 millions d'euros, soit + 38 %) en Inde et au Nigeria **(ii)** les produits en unités de compte (+ 4 millions d'euros, soit + 61 %) en Turquie et au Luxembourg, partiellement compensés par **(iii)** la prévoyance pure (- 6 millions d'euros, soit - 51 %) au Mexique.

La marge sur affaires nouvelles diminue de 17,8 points à 18,2 %. À données comparables, la marge sur affaires nouvelles augmente de 1,1 point notamment en Inde.

Le résultat opérationnel avant impôt diminue de 108 millions d'euros (- 37 %) à 184 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel avant impôt diminue de 102 millions d'euros (- 35 %) principalement dans **(i)** les activités bancaires (- 57 millions d'euros soit - 100 %) et **(ii)** la branche Dommages (- 30 millions d'euros, soit - 13 %) et **(iii)** Santé (- 19 millions d'euros) partiellement compensées par l'activité Vie, Épargne, Retraite (+ 9 millions d'euros, soit + 71 %) :

- **en EME-LATAM** (- 92 millions d'euros, soit - 37 %) à 152 millions d'euros, en raison :
 - de la cession des activités d'AXA Banque Belgique (- 57 millions d'euros), de la région du Golfe (- 46 millions d'euros) et en Grèce (- 6 millions d'euros),



- de la Turquie (- 12 millions d'euros, soit - 28 %) en raison du niveau d'inflation extraordinairement élevé qui se traduit par **(i)** une évolution défavorable des provisions pour sinistres sur exercices antérieurs dans la branche automobile en raison de l'augmentation du salaire minimum ayant un effet sur les sinistres corporels et **(ii)** une détérioration du ratio combiné Dommages et Santé sur l'exercice courant, partiellement compensées par **(iii)** une augmentation des revenus financiers nets portée par les obligations indexées sur l'inflation, et
- au Luxembourg (- 4 millions d'euros, soit - 19 %) principalement de l'assurance Dommages ; compensé partiellement par :
 - en Colombie (+ 24 millions d'euros) principalement en raison d'une hausse du résultat financier portée par les obligations indexées sur l'inflation dans la branche Dommages,
 - au Mexique (+ 4 millions d'euros, soit + 7 %) de l'assurance Vie, Épargne, Retraite (+ 9 millions d'euros) en raison d'une baisse des sinistres liés au COVID-19, partiellement compensée en Santé (- 5 millions d'euros) par une évolution défavorable des provisions pour sinistres sur exercices antérieurs ;
- **Afrique & Asie** (- 5 millions d'euros, soit - 8 %) à 57 millions d'euros en raison :
 - de la cession des activités à Singapour (- 12 millions d'euros) ; compensée partiellement par :
 - le Nigeria (+ 4 millions d'euros) suite à sa consolidation par intégration globale en 2022, et
 - le Maroc (+ 2 millions d'euros soit + 5 %) en raison de **(i)** la branche Vie, Épargne, Retraite (+ 5 millions d'euros) provenant de la hausse des commissions et du chiffre d'affaires, partiellement compensée par **(ii)** la branche Dommages (- 3 millions d'euros, soit - 9 %) en raison d'une baisse de la marge technique ;
- **AXA Mediterranean Holdings** (- 5 million d'euros, soit - 24 %) à - 26 millions d'euros.

En excluant les variations de périmètre mentionnées ci-dessus et à taux de change constant, le résultat opérationnel avant impôt augmente de 18 millions d'euros (+ 10 %).

La charge d'impôt diminue de 23 millions d'euros (- 33 %) à - 47 millions d'euros. À taux de change constant, la charge d'impôt diminue de 23 millions d'euros (- 33 %) en raison de la baisse du résultat opérationnel avant impôt.

Les intérêts minoritaires diminuent de 12 millions d'euros (- 33 %) à - 25 millions d'euros. À taux de change constant, les intérêts minoritaires diminuent de 12 millions d'euros (- 32 %) en raison de la cession des activités de la région du Golfe, partiellement compensée par la hausse du résultat opérationnel en Colombie (- 11 millions d'euros).

La quote-part de résultat dans les entreprises mises en équivalence augmente de 3 millions d'euros (+ 20 %) à 17 millions d'euros. À taux de change constant, la quote-part de résultat dans les entreprises mises en équivalence augmentent de 3 millions d'euros (+ 23 %) principalement en Russie (+ 5 millions d'euros) et en Inde (+ 3 millions d'euros), partiellement compensés par le Nigeria (- 5 millions d'euros) suite à sa consolidation par intégration globale en 2022.

Le résultat opérationnel diminue de 69 millions d'euros (- 35 %) à 129 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel diminue de 64 millions d'euros (- 32 %). En excluant les variations de périmètre mentionnées ci-dessus, le résultat opérationnel augmente de 11 millions d'euros (+ 9 %).

Le résultat net diminue de 186 millions d'euros à - 36 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat net diminue de 171 millions d'euros principalement en raison de **(i)** la baisse du résultat opérationnel combinée à **(ii)** la dépréciation de l'intégralité de l'écart d'acquisition de Reso Garantia (- 144 millions d'euros) et **(iii)**



d'une variation défavorable de la juste valeur des actifs financiers (- 82 millions d'euros). Ceci est partiellement compensée par **(iv)** la non-réurrence des moins-values de cession du premier semestre 2021 (+ 58 millions d'euros) et **(v)** un effet de change plus favorable sur les actifs financiers (+ 40 millions d'euros).

ENTITES TRANSVERSALES ET HOLDINGS CENTRALES

<i>(En millions d'euros, sauf pourcentages)</i>	30 juin 2022	30 juin 2021 retraité ^(a)
Chiffre d'affaires ^(b)	1 821	1 576
Dommages	807	640
Vie, Épargne, Retraite	123	128
Santé	104	103
Gestion d'actifs	788	704
Résultat opérationnel avant impôt	(211)	(206)
Dommages	1	13
Vie, Épargne, Retraite	4	11
Santé	3	(1)
Autres ^(c)	(219)	(229)
Charge d'impôt	84	50
Intérêts minoritaires	(6)	(6)
Quote-part de résultat dans les entreprises mises en équivalence	13	11
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL PART DU GROUPE	(120)	(150)
Part des plus ou moins values réalisées	1	4
Gain ou perte sur actifs financiers et sur dérivés	102	(28)
Impact des opérations exceptionnelles	(30)	26
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(1)	(1)
Coûts d'intégration et de restructuration	(65)	(5)
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	(113)	(154)
Ratio combiné Dommages	102,4%	101,4%
Ratio combiné Santé	98,0%	100,6%

(a) Reclassement des activités d'Architas (précédemment reportées au sein de la France) vers les Entités transversales et Holdings centrales et dans le segment Gestion d'actifs (précédemment présenté dans Vie, épargne, retraite).

(b) Net des éliminations internes.

(c) Autres correspond aux activités de gestion d'actifs et à la holding.

AXA Investment Managers (« AXA IM »)

(En millions d'euros, sauf pourcentages)

	30 juin 2022	30 juin 2021
Chiffre d'affaires ^(a)	729	704
Résultat opérationnel avant impôt	234	224
Charge d'impôt	(64)	(60)
Intérêts minoritaires	(5)	(6)
Quote-part de résultat dans les entreprises mises en équivalences	13	11
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL PART DU GROUPE	178	170
Part des plus ou moins values réalisées	-	-
Gain ou perte sur actifs financiers et sur dérivés	3	(15)
Impact des opérations exceptionnelles	0	-
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(1)	(1)
Coûts d'intégration et de restructuration	1	(1)
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	181	153
Actifs moyens sous gestion (en milliards d'euros)	749	760
Commissions moyennes de gestion (en pdb)	17,1	16,4
Ratio d'exploitation opérationnel	66,6%	67,3%

(a) Net des éliminations internes. Le chiffre d'affaires est de 877 millions d'euros avant éliminations internes au 30 juin 2022.

Les actifs sous gestion diminuent de 64 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2021, à 823 milliards d'euros au 30 juin 2022, principalement en raison **(i)** des impacts de marché négatifs et significatifs (- 82 milliards d'euros) liés à la hausse des taux d'intérêt et à la baisse des marchés actions, partiellement compensés par **(ii)** une collecte nette positive (+ 13 milliards d'euros) auprès des co-entreprises asiatiques (+ 8 milliards d'euros) principalement en Chine, et des clients tiers (+ 5 milliards d'euros) en raison du succès des deux plateformes *Alts* et *Core*, tandis que le fonds général est resté stable et en ligne avec la stratégie de rééquilibrage entre les plateformes *Core* et *Alts* et **(iii)** un effet de change favorable (+ 6 milliards d'euros).

Les commissions de gestion augmentent de 0,7 pdb à 17,1 pdb. À taux de change constant, les commissions de gestion augmentent de 0,6 pdb en raison d'une évolution favorable du mix produits provenant de la hausse de la part des produits alternatifs.

Le chiffre d'affaires augmente de 25 millions d'euros (+ 4 %) en base publiée. À données comparables, le chiffre d'affaires augmente de 18 millions d'euros (+ 3 %) à 729 millions d'euros principalement en raison de **(i)** la hausse des commissions de gestion (+ 9 millions d'euros) résultant d'un mix produits favorable, **(ii)** la hausse des commissions sur les transactions immobilières (+ 7 millions d'euros), et **(iii)** la hausse des commissions de distribution (+ 6 millions d'euros) en raison de la forte dynamique commerciale, partiellement compensées par **(iv)** la non-récurrence des commissions de performance exceptionnelles (- 11 millions d'euros).

Le résultat opérationnel avant impôt augmente de 10 millions d'euros (+ 5 %) à 234 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel avant impôt augmente de 7 millions d'euros (+ 3 %) en raison de la hausse des revenus.

Le ratio d'exploitation opérationnel diminue de 0,7 point à 66,6 %. À taux de change constant, le ratio d'exploitation opérationnel diminue de 1,2 point.



La charge d'impôt augmente de 4 millions d'euros (+ 6 %) à 64 millions d'euros. À taux de change constant, la charge d'impôt augmente de 3 millions d'euros (+ 5 %) principalement en raison de la hausse du résultat opérationnel et de la non-réurrence d'éléments fiscaux exceptionnels positifs.

La quote-part de résultat dans les entreprises mises en équivalence augmente de 1 millions d'euros (+ 11 %). À taux de change constant, la quote-part de résultat dans les entreprises mises en équivalence reste stable.

Le résultat opérationnel augmente de 8 millions d'euros (+ 5 %) à 178 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel augmente de 5 millions d'euros (+ 3 %).

Le résultat net augmente de 28 millions d'euros (+ 19 %) à 181 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat net augmente de 25 millions d'euros (+ 16 %) principalement en raison de la hausse du résultat opérationnel et de la non-réurrence d'une variation défavorable de la juste valeur d'un fonds immobilier.

AXA Assistance

(En millions d'euros, sauf pourcentages)

	30 juin 2022	30 juin 2021
Chiffre d'affaires ^(a)	844	670
Dommages	740	566
Santé	104	103
Résultat opérationnel avant impôt	(20)	(20)
Dommages	(22)	(19)
Santé	3	(1)
Charge d'impôt	13	0
Intérêts minoritaires	(0)	(0)
Quote-part de résultat dans les entreprises mises en équivalence	-	-
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL PART DU GROUPE	(7)	(19)
Part des plus ou moins values réalisées	(1)	(0)
Gain ou perte sur actifs financiers et sur dérivés	(2)	(2)
Impact des opérations exceptionnelles	1	(8)
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	-	-
Coûts d'intégration et de restructuration	(15)	(1)
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	(24)	(29)
Ratio combiné Dommages	103,2%	103,3%
Ratio combiné Santé	98,0%	100,6%

(a) Net des éliminations internes.

Le chiffre d'affaires augmente de 174 millions d'euros (+ 26 %) à 844 millions d'euros. À données comparables, le chiffre d'affaires augmente de 182 millions d'euros (+ 28 %) :

- **Dommages** (+ 174 millions d'euros, soit + 31 %) à 740 millions d'euros, principalement en raison du rebond de l'activité assurance voyages dans toutes les zones géographiques et, dans une moindre mesure, des affaires nouvelles et de la hausse des volumes des partenariats existants dans la branche automobile ;
- **Santé** reste stable à 104 millions d'euros ;

Le résultat opérationnel avant impôt reste à - 20 millions d'euros :

- **Dommages** (- 3 millions d'euros) à - 22 millions d'euros, principalement en raison d'une hausse du ratio combiné dans l'activité automobile résultant d'une augmentation de la fréquence des sinistres et des coûts moyens en Europe, ainsi que d'une évolution défavorable des provisions pour sinistres sur les exercices antérieurs partiellement compensée par l'augmentation des volumes dans l'activité assurance voyages ;
- **Santé** (+ 3 millions d'euros) à + 3 millions d'euros, reflétant une baisse du ratio combiné principalement en raison d'une évolution favorable du mix d'activités ;

La charge d'impôt diminue de 12 millions d'euros à + 13 millions d'euros en raison d'éléments fiscaux exceptionnels positifs.

Le résultat opérationnel augmente de 12 millions d'euros à - 7 millions d'euros.





Le résultat net augmente de 5 millions d'euros à - 24 millions d'euros principalement en raison de la hausse du résultat opérationnel, partiellement compensée par la hausse des coûts de restructuration.

AXA SA

(En millions d'euros)

	30 juin 2022	30 juin 2021
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL PART DU GROUPE	(364)	(380)
Part des plus ou moins values réalisées	-	-
Gain ou perte sur actifs financiers et sur dérivés	87	(17)
Impact des opérations exceptionnelles	(20)	33
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	-	-
Coûts d'intégration et de restructuration	-	-
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	(296)	(364)

Le résultat opérationnel augmente de 16 millions d'euros à - 364 millions d'euros, principalement en raison de **(i)** l'impact positif lié au règlement d'un litige fiscal, partiellement compensé par **(ii)** l'augmentation des investissements sur la plateforme numérique commerciale et la plateforme numérique de santé.

Le résultat net augmente de 67 millions d'euros à - 296 millions d'euros, principalement en raison de **(i)** la hausse du résultat opérationnel et **(ii)** une variation favorable de la juste valeur des dérivés de change et de taux d'intérêt non éligibles à la comptabilité de couverture.

Perspectives

AXA réalise une très bonne performance opérationnelle au premier semestre 2022. Le Groupe reste concentré sur la mise en œuvre de sa stratégie, sur la croissance des lignes de métier génératrices de trésorerie, axées sur les résultats techniques et sur les commissions avec une sensibilité réduite aux marchés financiers et à la réassurance des catastrophes naturelles.

L'environnement macroéconomique et le contexte géopolitique sont devenus plus incertains au premier semestre. Le Groupe reste vigilant à l'évolution du contexte et aux défis potentiels à court terme, notamment les pressions inflationnistes, la volatilité des marchés et le risque de ralentissement économique.

La Direction estime qu'AXA est bien positionné face à cet environnement difficile, grâce notamment à un profil d'activité résilient aux cycles économiques, un bilan très solide et aux mesures prises pour contrebalancer l'impact de la hausse de l'inflation.

Dans le contexte actuel, la Direction reste confiante dans la capacité du Groupe à atteindre ses quatre principaux objectifs financiers du plan « *Driving Progress 2023* » : **(i)** une croissance du résultat opérationnel par action dans le haut de la fourchette cible de 3 à 7 % du TCAC entre 2020 (réajusté par rapport aux sinistres liés au COVID-19 et aux catastrophes naturelles) et 2023, **(ii)** une rentabilité opérationnelle des capitaux propres comprise entre 13 % et 15 % entre 2021 et 2023, **(iii)** un ratio de Solvabilité II d'environ 190 %, et **(iv)** un objectif de 14 milliards d'euros de trésorerie cumulée remontée des entités entre 2021-2023.

La stratégie d'AXA vise à assurer une croissance soutenue des bénéfices et du dividende, par le biais d'une génération de trésorerie accrue, un bilan solide et une gestion rigoureuse du capital. La direction d'AXA estime que le Groupe est bien placé pour créer durablement de la valeur pour ses actionnaires et leur offrir un rendement attractif.

Glossaire

Ce glossaire inclut les définitions des soldes intermédiaires de gestion financiers (*non-GAAP financial measures*), ou IAPs, marqués d'un astérisque (*), que la Direction juge utiles et pertinents pour comprendre l'activité et analyser la performance du Groupe.

PERIMETRE ET BASE COMPARABLE

Liste des pays par zone géographique

Les pays par zone géographique sont détaillés ci-dessous :

- **France** (activité d'assurance, activité bancaire et holding) ;
- **Europe**, portant sur les activités suivantes :
 - Suisse (activité d'assurance),
 - Allemagne (activité d'assurance, holding)
 - Belgique (activité d'assurance et holding),
 - Royaume-Uni et Irlande (activité d'assurance et holding),
 - Espagne (activité d'assurance),
 - Italie (activité d'assurance) ;
- **Asie**, portant sur les activités suivantes :
 - Japon (activité d'assurance et holding),
 - Hong Kong (activité d'assurance),
 - *Asie High Potentials*, portant sur les activités suivantes :
 - Thaïlande (activité d'assurance),
 - Indonésie (activité d'assurance),
 - Chine (activité d'assurance),
 - les Philippines (activité d'assurance),
 - Corée du Sud (activité d'assurance),
 - Holding Asie ;
- **AXA XL**, (activité d'assurance, de réassurance et holding) ;
- **International**, portant sur les activités suivantes :
 - EME-LATAM
 - AXA Banque Belgique (cession le 31 décembre 2021),
 - Brésil (activité d'assurance et holding),
 - Colombie (activité d'assurance),
 - Grèce (activité d'assurance) jusqu'à fin mars 2021 (cession le 31 mai 2021),

- Région du Golfe (activité d'assurance jusqu'à fin juin 2021 (cession le 7 septembre 2021) et holding),
- Luxembourg (activité d'assurance et holding),
- Mexique (activité d'assurance),
- Russie (Reso) (activité d'assurance),
- Turquie (activité d'assurance et holding) ;
- Afrique et Asie
 - Inde (activité d'assurance dommages jusqu'à fin juin 2021 - cession le 8 septembre 2021), activité d'assurance vie, épargne, retraite et holding),
 - Malaisie (activité d'assurance destinée à la vente),
 - Maroc (activité d'assurance et holding),
 - Nigéria (activité d'assurance et holding),
 - Singapour (activité d'assurance destinée à la vente jusqu'au 31 décembre 2021 et cession le 11 février 2022, et holding),
- AXA Mediterranean Holdings ;
- **Entités transversales et Holdings centrales**, portant sur les activités suivantes :
 - AXA Investment Managers,
 - AXA Assistance,
 - AXA Liabilities Managers,
 - AXA Global Re jusqu'au 30 Juin 2022 (fusionnée avec AXA SA),
 - AXA Life Europe,
 - Architas,
 - AXA SA (y compris l'activité de réassurance interne du Groupe suite à sa fusion avec AXA Global Re le 30 juin 2022) et autres holdings centrales.

Current Engines et High Potentials

La distinction entre les pays « *Current Engines* » et « *High Potentials* » est détaillée ci-dessous :

- **Current Engines** : Belgique, France, Allemagne, Hong Kong, Italie, Japon, Espagne, Suisse, Royaume-Uni et Irlande, et AXA XL ;
- **High Potentials** : Brésil, Chine, Indonésie, Mexique, les Philippines et Thaïlande.

Données comparables pour le chiffre d'affaires, les affaires nouvelles en base APE et la marge sur affaires nouvelles

« À données comparables » signifie que :

- les données relatives à la période de l'exercice courant considéré ont été retraitées en utilisant les taux de change applicables pour la même période de l'exercice précédent (**taux de change constant**) ;



- les données dans l'une des deux périodes comptables comparées ont été retraitées pour tenir compte des acquisitions, cessions et changements de périmètre (**périmètre constant**) et des changements de méthode comptable (**méthodologie constante**).

RESULTAT ET CAPITAL

Résultat opérationnel (*)

Le résultat opérationnel représente le résultat net (part du Groupe) tel qu'il est communiqué dans les tableaux en pages 16 et 17 du présent rapport, avant prise en compte de l'impact des éléments suivants, nets de la participation aux bénéfices des assurés, des frais d'acquisition reportés, des valeurs de portefeuille, des impôts et des intérêts minoritaires :

- plus et moins-values réalisées, les mouvements de la période des provisions pour dépréciation des placements (sur les actifs non comptabilisés à la juste valeur par résultat ou non détenus à des fins de transaction), le coût à l'origine, valeur intrinsèque et valeur à échéance des dérivés couvrant les plus et moins-values réalisées et les mouvements de provisions pour dépréciation des actions des fonds (autres que les fonds d'actifs en représentation des engagements sur les produits pour lesquels le risque financier est supporté par l'assuré) ;
- gains ou pertes sur les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur (à l'exception des placements représentant des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré), les impacts de change sur actifs et passifs, et les instruments dérivés rattachés aux actifs financiers et aux passifs.

Les instruments dérivés rattachés aux actifs financiers :

- comprennent les instruments dérivés de change, à l'exception des options de change couvrant les résultats en devises qui sont prises en compte dans le résultat opérationnel ;
- comprennent les instruments dérivés de taux, à l'exception des gains ou des pertes des instruments de taux couvrant le résultat opérationnel pris en compte dans le résultat opérationnel ;
- excluent les dérivés liés à la couverture des contrats d'assurance évalués selon le principe des « hypothèses courantes » ;
- dépréciation des écarts d'acquisition, amortissements et dépréciation des autres immobilisations incorporelles en lien avec le portefeuille de clients ou les réseaux de distribution ;
- coûts d'intégration et de restructuration relatifs à des sociétés nouvellement acquises, ainsi que les coûts de restructuration et ceux relatifs à des mesures d'amélioration de productivité ; et
- opérations exceptionnelles (principalement changements de périmètre et résultat des activités cédées) ;

Bénéfice par action

Le bénéfice net par action (**BNPA**) est égal au résultat consolidé d'AXA (net des charges d'intérêts liées aux dettes subordonnées à durée indéterminée et dettes super-subordonnées comptabilisées en capitaux propres) divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation. Les actions détenues par AXA et ses filiales (actions propres) sont déduites du calcul des actions en circulation.

Le bénéfice net par action totalement dilué (**BNPA totalement dilué**) correspond au résultat consolidé d'AXA (net des charges d'intérêts liées aux dettes subordonnées à durée indéterminée et dettes super-subordonnées



comptabilisées en capitaux propres), divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur une base diluée (c'est-à-dire incluant l'impact potentiel de tous les plans de stock-options en circulation considérés comme exerçables, des plans d'actions gratuites, et de la conversion potentielle des dettes convertibles en actions, dans la mesure où celle-ci a un impact dilutif sur le résultat par action). Les actions détenues par AXA et ses filiales (actions propres) sont déduites du calcul des actions en circulation.

Le résultat opérationnel par action* est égal au résultat opérationnel (net des charges d'intérêts liées aux dettes subordonnées à durée indéterminée et dettes super-subordonnées comptabilisées en capitaux propre), divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. Les actions détenues par AXA et ses filiales (actions propres) sont déduites du calcul des actions en circulation.

Rentabilité des capitaux propres

La rentabilité des capitaux propres (RoE), présentée dans le présent rapport, est égale au résultat opérationnel (net des charges d'intérêts liées aux dettes subordonnées à durée indéterminée et dettes super-subordonnées comptabilisées en capitaux propres) divisé par la moyenne des capitaux propres à l'ouverture et à la clôture, excluant :

- pour le RoE fondé sur le résultat opérationnel* :
 - les réserves liées aux variations de la juste valeur des instruments financiers inscrites en capitaux propres,
 - les dettes subordonnées à durée indéterminée et les dettes super-subordonnées, étant considérées comme des dettes de financement ;
- pour le RoE fondé sur le résultat net :
 - les réserves liées aux variations de la juste valeur des obligations disponibles à la vente inscrites en capitaux propres,
 - les dettes subordonnées à durée indéterminée et les dettes super-subordonnées, étant considérées comme des dettes de financement.

Cash flows disponibles

Les *cash flows* disponibles représentent la capacité de l'entreprise à verser des dividendes. Ils sont calculés comme la somme du résultat et de la variation de capital requis.

EOF (Eligible Own Funds - fonds propres éligibles)

Les fonds propres éligibles sont définis comme l'excédent de valeur de marché des actifs par rapport à la meilleure estimation du passif et la marge pour risque comme définies dans la réglementation Solvabilité II.

Ratio de Solvabilité II

Ce ratio est calculé conformément à Solvabilité II, et est égal au montant total des fonds propres éligibles (*Eligible Own Funds* - « EOF ») du Groupe divisé par le capital de solvabilité requis (*Solvency Capital Requirement* - « SCR ») du Groupe. Le capital de solvabilité requis, *i.e.* le dénominateur du ratio de Solvabilité II, est fixé à un niveau



garantissant que les assureurs et les réassureurs soient en mesure de répondre de leurs obligations envers leurs assurés et bénéficiaires sur les 12 prochains mois, avec une probabilité de 99,5 %. Le capital de solvabilité requis peut être calculé, soit sur la base de la formule standard, soit grâce à un modèle interne. Le Groupe AXA a recours à un modèle interne.

Le ratio de Solvabilité II est estimé selon le modèle interne d'AXA, calibré sur la base d'un choc bicentenaire. Pour plus d'informations concernant le modèle interne et les publications liées à Solvabilité II, vous êtes invités à vous référer au rapport sur la solvabilité et la situation financière (SFCR) du Groupe AXA au 31 décembre 2021, disponible sur le site d'AXA (www.axa.com).

Ratio d'endettement (*)

Le ratio d'endettement fait référence au niveau de dette d'une société par rapport à ses capitaux à long terme, habituellement exprimé en pourcentage. Le ratio d'endettement est utilisé par la Direction pour déterminer le levier financier du Groupe et la mesure dans laquelle ses activités sont financées par des prêteurs plutôt que l'actionnaire. Le ratio d'endettement d'AXA est calculé en divisant la dette brute (dettes de financement, dettes subordonnées à durée indéterminée et dettes super-subordonnées) par le capital total employé (capitaux propres hors dettes subordonnées à durée indéterminée et dettes super-subordonnées et réserves liées à la variation de la juste valeur des instruments financiers et des dérivés de couverture) plus dette brute.

ACTIVITES

Assurance

PRODUITS D'ÉPARGNE MULTI-SUPPORTS ET PRODUITS PEU CONSOMMATEURS EN CAPITAL

Les produits multi-supports permettent aux clients d'investir à la fois dans des fonds en unités de compte et dans des fonds adossés à l'actif général.

Les produits peu consommateurs en capital sont des produits du Fonds Général - Épargne qui, à leur création, créent plus de valeur économique qu'ils n'en consomment.

COLLECTE NETTE VIE, ÉPARGNE, RETRAITE

La collecte nette en Vie, Épargne, Retraite correspond aux primes émises (incluant les primes de risques et les chargements), nettes des rachats, des contrats arrivant à échéance, des charges de sinistralité et autres prestations. Cette définition s'applique à tous les produits d'assurance Vie, d'Épargne, de Retraite, et de Santé assimilés Vie, à l'exception des OPCVM.

AFFAIRES NOUVELLES EN BASE ANNUAL PREMIUM EQUIVALENT (APE)

Les affaires nouvelles en base *Annual Premium Equivalent* (APE) correspondent à la somme de 100 % des affaires nouvelles en primes périodiques et de 10 % des primes uniques, en ligne avec la méthodologie EEV du Groupe. L'APE est en part du Groupe.

VALEUR DES AFFAIRES NOUVELLES (VAN)

Valorisation des contrats nouvellement émis au cours de l'exercice. Elle se compose de la valeur actuelle des profits futurs moins les coûts d'acquisition, moins **(i)** une dotation pour la valeur temps des options et garanties financières, et **(ii)** le coût du capital et les risques non financiers. AXA calcule cette valeur nette d'impôts.



MARGE SUR AFFAIRES NOUVELLES

La marge sur affaires nouvelles est le rapport :

- de la valeur des affaires nouvelles (VAN) représentant la valorisation des contrats nouvellement émis au cours de l'exercice ;
- aux APE.

Ce ratio permet d'apprécier la profitabilité des affaires nouvelles.

ANALYSE PAR MARGE

L'analyse par marge est présentée en base opérationnelle.

Bien que le format de présentation de l'analyse par marge diffère de celui du compte de résultat (sur base opérationnelle), ces deux types de présentation sont fondés sur les mêmes principes comptables conformes aux normes IFRS.

La marge financière comprend les éléments suivants :

- les revenus financiers nets ; et
- les intérêts et participations crédités aux assurés, et la participation des assurés non allouée (ainsi que la variation des provisions spécifiques liées aux actifs investis) sur produits financiers nets.

Les chargements et autres produits incluent :

- les chargements (ou les charges contractuelles) sur les primes reçues pour l'ensemble des produits Vie, Épargne, Retraite ;
- les chargements sur les dépôts reçus pour l'ensemble des produits Vie, Épargne, Retraite, et les commissions sur les fonds gérés, pour les contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré (contrats en unités de compte) ;
- capitalisation des produits différés liés aux affaires nouvelles : provisions pour chargements et primes non acquis ;
- amortissement des provisions pour chargements et primes non acquis, y compris l'impact d'intérêts capitalisés ;
- les produits provenant de la vente d'OPCVM (qui font partie du chiffre d'affaires consolidé) ; et
- les autres commissions, par exemple les commissions liées à l'activité de planification financière, et aux ventes de produits de tiers.

La marge technique nette intègre les éléments suivants :

- la marge de mortalité / morbidité : différence entre le revenu ou les primes acquises liés à la couverture du risque et les charges des prestations des sinistres directement liées à l'occurrence des sinistres ou à son anticipation (décès ou invalidité) ; ainsi que tous les renforcements ou reprises de provisions techniques provenant des changements d'hypothèses d'évaluation des provisions, des provisions pour sinistres, des provisions supplémentaires pour risque de mortalité et autres éléments techniques comme l'insuffisance de prime pure ;
- la marge sur rachats : différence entre les provisions constituées et la valeur du rachat versée à l'assuré dans le cas d'un terme anticipé du contrat ;
- la stratégie de couverture active des garanties planchers associées aux contrats d'épargne-retraite en unités de compte (« GMxB ») : résultat net des GMxBs correspondant aux charges explicites liées à ces types de garanties diminuées du coût de la couverture. Elle inclut aussi le résultat des garanties qui ne font pas l'objet de stratégie de couverture active ;



- la participation des assurés aux bénéfices s'ils participent à la marge technique de la Société ;
- les résultats de la réassurance cédée ; et
- les frais de gestion des sinistres.

Les frais généraux correspondent aux éléments suivants :

- les frais d'acquisition, y compris les commissions et les frais généraux alloués aux affaires nouvelles ;
- la capitalisation des coûts d'acquisition relatifs aux affaires nouvelles : frais d'acquisition reportés et droits nets sur futurs frais de gestion pour les contrats d'investissement sans participation discrétionnaire ;
- l'amortissement des frais d'acquisition relatifs aux affaires nouvelles et droits nets sur futurs frais de gestion pour les contrats d'investissement sans participation discrétionnaire, impact des intérêts capitalisés inclus ;
- les frais d'administration ; et
- la participation des assurés aux bénéfices s'ils participent aux charges de la Société.

L'amortissement des valeurs de portefeuille (VBI) comprend l'amortissement de VBI relatif aux marges opérationnelles.

Comme indiqué ci-dessous, il existe un certain nombre de différences significatives entre la présentation ligne à ligne du compte de résultat et l'analyse par marge.

- Pour les contrats d'assurance et les contrats d'investissement avec participation discrétionnaire :
 - dans l'analyse par marge, les primes (nettes de dépôts), les chargements et autres produits sont présentés, selon la nature du revenu, sur les lignes « Chargements et autres produits » ou « Marge technique nette »,
 - les intérêts crédités aux assurés dans le cadre des contrats avec participation aux bénéfices sont comptabilisés en « Charges des prestations d'assurance » dans le compte de résultat, tandis que dans l'analyse par marge, ils sont présentés dans la marge à laquelle ils se rapportent, principalement la « Marge financière » et la « Marge technique nette »,
 - la « Marge financière » correspond, dans le compte de résultat, aux « Produits financiers nets de charges », mais elle est ajustée pour prendre en compte la participation des assurés (voir ci-dessus) ainsi que la variation des provisions spécifiques liées aux actifs investis, et pour exclure les commissions sur (ou les charges contractuelles incluses dans) les contrats dont le risque financier est supporté par les assurés, ces dernières étant présentées dans les « Chargements et autres produits »,
 - les variations de provisions pour chargements non acquis (Chargements non acquis - activation nette des amortissements) sont présentées sur la ligne « Variation des primes non acquises nette de provisions pour chargements et prélèvements non acquis » au compte de résultat alors qu'elles sont présentées sur la ligne « Chargements et autres produits » dans l'analyse par marge ;
- Pour les contrats d'investissement sans participation discrétionnaire :
 - le principe de la comptabilité de dépôt est appliqué. Par conséquent, les commissions et charges relatives à ces contrats sont présentées au compte de résultat opérationnel sur une ligne distincte partie intégrante du chiffre d'affaires, et dans l'analyse par marge sur les lignes « Chargements et autres produits » et « Marge technique nette »,



- les variations de provisions pour commissions non acquises (« Provisions pour commissions non acquises - activation nette des amortissements ») sont présentées sur la ligne « Variation des primes non acquises nette des chargements et prélèvements non acquis » au compte de résultat, alors qu'elles sont présentées sur la ligne « Chargements perçus et autres produits » dans l'analyse par marge.

RATIOS D'ASSURANCE (APPLICABLE AUX ACTIVITES DOMMAGES, SANTE ET PREVOYANCE)

Le ratio de sinistralité de l'exercice courant, net de réassurance, est le rapport :

- des charges techniques de l'exercice courant, brutes de réassurance plus frais de gestion des sinistres plus résultat de la réassurance cédée de l'exercice courant, excluant pour les réserves actualisées la réévaluation du taux d'escompte utilisé pour les réserves techniques ;
- aux primes acquises, brutes de réassurance.

Le ratio de sinistralité tous exercices, net de réassurance, est le rapport :

- des charges techniques tous exercices, brutes de réassurance plus frais de gestion des sinistres plus résultat de la réassurance cédée tous exercices, excluant pour les réserves actualisées la réévaluation du taux d'escompte utilisé pour les réserves techniques ;
- aux primes acquises, brutes de réassurance.

Le taux de chargement est le rapport :

- des frais généraux (excluant les frais de gestion des sinistres, incluant les variations de l'amortissement de VBI) ;
- aux primes acquises, brutes de réassurance.

Les frais généraux comprennent deux composantes : les frais généraux (commissions incluses) relatifs à l'acquisition de contrats (se rapportant au **ratio d'acquisition**) et les autres frais généraux (se rapportant au **ratio d'administration**). Les frais généraux excluent l'amortissement des actifs incorporels clients et les coûts d'intégration relatifs à des sociétés significatives nouvellement acquises.

Le **ratio combiné*** est la somme du ratio de sinistralité tous exercices, net de réassurance, et du taux de chargement.

Gestion d'actifs

Collecte nette : entrées de fonds des clients diminuées de leurs sorties de fonds. La collecte nette mesure l'impact des efforts commerciaux, l'attractivité des produits (qui dépend surtout de la performance et de l'innovation), et indique les tendances générales du marché en matière d'allocation des investissements.

Le ratio d'exploitation opérationnel est le rapport :

- des frais généraux dont commissions de distribution ;
- au chiffre d'affaires brut hors commissions de distribution.

Les actifs sous gestion sont définis comme les actifs dont la gestion a été déléguée par leur propriétaire à une société de gestion d'actifs telle qu'AXA Investment Managers. Les actifs sous gestion comprennent principalement des fonds et les mandats qui génèrent des frais et excluent le double comptage.



Banques

Le produit net bancaire opérationnel est présenté avant éliminations internes et avant plus/moins-values réalisées ou variations de la juste valeur des actifs inscrits à la juste valeur au compte de résultat, et des dérivés de couverture.

II États Financiers consolidés
30 juin 2022



Sommaire

II.1 ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE	71
II.2 RÉSULTAT CONSOLIDÉ	73
II.3 ÉTAT CONSOLIDÉ DES PRODUITS ET CHARGES RECONNUS SUR LA PÉRIODE	74
II.4 ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES DE LA PÉRIODE	75
II.5 TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE	77
II.6 NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	79
NOTE 1 PRINCIPES GÉNÉRAUX	79
NOTE 2 PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION	89
NOTE 3 COMPTE DE RÉSULTAT SECTORIEL	92
NOTE 4 TRANSACTION DES ENTITÉS CONSOLIDÉES	95
NOTE 5 PLACEMENTS	98
NOTE 6 CAPITAUX PROPRES ET INTÉRÊTS MINORITAIRES	106
NOTE 7 DETTES DE FINANCEMENT	112
NOTE 8 RÉSULTAT PAR ACTION	113
NOTE 9 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE	114

II.1 ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Notes en annexe	(En millions d'euros)	30 juin 2022	31 décembre 2021 retraité ^(a)
	Écarts d'acquisition	18 016	17 167
	Valeur des portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance acquis	1 064	919
	Frais d'acquisition reportés et assimilés	19 645	17 825
	Autres immobilisations incorporelles	4 321	4 297
	Actifs incorporels	43 046	40 208
	Immobilier de placement	28 574	28 355
	Placements financiers	408 337	486 564
	Placements représentant des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré	75 952	86 315
5	Placements des entreprises d'assurance ^(a)	512 863	601 234
5	Placements des entreprises du secteur bancaire et autres activités ^(a)	19 485	19 729
	Titres mis en équivalence	2 333	2 601
	Part des réassureurs dans des passifs liés à des contrats d'assurance et d'investissement	40 206	36 970
	Immobilisations corporelles	2 425	2 443
	Participation aux bénéfices différée active	1 624	-
	Impôts différés actifs	2 787	421
	Autres actifs	6 836	2 864
	Créances nées d'opérations d'assurance directe et de réassurance acceptée	30 341	25 812
	Créances nées d'opérations de réassurance cédée	3 613	2 612
	Créances d'impôt exigible	1 259	908
	Autres créances	11 904	8 991
	Créances	47 117	38 323
4	Actifs destinés à la vente ^(b)	19 789	8 512
	Trésorerie et équivalents de trésorerie	24 749	25 051
	TOTAL DE L'ACTIF	716 425	775 491

NB : Tous les placements sont présentés nets de l'effet des instruments dérivés liés.

(a) Reclassement d'Architas d'Assurance vers Autres activités.

(b) Au 30 juin 2022, cela comprend les actifs des activités en Malaisie et des portefeuilles d'épargne adossés à l'actif général en Belgique et en Allemagne pour lesquels le processus de vente n'est pas finalisé à cette date.

Au 31 décembre 2021, cela comprenait principalement les actifs des activités en Malaisie et à Singapour, d'un portefeuille d'épargne adossé à l'actif général en Belgique, ainsi que de la part restante d'assurance vie collective en Suisse pour lesquels le processus de vente n'était pas finalisé à cette date.

Notes en annexe	(En millions d'euros)	30 juin 2022	31 décembre 2021
	Capital social et primes d'émission	23 854	25 354
	Réserves, report à nouveau et écarts de conversion cumulés	24 682	38 487
	Résultat net consolidé - Part du groupe	4 108	7 294
	Capitaux propres - Part du Groupe	52 645	71 135
	Intérêts minoritaires	3 652	4 094
6	CAPITAUX PROPRES TOTAUX	56 296	75 229
	Dettes subordonnées	12 182	10 449
	Dettes de financement représentées par des titres	830	800
7	Dettes de financement ^(a)	13 012	11 249
	Passifs liés à des contrats d'assurance	384 839	387 827
	Passifs liés à des contrats d'assurance dont le risque financier est supporté par l'assuré	59 178	66 983
	Total des passifs liés à des contrats d'assurance	444 017	454 810
	Passifs liés à des contrats d'investissement avec participation discrétionnaire	34 890	35 297
	Passifs liés à des contrats d'investissement sans participation discrétionnaire	114	76
	Passifs liés à des contrats d'investissement avec participation discrétionnaire et dont le risque financier est supporté par l'assuré	4 217	4 790
	Passifs liés à des contrats d'investissement sans participation discrétionnaire et dont le risque financier est supporté par l'assuré	12 793	14 587
	Total des passifs liés à des contrats d'investissement	52 014	54 750
	Passifs relatifs aux prélèvements et chargements non acquis	2 299	2 117
	Passifs relatifs à la participation aux bénéfices et autres obligations	16 000	48 936
	Instruments dérivés relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	439	(863)
	PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE ET D'INVESTISSEMENT	514 770	559 750
	Passifs relatifs aux entreprises du secteur bancaire ^(a)	11 522	14 643
	Provisions pour risques et charges	6 131	8 942
	Impôts différés passifs	2 274	5 334
	Intérêts minoritaires des fonds contrôlés et autres engagements de rachat des intérêts minoritaires	5 783	7 750
	Autres dettes émises représentées par des titres et soldes de banque créditeurs (a)	11 734	10 518
	Dettes nées d'opérations d'assurance directe et de réassurance acceptée	10 095	10 957
	Dettes nées d'opérations de réassurance cédée	16 911	15 362
	Dettes d'impôt exigible	1 251	924
	Dettes liées aux investissements sous prêt ou équivalent	34 301	35 030
	Autres dettes	13 369	12 177
	Dettes	93 444	92 719
4	Passifs destinés à la vente ^(b)	18 976	7 626
	TOTAL DU PASSIF	716 425	775 491

(a) Ces montants sont présentés nets de l'effet des instruments dérivés liés.

(b) Au 30 juin 2022, cela comprend les passifs des activités en Malaisie et des portefeuilles d'épargne adossés à l'actif général en Belgique et en Allemagne pour lesquels le processus de vente n'est pas finalisé à cette date.

Au 31 décembre 2021, cela comprenait principalement les passifs des activités en Malaisie et à Singapour, d'un portefeuille d'épargne adossé à l'actif général en Belgique, ainsi que de la part restante d'assurance vie collective en Suisse pour lesquels le processus de vente n'était pas finalisé à cette date.

II.2 RÉSULTAT CONSOLIDÉ

Notes en annexe		30 juin 2022	30 juin 2021
	<i>(En millions d'euros, sauf le résultat par action en euros)</i>		
	Primes émises	53 583	52 373
	Prélèvements sur contrats d'investissement sans participation discrétionnaire	104	95
	Chiffre d'affaires des activités d'assurance	53 687	52 468
	Produit net bancaire	236	274
	Produits des autres activités	1 218	1 123
	Chiffre d'affaires ^(a)	55 141	53 865
	Variations des primes non acquises, chargements et prélèvements non acquis	(4 908)	(4 937)
	Produits nets des placements ^(b)	6 227	6 105
	Plus et moins-values nettes réalisées sur placements à la juste valeur par capitaux propres et au coût (amorti) ^(c)	1 098	1 579
	Plus et moins-values réalisées et variation de la juste valeur des placements à la juste valeur comptabilisée par résultat ^(d)	(10 212)	4 559
	<i>dont la variation de juste valeur des placements dont le risque financier est supporté par l'assuré ^(e)</i>	<i>(9 311)</i>	<i>5 205</i>
	Variation des provisions sur placements ^(f)	(759)	(141)
	Résultat financier hors coût de l'endettement net	(3 645)	12 102
	Charges techniques des activités d'assurance ^(g)	(29 372)	(43 660)
	Résultat net des cessions en réassurance	(424)	(999)
	Charges d'exploitation bancaires	(10)	(32)
	Frais d'acquisition des contrats	(6 290)	(6 020)
	Amortissements de la valeur de portefeuilles acquis	(30)	(21)
	Frais d'administration	(5 006)	(5 017)
	Variation des provisions sur immobilisations corporelles	(0)	(0)
	Variation des provisions et amortissements sur écarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles	(66)	(66)
	Autres produits et charges ^(h)	150	96
	Autres produits et charges courants	(41 049)	(55 719)
	Résultat des opérations courantes avant impôt	5 540	5 310
	Quote-part de résultat (net de dépréciation) dans les entreprises mises en équivalence	(112)	44
	Charges liées aux dettes de financement ⁽ⁱ⁾	(147)	(244)
	Résultat net des opérations courantes avant impôt	5 281	5 110
	Impôt sur le résultat	(1 073)	(993)
	Résultat net consolidé après impôt	4 207	4 117
	Se répartissant entre :		
	Résultat net consolidé - Part du Groupe	4 108	3 996
	Résultat net consolidé - Part des Intérêts minoritaires	99	121
8	Résultat par action	1,74	1,64
8	Résultat dilué par action	1,73	1,63

(a) Brut de réassurance.

(b) Nets des frais de gestion des placements.

(c) Inclut les reprises de provisions sur placements suite à cession.

(d) Inclut les gains et pertes réalisés et latents sur opérations de change sur placements à la juste valeur par capitaux propres et au coût (amorti).

(e) La variation de juste valeur des placements dont le risque financier est supporté par l'assuré est compensée dans les charges techniques des activités d'assurance.

(f) Exclut les reprises de provisions sur placements suite à cession.

(g) Au 30 juin 2022, cela comprend l'effet du processus de cession du portefeuille d'épargne adossé à l'actif général en Belgique (voir Note 4).

Au 30 juin 2021, cela comprenait les pertes liées aux processus de cession des activités de la région du Golfe et de la Malaisie.

(h) Au 30 juin 2022, cela comprend l'effet de l'application de la norme IAS 29 sur l'hyperinflation en Turquie pour -20 millions d'euros dont -19 millions d'euros en part du groupe (voir Note 1).

(i) Inclut le montant net des produits et charges liés aux dérivés relatifs aux dettes de financement (exclut cependant la variation de juste valeur des dérivés liés).

II.3 ÉTAT CONSOLIDÉ DES PRODUITS ET CHARGES RECONNUS SUR LA PÉRIODE

<i>(En millions d'euros)</i>	30 juin 2022	30 juin 2021
Réserves liées à la variation de juste valeur inscrite en capitaux propres	(20 318)	(4 853)
Réserves liées aux écarts de conversion	1 434	516
Réserves pouvant être reclassées ultérieurement en Résultat	(18 884)	(4 338)
Pertes et gains actuariels sur engagements de retraite à prestations définies	1 673	510
Réserves liées aux variations de juste valeur des dettes financières à la juste valeur par résultat attribuables aux variations du risque de crédit propre	11	(3)
Réserves ne pouvant pas être reclassées ultérieurement en Résultat	1 684	507
Produits nets reconnus directement en capitaux propres	(17 200)	(3 831)
Résultat net consolidé	4 207	4 117
<i>Se répartissant entre :</i>		
Résultat net consolidé - Part du Groupe	4 108	3 996
Résultat net consolidé - Part des intérêts minoritaires	99	121
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES RECONNUS SUR LA PÉRIODE	(12 992)	286
<i>Se répartissant entre :</i>		
Total des produits et charges reconnus sur la période - Part du Groupe	(12 737)	289
Total des produits et charges reconnus sur la période - Part des intérêts minoritaires	(255)	(3)

Les montants sont présentés nets d'impôts, de la participation aux bénéficiaires, et des autres effets de la comptabilité reflect. Ces éléments sont présentés plus en détail dans les Notes afférentes aux États Financiers consolidés.

II.4 ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES DE LA PÉRIODE

(En millions d'euros à l'exception du nombre d'actions et de leur valeur nominale)

	Capital social		Attribuable aux actionnaires							Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires ^(b) _(c)	
	Nombre d'actions (en milliers)	Valeur nominale (en euros)	Capital social	Primes d'émission, de fusion et d'apport	Actions propres	Réserves liées à la variation de juste valeur des placements financiers disponibles à la vente	Réserves liées à la variation de juste valeur des dérivés de couverture	Autres ^(a)	Écarts de conversion ^(b)			Résultats non distribués et autres réserves ^(c)
Capitaux propres d'ouverture 1er janvier 2022	2 421 569	2,29	5 545	21 803	(1 630)	17 491	(556)	6 623	(2 843)	24 701	71 135	4 094
Capital	(85 271)	2,29	(195)	-	-	-	-	-	-	-	(195)	-
Primes d'émission, de fusion et d'apport	-	-	-	(1 999)	-	-	-	-	-	-	(1 999)	-
Paielements en actions	-	-	-	24	-	-	-	-	-	-	24	-
Titres d'autocontrôle	-	-	-	-	670	-	-	-	-	-	670	-
Autres réserves - transactions sur les actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres - instruments financiers composés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	-	-	(746)	-	-	(746)	-
Charge d'intérêts des dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(91)	(91)	-
Autres (inclut l'impact lié à la variation de périmètre) ^(d)	-	-	-	-	-	0	-	-	0	124	124	(187)
Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(3 539)	(3 539)	-
Incidence des opérations avec les actionnaires	(85 271)	2,29	(195)	(1 976)	670	0	-	(746)	0	(3 506)	(5 753)	(187)
Réserves liées aux variations de juste valeur inscrites en capitaux propres	-	-	-	-	-	(19 166)	(778)	-	-	-	(19 944)	(374)
Réserves liées aux écarts de conversion	-	-	-	-	-	-	-	48	1 373	-	1 421	13
Pertes et gains actuariels sur engagements de retraite à prestations définies	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 666	1 666	7
Réserves liées aux variations de juste valeur des dettes financières à la juste valeur par résultat attribuables aux variations du risque de crédit propre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11	11	0
Résultat net consolidé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4 108	4 108	99
Total des produits et charges reconnus sur la période	-	-	-	-	-	(19 166)	(778)	48	1 373	5 785	(12 737)	(255)
Capitaux propres de clôture 30 juin 2022	2 336 298	2,29	5 350	19 828	(960)	(1 675)	(1 334)	5 925	(1 470)	26 981	52 645	3 652

NB : les montants sont présentés nets des impacts de la comptabilité reflet et de ses effets sur la participation des assurés, les frais d'acquisition reportés, et la valeur des portefeuilles acquis.

(a) Principalement les dettes subordonnées à durée indéterminée (voir Note 6.1.1).

(b) Au 30 juin 2022, cela comprend l'effet de l'application de la norme IAS 29 sur l'hyperinflation en Turquie pour 89 millions d'euros dont 86 millions d'euros en part du groupe (voir Note 1).

(c) Au 30 juin 2022, cela comprend l'effet de l'application de la norme IAS 29 sur l'hyperinflation en Turquie pour 132 millions d'euros dont 130 millions d'euros en part du groupe (voir Note 1).

(d) Inclut le changement du pourcentage d'intérêt n'entraînant pas de perte de contrôle des filiales consolidées.

(En millions d'euros à l'exception du nombre d'actions et de leur valeur nominale)

			Attribuable aux actionnaires								Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires
			Capital social			Autres réserves						
	Nombre d'actions (en milliers)	Valeur nominale (en euros)	Capital social	Primes d'émission, de fusion et d'apport	Actions propres	Réserves liées à la variation de juste valeur des placements financiers disponibles à la vente	Réserves liées à la variation de juste valeur des dérivés de couverture	Autres ^(a)	Ecart de conversion	Résultats non distribués et autres réserves		
Capitaux propres d'ouverture 1er janvier 2021	2 418 389	2,29	5 538	21 735	(744)	22 575	483	6 411	(4 663)	20 275	71 610	4 565
Capital	767	2,29	2	-	-	-	-	-	-	-	2	-
Primes d'émission, de fusion et d'apport	-	-	-	9	-	-	-	-	-	-	9	-
Paiements en actions	-	-	-	23	-	-	-	-	-	-	23	-
Titres d'autocontrôle	-	-	-	-	(97)	-	-	-	-	-	(97)	-
Autres réserves - transactions sur les actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres - instruments financiers composés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	-	-	0	-	-	0	-
Charge d'intérêts des dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(96)	(96)	-
Autres (inclut l'impact lié à la variation de périmètre) ^(b)	-	-	-	-	-	(0)	(0)	-	(0)	110	109	(141)
Dividendes versés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(3 403)	(3 403)	-
Incidence des opérations avec les actionnaires	767	2,29	2	33	(97)	(0)	(0)	-	(0)	(3 389)	(3 452)	(141)
Réserves liées aux variations de juste valeur inscrites en capitaux propres	-	-	-	-	-	(3 937)	(792)	-	-	-	(4 728)	(125)
Réserves liées aux écarts de conversion	-	-	-	-	-	-	-	101	416	-	518	(2)
Pertes et gains actuariels sur engagements de retraite à prestations définies	-	-	-	-	-	-	-	-	-	507	507	3
Réserves liées aux variations de juste valeur des dettes financières à la juste valeur par résultat attribuables aux variations du risque de crédit propre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(3)	(3)	0
Résultat net consolidé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3 996	3 996	121
Total des produits et charges reconnus sur la période	-	-	-	-	-	(3 937)	(792)	101	416	4 499	289	(3)
Capitaux propres de clôture 30 juin 2021	2 419 157	2,29	5 540	21 768	(841)	18 638	(309)	6 513	(4 247)	21 385	68 447	4 421

NB : les montants sont présentés nets des impacts de la comptabilité reflet et de ses effets sur la participation des assurés, les frais d'acquisition reportés, et la valeur des portefeuilles acquis.

(a) Principalement les dettes subordonnées à durée indéterminée (voir Note 6.1.2).

(b) Inclut le changement du pourcentage d'intérêt n'entraînant pas de perte de contrôle des filiales consolidées.

II.5 TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

<i>(En millions d'euros)</i>	30 juin 2022	30 juin 2021
Résultat courant et des abandons d'activités avant impôt	5 281	5 110
Dotations nettes aux amortissements ^(a)	(71)	242
Variation des provisions sur écarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles ^(b)	-	31
Variation nette des frais d'acquisitions reportés et assimilés	(837)	(1 047)
Dotations / Reprises nettes des provisions sur placements, actifs corporels et autres actifs incorporels	742	136
Variation de la juste valeur des placements et instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat	11 238	(5 747)
Variation nette des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement ^(c)	(4 206)	9 100
Dotations / (Reprises) nettes des autres provisions ^(d)	(108)	(41)
Quote-part de résultat (nette de dépréciation) dans les entreprises mises en équivalence	120	(44)
Réintégration / Déduction des montants inclus dans le résultat courant avant impôt mais sans impact sur les flux de trésorerie	6 878	2 631
Plus et moins values nettes réalisées sur placements	(2 305)	(409)
Charges liées aux dettes de financement	147	244
Réintégration / Déduction des montants inclus dans le résultat courant avant impôt pour reclassement en tant qu'opérations d'investissement ou de financement	(2 158)	(165)
Dividendes comptabilisés en résultat sur l'exercice	(1 821)	(1 775)
Revenus financiers nets comptabilisés en résultat de l'exercice ^(e)	(4 360)	(4 631)
Réintégration / Déduction de montants comptabilisés sur une base accrétive et devant être pris en compte sur la base des flux de trésorerie réels	(6 181)	(6 407)
Impact sur la trésorerie de la comptabilité de dépôt	253	343
Dividendes et acomptes sur dividendes encaissés	2 093	2 273
Revenus financiers encaissés ^(e)	6 021	6 479
Charges d'intérêts payées (hors intérêts sur dettes de financement, dettes perpétuelles, appels de marges et autres dettes)	(1 006)	(1 177)
Variation nette des activités opérationnelles bancaires	(1 381)	(935)
Variation des créances et dettes courantes	(2 903)	174
Impact sur la trésorerie relatif aux autres actifs et passifs ^(f)	(2 738)	(1 248)
Impôts décaissés	(672)	(813)
Autres transactions relatives aux opérations courantes avec impact sur la trésorerie et autres ajustements de transactions sans impact sur la trésorerie	132	828
Flux de trésorerie relatifs aux activités opérationnelles non inclus dans le résultat courant avant impôt	(201)	5 924
FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	3 619	7 094
Prises de participation dans des filiales et co-entreprises, nettes de la trésorerie acquise	19	7
Cessions de filiales et co-entreprises, nettes de la trésorerie cédée	380	57
Flux de trésorerie liés aux variations de périmètre	399	64
Cessions d'obligations ^(f)	26 254	27 761
Cessions d'actions et de fonds d'investissement non consolidés ^{(f) (g)}	9 904	9 882
Cessions d'immeubles de placement détenus ou non en direct ^(f)	758	961
Cessions et/ou remboursements de prêts et autres placements ^{(f) (h)}	13 342	10 354
Flux de trésorerie liés aux cessions et remboursements de placements financiers ^{(f) (g) (h)}	50 258	48 957
Acquisitions d'obligations ^(f)	(21 372)	(23 963)
Acquisitions d'actions et de fonds d'investissement non consolidés ^{(f) (g)}	(10 411)	(11 277)
Acquisitions d'immeubles de placement détenus ou non en direct ^(f)	(1 144)	(1 667)
Acquisitions et/ou émissions de prêts et autres placements ^{(g) (h)}	(16 220)	(13 080)
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et émissions de placements financiers ^{(f) (g) (h)}	(49 147)	(49 987)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	2	3
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(121)	(161)
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(119)	(158)
Augmentation du solde des dettes collatérales / Diminution du solde des créances collatérales	101 012	72 700



Diminution du solde des dettes collatérales / Augmentation du solde des créances collatérales	(100 895)	(75 709)
Flux de trésorerie liés aux dettes et créances collatérales relatives aux opérations de prêts de titres et assimilés	117	(3 009)
FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	1 509	(4 133)
Emissions d'instruments de capital	1	22
Remboursements d'instruments de capital	(2 361)	(149)
Opération sur titres d'autocontrôle	13	(1)
Dividendes payés	(3 856)	(3 503)
Intérêts payés sur dettes subordonnées à durée indéterminée	(112)	(102)
Acquisition / cession d'intérêts dans des filiales sans changement de contrôle	(0)	(4)
Flux de trésorerie liés aux transactions avec les actionnaires	(6 316)	(3 737)
Trésorerie générée par les émissions de dettes financières	2 504	1 003
Trésorerie affectée aux remboursements de dettes financières	(1 039)	(109)
Intérêts payés sur dettes de financement ⁽ⁱ⁾	(165)	(249)
Marge d'intérêt nette sur dérivés de couverture des dettes de financement	-	-
Flux de trésorerie liés au financement du Groupe	1 300	646
Autres transactions relatives aux opérations de financement avec impact sur la trésorerie et autres ajustements de transactions sans impact sur la trésorerie	-	-
FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	(5 015)	(3 091)
FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ABANDONS D'ACTIVITÉS	0	-
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU 1ER JANVIER ^(j)	24 371	27 516
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	3 619	7 094
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	1 509	(4 133)
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	(5 015)	(3 091)
Flux de trésorerie nets provenant des abandons d'activités	0	-
Effet des changements de méthode de consolidation et classements en actifs destinée à la vente ^(k)	(209)	(1 329)
Effet des variations de change et des reclassements sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(216)	213
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU 31 DÉCEMBRE ^(j)	24 059	26 270

(a) Inclut la capitalisation des surcotes / décotes et l'amortissement lié, ainsi que l'amortissement des immeubles de placement et d'exploitation détenus en direct.

(b) Inclut les amortissements et mouvements des provisions pour dépréciation des actifs incorporels enregistrés lors de regroupements d'entreprises.

(c) Inclut l'impact de la réassurance et la variation des provisions relatives aux contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré.

(d) Inclut principalement les variations des provisions pour risques et charges, provisions pour créances douteuses et provisions pour dépréciation des actifs destinés à la vente.

(e) Inclut les gains et/ou pertes des dérivés couvrant des produits d'épargne en unités de compte («Variable Annuities»).

(f) Y compris dérivés correspondants.

(g) Comprend les actions détenues en direct ou par des fonds d'investissement consolidés ainsi que les fonds d'investissement non consolidés.

(h) Comprend également les achats et ventes d'actifs en représentation de contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré.

(i) Comprend l'impact net sur la trésorerie de la marge d'intérêts sur dérivés de couverture des dettes de financement.

(j) Nets des soldes de banques créditeurs.

(k) Au 30 juin 2022, cela comprend les actifs des activités en Malaisie et des portefeuilles d'épargne adossés à l'actif général en Belgique et en Allemagne pour lesquels le processus de vente n'est pas finalisé à cette date.

Au 31 juin 2021, cela comprenait principalement les actifs d'AXA Banque Belgique, les activités Dommages en Inde, les activités de la région du Golfe et de la Malaisie, ainsi que la part restante d'assurance vie collective en Suisse pour lesquels le processus de vente n'était pas finalisé à cette date.

(En millions d'euros)	30 juin 2022	30 juin 2021
Trésorerie et équivalents de trésorerie	24 749	26 788
Soldes de banque créditeurs ^(a)	(690)	(518)
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets ^(b)	24 059	26 270

(a) Inclut dans le poste « Autres dettes émises représentées par des titres et soldes de banque créditeurs ».

(b) Le solde de « Trésorerie et équivalents de trésorerie » exclut la trésorerie détenue en représentation des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré (contrats en Unités de Compte).



II.6 NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTE 1 PRINCIPES GÉNÉRAUX

1.1 INFORMATIONS GÉNÉRALES

La société anonyme française AXA S.A. (la « Société » et, ensemble avec ses filiales consolidées, « AXA » ou le « Groupe »), est la société mère d'un groupe international de services financiers, centré sur la protection financière. AXA exerce ses activités à la fois en Europe et hors Europe. La liste des principales entités incluses dans le périmètre de consolidation des États Financiers consolidés d'AXA figure à la Note 2 de la présente annexe aux comptes consolidés semestriels.

AXA est coté sur Euronext Paris Compartiment A.

Les États Financiers consolidés semestriels en ce compris l'ensemble des Notes ci-après ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 2 août 2022.

1.2 PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRAUX

Les comptes consolidés semestriels d'AXA sont arrêtés au 30 juin.

Les comptes consolidés semestriels du Groupe sont établis sur la base des normes IFRS conformément à la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire et des interprétations du IFRS *Interpretations Committee*, telles qu'approuvées par l'Union européenne avant la date de clôture avec une date d'application obligatoire prévue par l'IASB au 1^{er} janvier 2022. Les États Financiers consolidés semestriels sont préparés selon des principes comptables cohérents avec ceux retenus pour les États Financiers consolidés du 31 décembre 2021 pour les normes et interprétations déjà existantes à cette date et qui n'ont pas changé depuis.

Les États Financiers consolidés semestriels 2022 doivent être lus conjointement avec les États Financiers consolidés inclus dans le Document d'Enregistrement Universel de 2021.



DISPOSITIONS IFRS ADOPTÉES AU 1^{ER} JANVIER 2022

L'application des amendements suivants, au 1^{er} janvier 2022, n'a pas eu d'impact matériel sur les États Financiers consolidés semestriels du Groupe :

Amendements et interprétations	Date de publication	Thème
IAS 37 Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels – Coûts à prendre en compte pour déterminer si un contrat est déficitaire	14 mai 2020	Ces amendements viennent préciser les coûts d'exécution du contrat l'entité devant être pris en compte pour déterminer si le contrat est déficitaire.
IFRS 3 Regroupements d'entreprise – Mise à jour de la référence au Cadre conceptuel	14 mai 2020	Les amendements mettent à jour la norme IFRS 3 en remplaçant la référence à l'ancienne version du Cadre conceptuel de l'information financière de l'IASB par la référence à sa dernière version publiée en mars 2018. Par ailleurs, ils introduisent une exception de la règle dans IFRS 3 qui renvoie au Cadre conceptuel pour la définition d'un actif ou d'un passif. Du fait de cette exception, pour certains types de passifs et passifs éventuels l'entité appliquant IFRS 3 doit se référer à IAS 37 Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels.
IAS 16 Immobilisations corporelles – Produits générés avant l'utilisation prévue	14 mai 2020	Cet amendement interdit de déduire du coût d'une immobilisation corporelle les produits tirés de la vente d'éléments fabriqués pour amener l'immobilisation jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour permettre son exploitation de la manière prévue par la direction. Les produits tirés de la vente de ces éléments fabriqués sont donc à comptabiliser en produits au compte de résultat (et non pas en diminution du coût de l'immobilisation).
Améliorations annuelles – Cycle 2018-2020	14 mai 2020	Ensemble d'amendements aux IFRS qui traitent des sujets ne faisant pas partie intégrante d'un projet majeur.

NORMES ET AMENDEMENTS PUBLIES MAIS NON ENCORE EN VIGUEUR**IFRS 17 – Contrats d’assurance**

IFRS 17 - Contrats d’assurance, publiée le 18 mai 2017 et modifiée par les amendements du 25 juin 2020 et du 9 décembre 2021, pose les principes pour la reconnaissance, l’évaluation, la présentation et les informations à fournir pour les contrats d’assurance et remplace la norme IFRS 4 - Contrats d’assurance. La Norme a été adoptée par l’Union Européenne le 19 novembre 2021, avec une exception relative au principe de cohortes annuelles (voir ci-dessous) et sera appliquée par AXA au titre des exercices débutant à compter du 1^{er} janvier 2023. IFRS 17 représente un changement conceptuel majeur par rapport à IFRS 4. Son objectif est de fournir un modèle de valorisation plus économique qui permet de mieux refléter la rentabilité sous-jacente de l’activité d’assurance, tout en rendant plus comparable l’information financière au sein de l’industrie.

IFRS 17 s’applique aux contrats d’assurance émis, aux traités de réassurance et aux contrats d’investissement avec un élément de participation discrétionnaire, à condition que l’entité émette aussi des contrats d’assurance. Certaines composantes doivent être séparées du contrat d’assurance, il s’agit (i) des dérivés incorporés, dans la mesure où ils remplissent certains critères, (ii) des composantes d’investissement distinctes et (iii) des obligations de performance distinctes, telle que l’obligation de fournir un service ou un produit non-assurance. Ces composantes doivent être comptabilisées séparément selon les normes appropriées.

La norme définit le niveau de regroupement des contrats à utiliser pour évaluer les passifs des contrats d’assurance et leur profitabilité. La première étape consiste à identifier les portefeuilles de contrats d’assurance, c’est à dire des contrats soumis à des risques similaires et gérés ensemble. Ensuite, chaque portefeuille est divisé en trois groupes :

- les contrats déficitaires dès leur comptabilisation initiale ;
- les contrats qui n’ont pas, lors de leur comptabilisation initiale, de possibilité significative de devenir déficitaire ;
- et les autres contrats du portefeuille.

Par ailleurs, la norme telle que publiée par l’IASB introduit le principe de « cohortes annuelles » interdisant d’inclure dans le même groupe les contrats émis à plus d’un an d’intervalle. Néanmoins, la norme telle qu’adoptée par l’Union Européenne (Règlement (UE) 2021/2036 de la Commission du 19 novembre 2021) prévoit une exception optionnelle de l’application de cette règle pour les contrats suivants :

- les groupes de contrats d’assurance avec éléments de participation directe et les groupes de contrats d’investissement avec éléments de participation discrétionnaire dont les flux de trésorerie ont une incidence sur les flux de trésorerie destinés aux assurés d’autres contrats, ou subissent l’incidence de tels flux;
- les groupes de contrats d’assurance qui sont gérés sur plusieurs générations de contrats et remplissant certaines conditions et pour lesquels l’application de l’ajustement égalisateur (« *matching adjustment* ») a reçu l’accord des autorités de contrôle.

Cette exception sera réexaminée avant la fin de l’année 2027, sur la base des résultats de la revue, par l’IASB, de la mise en œuvre d’IFRS 17.

AXA envisage d’appliquer cette exception aux groupes de contrats éligibles à cette exception européenne.

Sous IFRS17, les contrats doivent être évalués par défaut selon un modèle d’évaluation en valeur courante où le modèle général s’appuie sur une approche dite des « *building blocks* » (*Building Blocks Approach*, ou BBA) comprenant :



- les flux de trésorerie d'exécution, soit :
 - les estimations des flux de trésorerie futurs pondérés par leur probabilité de réalisation ;
 - un ajustement pour refléter la valeur temps de l'argent (c'est-à-dire en actualisant ces flux de trésorerie futurs) et les risques financiers associés aux flux de trésorerie futurs ;
 - un ajustement pour le risque non financier ;
- la marge de service contractuelle (*Contractual Service Margin*, ou CSM).

La valorisation de l'ajustement pour le risque non financier doit refléter la rémunération requise par AXA pour la prise en charge de l'incertitude entourant le montant et l'échéancier des flux de trésorerie qui est engendrée par le risque non financier lorsque le Groupe exécute des contrats d'assurance.

L'ajustement pour risque non financier est déterminé en utilisant une approche de type valeur à risque qui reflète le niveau de confiance retenu par rapport aux facteurs de risque associés aux provisions techniques. La valeur à risque est la perte maximale au sein d'un niveau de confiance donné. La mise en œuvre de cette approche varie légèrement selon qu'il s'agisse de l'activité Vie et Epargne ou de l'assurance Dommages. En Vie et Epargne, les groupes de contrats sont d'abord testés en simulant des chocs pour chaque facteur de risque pris isolément, jusqu'à ce que le niveau de confiance retenu soit atteint, afin d'évaluer la variation de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs. Ensuite, les effets de diversification propres au portefeuille de la compagnie sont pris en compte à travers l'intégration de la corrélation entre les facteurs de risque. Pour les passifs relatifs aux sinistres survenus en assurance Dommages, la valeur à risque est déterminée par un calcul direct reflétant le niveau de confiance retenu et appliqué sur la distribution complète des probabilités des passifs concernés. Au stade final, un effet de diversification cross-compagnies est intégré afin de prendre en compte le fait que le même risque ne peut pas impacter toutes les entités du Groupe simultanément.

Pour déterminer le taux d'actualisation, AXA envisage d'appliquer l'approche ascendante (ou « *bottom-up* »). IFRS 17 impose l'utilisation de courbes de taux d'actualisation cohérentes avec les taux d'intérêt observés sur les marchés et tenant compte de l'illiquidité inhérente aux passifs d'assurance. La méthodologie consiste à utiliser une courbe de taux sans risque de base, fondée sur des swaps pour la majeure partie des devises et sur les taux des obligations d'Etat pour le autres, ajustée d'une prime de liquidité afin de tenir compte de la rémunération de l'illiquidité observée sur les instruments financiers cotés jusqu'au « *Last Liquid Point* » (LLP) qui désigne la maturité la plus longue pour laquelle des titres de dette cotés sont disponibles en quantité suffisante. Un « *Ultimate Forward Rate* » (UFR) défini sur une base macro-économique comme la somme des valeurs moyennes historiques des taux d'intérêt réels et des taux cibles d'inflation définis par la banque centrale est également pris en compte. Les taux d'actualisation dans l'intervalle entre les maturités LLP et UFR sont obtenus par extrapolation.

L'introduction de la CSM est un changement majeur par rapport à IFRS 4. Cette marge de service contractuelle représente le bénéfice non acquis pour un groupe de contrats d'assurance, en d'autres termes la valeur future des bénéfices attribuable aux actionnaires. Elle sera présentée au passif de l'état consolidée de la situation financière séparément des flux de trésorerie d'exécution des contrats et sera comptabilisée dans l'état consolidé des produits et charges sur la période de couverture des contrats, au fur et à mesure que la compagnie fournira les services aux assurés dans le futur. Cette marge ne peut pas être négative, tout montant négatif des flux de trésorerie d'exécution en début de contrat est constaté immédiatement en résultat.

La valeur comptable d'un groupe de contrats d'assurance est réévaluée à la fin de chaque période ultérieure comme étant la somme :

- du passif relatif au reste de la période de couverture, comprenant les flux de trésorerie d'exécution liés aux services futurs et la marge de service contractuelle du groupe ;



- et du passif relatif aux sinistres survenus, dont l'évaluation correspond aux flux de trésorerie d'exécution liés aux services déjà rendus et alloués à ce groupe de contrat à la même date.

Le modèle général, - que le Groupe prévoit d'appliquer aux contrats Prévoyance à déroulement long ainsi qu'aux contrats d'épargne du fonds général sans éléments de participation directe (peu nombreux) et aux contrats de réassurance acceptée à déroulement long, - requiert de procéder à un ajustement de la marge de service contractuelle à chaque clôture du fait des variations de flux de trésorerie générés par les changements dans les hypothèses techniques (mortalité, morbidité, longévité, rachats, frais, versements futurs...). Néanmoins, puisque la marge ne peut pas être négative, dans le cas où le montant négatif lié aux changements de flux de trésorerie s'avère être supérieur au montant de marge restante, l'excédent négatif est alors immédiatement reconnu en résultat. La marge est également capitalisée selon le taux figé à l'origine du contrat (c'est-à-dire le taux d'actualisation utilisé initialement pour calculer la valeur actualisée des flux futurs estimés). La marge de service contractuelle est par ailleurs reconnue en résultat selon des unités de couverture reflétant la quantité de service fourni et la durée de couverture attendue pour les contrats restants au sein du groupe de contrats.

Compte tenu de la diversité des contrats d'assurance, la détermination des unités de couverture nécessite de faire preuve de jugement en considérant à la fois le niveau de couverture défini dans le contrat (par exemple, le capital en cas de décès pour un contrat à terme fixe, le solde du compte de l'assuré ou une combinaison des garanties) et la durée attendue de couverture du contrat.

Outre le modèle général, la *Variable Fee Approach* (VFA) est le modèle obligatoire pour évaluer les contrats participatifs directs, sachant qu'un contrat est considéré comme tel s'il répond aux trois critères suivants :

- les clauses contractuelles précisent que l'assuré reçoit une participation sur la base d'un groupe d'éléments sous-jacents clairement identifié ;
- l'entité prévoit de payer à l'assuré un montant égal à une part significative de la juste valeur des éléments sous-jacents ;
- l'entité prévoit qu'une part significative de toute variation dans le montant à payer à l'assuré évolue en fonction des variations de juste valeur des éléments sous-jacents.

L'appréciation de l'éligibilité du contrat au modèle VFA sur la base de ces critères se fait à l'origine du contrat et n'est plus revue par la suite, sauf en cas de modification substantielle du contrat.

AXA s'attend à ce que le modèle VFA s'applique à une large portion des produits Vie et Epargne du Groupe (à la fois aux contrats du fonds général et aux contrats en unités de compte), ainsi qu'aux produits de Prévoyance ayant une composante épargne à déroulement long avec éléments de participation des assurés.

Pour ces contrats, la marge de service contractuelle est ajustée (i) des changements de commission variable (la part de l'entité dans les changements de valeur des éléments sous-jacents, ce qui correspond au revenu de l'assureur), (ii) de la valeur temps de l'argent et (iii) des effets des changements des risques financiers non liés aux éléments sous-jacents (telles que les options et garanties). Afin de reconnaître la CSM en résultat selon un rythme approprié et conforme à la définition des services liés à l'investissement, il est nécessaire que le ratio de dégagement de la CSM prenne en compte l'évolution attendue de la CSM et des unités de couverture en hypothèses « *real-word* ».

La comptabilité reflet (i.e. la reconnaissance de la participation des assurés dans les gains et pertes latents sur actifs financiers conformément aux dispositions d'IFRS 4 pour les contrats d'assurance et d'investissement avec participation discrétionnaire) ne s'appliquera donc plus sous IFRS 17.

En vertu de la nouvelle norme, la part des actionnaires dans les gains et pertes latents sur les actifs sous-jacents des contrats évalués en utilisant la VFA sera incorporée dans la CSM et non plus dans les capitaux propres, comme c'est le cas dans le cadre comptable actuel.



Une approche simplifiée basée sur l'allocation des primes (*Premium Allocation Approach*) est également autorisée pour l'évaluation du passif relatif à la période résiduelle de couverture, dans la mesure où cette évaluation n'est pas significativement différente de celle du modèle général ou que la période de couverture de chaque contrat au sein du même groupe est égale ou inférieure à un an. Avec ce modèle, le passif relatif à la période résiduelle de couverture correspond au montant de primes reçues initialement diminué des coûts d'acquisition et des montants déjà reconnus en résultat avant la date de clôture. Le modèle général reste applicable pour l'évaluation du passif relatif aux sinistres survenus. Pour le modèle PAA, les changements attendus par rapport à IFRS 4 sont limités et incluent principalement l'actualisation de l'ensemble des provisions techniques, l'identification des contrats déficitaires à un niveau plus granulaire et l'introduction de l'ajustement pour le risque non financier.

L'utilisation du modèle PAA est envisagée pour la majorité des produits Dommages d'AXA et, dans une moindre mesure, pour certains produits de Prévoyance.

En termes de présentation, les montants reconnus dans les états financiers établis sous IFRS 17 doivent être présentés séparément :

- un résultat de service d'assurance comprenant le revenu d'assurance (correspondant au service des contrats d'assurance rendu dans l'exercice, ce qui améliorera la comparabilité avec les revenus des autres activités) et les charges de service d'assurance (c'est-à-dire les sinistres survenus et les autres charges liées au service d'assurance rendu) ;
- un résultat financier d'assurance, pour lequel AXA envisage généralement d'appliquer l'option de ventiler les produits financiers ou charges financières d'assurance entre le résultat net et les autres éléments du résultat global afin de limiter la volatilité du résultat net.

Contrairement à IFRS 4, le revenu d'assurance sous IFRS 17 ne reflétera plus les primes émises au cours de la période, car ce revenu :

- exclura toute composante investissement qui représente la majeure partie des primes dans les activités Vie et Epargne, ainsi que Prévoyance avec une composante épargne ;
- et reflétera la fraction des primes acquise dans la période, via le mécanisme d'amortissement des FCF (les flux de trésorerie attendus sur la période, plus le dégagement correspondant à l'ajustement pour risque non financier), ainsi que de la marge de service contractuelle (correspondant à la fraction des bénéfices acquise sur la période).

S'agissant de la présentation de l'état consolidé de la situation financière, les autres changements par rapport à IFRS 4 concernent notamment :

- les actifs incorporels dont le montant va décroître du fait de la suppression des frais d'acquisition reportés et de la valeur des portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance acquis : ces actifs comptabilisés sous IFRS 4 représentent une partie des profits futurs et seront intégrés implicitement dans la marge de service contractuelle sous IFRS 17 ;
- créances et dettes nées d'opérations d'assurance qui ne seront plus présentées séparément des passifs d'assurance, ce qui entraînera une diminution des montants totaux des actifs et des passifs.

S'agissant des dispositions de transition d'IFRS 4 à IFRS 17, la nouvelle norme doit être appliquée de manière rétrospective sauf impossibilité, auquel cas deux options sont possibles :

- soit l'approche rétrospective modifiée : sur la base d'information raisonnable et justifiée, disponible sans coût ou effort excessif pour l'entité, certaines modifications des exigences peuvent être appliquées dans la mesure où leur application rétrospective complète n'est pas possible mais tout en gardant l'objectif d'atteindre le résultat le plus proche possible de celui de l'application rétrospective ;



- ou l'approche de la juste valeur : la marge de service contractuelle est alors déterminée comme étant la différence positive entre la juste valeur établie selon IFRS 13 et les flux de trésorerie d'exécution (toute différence négative serait reconnue en report à nouveau à la date de transition).

En pratique, pour de nombreux groupes de contrats, différents facteurs (par exemple, l'impossibilité de réaliser la modélisation depuis la date d'origine des contrats, l'absence de données historiques,...) peuvent rendre l'application rétrospective d'IFRS 17 impraticable. Pour ces groupes de contrats, AXA envisage d'appliquer à la transition soit l'approche rétrospective modifiée, soit l'approche de la juste valeur.

IFRS 9 – Instruments financiers

IFRS 9 - Instruments financiers, publiée le 24 juillet 2014, remplace IAS 39. La norme sera appliquée par AXA à partir de la même date qu'IFRS 17, soit au titre des exercices débutant à compter du 1er janvier 2023, comme expliqué ci-dessous.

IFRS 9 couvre les sujets suivants relatifs aux instruments financiers :

- classification et évaluation des actifs financiers : IFRS 9 retient une approche unique pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti, à la juste valeur avec les variations de juste valeur comptabilisées en capitaux propres ou à la juste valeur avec les variations de juste valeur en résultat :
 - Un actif financier est évalué au coût amorti si a) l'instrument est géré selon un modèle d'entreprise (business model) qui a pour objectif la détention des actifs dans le but de percevoir les flux de trésorerie prévus contractuellement, et si b) l'actif financier n'offre que des flux de trésorerie contractuels à des dates données, représentant le principal et les intérêts calculés sur ce principal ;
 - Lorsque à la fois, a) la détention de l'actif s'inscrit dans un modèle d'entreprise dont l'objectif est de percevoir les flux de trésorerie contractuels de l'actif ainsi que les flux provenant de la cession de celui-ci et b) les flux de trésorerie contractuels correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le solde du principal, alors l'actif financier est évalué à la juste valeur avec des variations de juste valeur comptabilisées en capitaux propres, les pertes et les gains réalisés étant recyclés en résultat au moment de la vente. Il est attendu que la plupart des instruments de dette détenus par AXA continueront d'être évalués à la juste valeur avec des variations de juste valeur comptabilisées en autres éléments du résultat global ;
 - Les actifs financiers qui sont détenus dans le cadre d'aucun de ces deux modèles économiques, ainsi que les actifs financiers dont les flux de trésorerie ne correspondent pas uniquement au remboursement du principal et des intérêts calculés sur ce principal sont évalués à la juste valeur par le résultat. De plus, lors de la comptabilisation initiale d'un actif financier, il existe une option de désignation de cet actif à la juste valeur avec les variations de juste valeur dans le compte de résultat, dans la mesure où cela élimine ou réduit significativement une inadéquation comptable. Sous IFRS 9, les parts des fonds d'investissement sont généralement valorisées à la juste valeur avec des variations de juste valeur comptabilisées dans le résultat (et non en capitaux propres comme c'est le cas sous IAS 39), dans la mesure où les flux de trésorerie de ces instruments ne correspondent pas uniquement au remboursement du principal et des intérêts calculés sur ce principal ;
 - Pour les actions qui ne sont pas détenues à des fins de transaction, il est également possible de décider de manière irrévocable de comptabiliser toutes les variations de juste valeur de ces



instruments (y compris les gains et les pertes réalisés) en capitaux propres. Les dividendes reçus au titre de ces instruments sont, en revanche, comptabilisés en résultat. AXA envisage d'appliquer cette option à la majorité des instruments de capitaux propres détenus dans le but d'éviter la volatilité importante du résultat net que génèrerait autrement cette classe d'actifs sous IFRS 17, comparé au régime comptable actuel sous IAS 39 ;

- classification et évaluation des passifs financiers : pour les passifs financiers désignés à la juste valeur avec les variations de juste valeur dans le compte de résultat, la part de la variation relative aux changements du risque de crédit de ce passif financier est toutefois comptabilisée dans les autres éléments des produits et charges reconnus sur la période, à moins que ce traitement crée ou accentue une inadéquation comptable dans le compte de résultat ;
- modèle de dépréciation : le modèle de dépréciation selon IFRS 9 est fondé sur les pertes attendues plutôt que sur les pertes subies comme dans IAS 39. Selon l'approche IFRS 9, il n'est plus nécessaire qu'un événement survienne pour reconnaître la perte de crédit. À la place, l'entité comptabilise systématiquement les pertes de crédit attendues ainsi que leurs variations. Le montant de ces pertes de crédit attendues est réévalué à chaque clôture pour tenir compte des variations de risque de crédit depuis la comptabilisation initiale ;
- comptabilité de couverture : AXA a l'intention d'appliquer les dispositions d'IFRS 9 en matière de comptabilité de couverture reflétant davantage la gestion des risques. Le nouveau modèle général de comptabilité de couverture repose sur une approche basée sur des principes. Les amendements s'appliquent à toute la comptabilité de couverture à l'exception des portefeuilles de couverture de la juste valeur du risque de taux d'intérêt (communément appelés « macro-couverture de juste valeur »). Pour ces portefeuilles, AXA continuera d'appliquer les règles de comptabilité de couverture encore en vigueur d'IAS 39, comme le prévoit l'exception établie par l'IASB, celui-ci revoyant actuellement les principes de la comptabilité de macro-couverture dans le cadre d'un projet séparé.

La date d'application d'IFRS 9, telle que publiée, était le 1^{er} janvier 2018.

Cependant, les amendements à IFRS 4 Contrats d'assurance « Appliquer la norme IFRS 9 Instruments financiers avec IFRS 4 Contrats d'assurance » publiés le 12 septembre 2016 et « Prolongation de l'exemption temporaire de l'application d'IFRS 9 » publié le 25 juin 2020, adoptés par l'Union Européenne, ont modifié la norme actuelle IFRS 4 en permettant aux entités qui émettent des contrats d'assurance entrant dans le champ d'IFRS 4 d'atténuer certains effets qui seraient induits par l'application d'IFRS 9 avant que la nouvelle norme de l'IASB sur les contrats d'assurance, IFRS 17, ne soit adoptée. Les amendements introduisent deux options alternatives :

- (i) appliquer une exemption temporaire d'application d'IFRS 9 jusqu'à la date d'application d'IFRS 17 mais au plus tard jusqu'aux périodes annuelles débutant à compter du 1^{er} janvier 2023 suite au report de l'entrée en vigueur de la norme IFRS 17 à la même date. Pendant cette période de différé, des annexes supplémentaires sur les actifs financiers sont requises. Cette option n'est autorisée que pour les sociétés dont l'activité prépondérante est l'assurance et qui n'ont pas appliqué IFRS 9 auparavant ;
- (ii) ou adopter IFRS 9 mais, pour certains actifs financiers, retraiter du résultat les effets des inadéquations comptables qui pourraient apparaître avant l'application d'IFRS 17. Pendant la période intérimaire, des annexes supplémentaires sont requises.

Le Groupe, éligible à l'exemption temporaire prévue par l'option (i), a décidé de différer l'application d'IFRS 9 jusqu'à ce qu'IFRS 17 soit applicable, comme indiqué ci-dessus. Les annexes sur les actifs financiers requises pendant cette période de différé, sont incluses dans les états financiers consolidés annuels du Groupe.

Par ailleurs, plusieurs amendements à la norme IFRS 9 sont venus modifier la norme depuis sa publication. Ces amendements, adoptés par l'Union Européenne, concernent :



- les clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative : ces amendements, publiés le 12 octobre 2017, ont modifié IFRS 9 sur la classification des actifs financiers avec une clause de remboursement anticipé dont l'exercice peut entraîner une compensation négative ;
- les frais à inclure dans le « test de 10% » utilisé pour déterminer si un passif financier doit être décomptabilisé : cet amendement, publié le 14 mai 2020 et faisant partie du Cycle 2018-2020 d'amélioration des normes IFRS, précise les frais qu'une entité doit prendre en compte pour déterminer si les termes d'un passif financier échangé ou modifié ont été modifiés de manière substantielle comparé au passif financier d'origine.

Le 9 décembre 2021 l'IASB a publié un amendement à IFRS 17 « Première application d'IFRS 17 et d'IFRS 9— Informations Comparatives ». L'amendement, en attente d'adoption par l'Union Européenne, améliore les dispositions relatives à l'information comparative qui doit être publiée lors de la première application des deux Normes. Il autorise les entités appliquant pour la première fois simultanément IFRS 17 et IFRS 9 à présenter les informations comparatives sur un actif financier comme si les règles de classification et d'évaluation d'IFRS 9 s'appliquaient déjà auparavant à cet actif financier. AXA a l'intention de présenter l'information comparative lors de la première application d'IFRS 9 et d'utiliser « l'approche par superposition » autorisée par cet amendement pour tous les actifs financiers éligibles, y compris les dispositions d'IFRS 9 en matière de dépréciation.

L'état d'avancement des projets IFRS 17 et IFRS 9

La date d'entrée en vigueur d'IFRS 17 et d'IFRS 9 étant désormais définitivement fixée au 1^{er} janvier 2023, le processus de mise en œuvre est maintenant centré sur l'évaluation des impacts à la date de transition (1^{er} janvier 2022) et ensuite l'établissement de l'information comparative. Afin d'appliquer les nouvelles normes dans ses Etats Financiers consolidés, AXA a mis en œuvre un projet global comprenant les volets IFRS 9 et IFRS 17, lancés respectivement en 2016 et en 2018. Ce projet mobilise à la fois les fonctions centrales et toutes les entités incluses dans le périmètre de consolidation du Groupe et couvre de nombreux aspects incluant la méthodologie, la modélisation, les systèmes d'information, la comptabilité et le reporting, la gestion des risques, le contrôle interne... Cela a nécessité l'adaptation des outils existant, ainsi que la création de nouveaux outils dédiés ; ces outils sont déjà opérationnels à la date de publication de ces Etats Financiers consolidés semestriels et seront utilisés prochainement dans le cadre d'un prochain exercice global de mise en application.

L'appréciation des impacts sur les États Financiers consolidés du Groupe est toujours en cours. Même si le processus est bien avancé à la date de publication des Etats Financiers consolidés semestriels, ces impacts ne peuvent pas encore faire l'objet d'une estimation quantitative fiable.

PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS requiert l'utilisation de certaines estimations et hypothèses. Ainsi, la charge semestrielle d'impôt sur les résultats est calculée sur la base de la meilleure estimation du taux d'imposition annuel attendu sur l'ensemble de l'exercice. Lors de la préparation des États Financiers consolidés semestriels, les jugements significatifs émis par la direction dans l'application des principes comptables Groupe et les principales sources d'incertitude liées à des estimations sont les mêmes que ceux qui avaient concerné les États Financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Comme préconisé par la norme IAS 1, les actifs et passifs sont classés dans l'état consolidé de la situation financière globalement sur la base d'un ordre croissant de liquidité, ce qui est plus pertinent pour les institutions financières que la classification entre éléments courants et non courants. Comme dans la plupart des compagnies d'assurance, les dépenses sont classées par fonction dans le compte de résultat.



Tous les montants de l'état consolidé de la situation financière, du compte de résultat consolidé, du tableau consolidé des flux de trésorerie, de l'état des produits et des charges reconnus sur la période, l'état des variations des capitaux propres de la période et des annexes sont exprimés en millions d'euros.

COMPTABILITE D'HYPERINFLATION

Au 30 juin, 2022, l'indice des prix à la consommation (IPC) de la Turquie a augmenté de 42,4% par rapport au 31 décembre 2021; en 2021, cet indice avait affiché une hausse de 36,0%. Au total, le taux cumulé d'inflation sur trois ans dépasse 100% à la fin de juin 2022 pour atteindre 136,4%, l'économie Turquie est donc considérée comme étant une économie hyperinflationniste selon les critères fixés dans la norme IAS 29 « Information financière dans les économies hyperinflationnistes » pour les exercices se terminant à compter du 30 juin 2022, celui-ci également inclus.

IAS 29 requiert de retraiter les états financiers des entités opérant dans une économie hyperinflationniste de sorte que ces états financiers reflètent l'évolution du pouvoir d'achat de leur devise de fonctionnement. Ainsi, les actifs et passifs des filiales Turques, qui n'étaient pas exprimés dans l'unité de mesure en vigueur à la date de clôture, sont retraités en appliquant l'indice général des prix à la consommation. Dans l'état consolidé de la situation financière à la date de reporting, ces effets de retraitement sont inclus dans les autres éléments du résultat global, avec les écarts de conversion, dans la mesure où les variations de l'IPC de la Turquie sont corrélées avec celles du taux de change Livre Turque / Euro.

Les effets de l'inflation sur les actifs et passifs enregistrés sur la période de reporting sont intégrés dans le résultat consolidé de la période, en tant que perte sur la situation monétaire nette. Les gains et pertes sur la situation monétaire nette sur les exercices antérieurs sont accumulés dans les réserves.

La présentation de l'état consolidé de résultat de la période n'est pas retraitée afin de tenir compte des effets de l'hyperinflation, dans la mesure où ces effets ne sont pas matériels.

Conformément à IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères », les états financiers des filiales Turques, y compris leurs comptes de résultat, sont convertis en Euros au cours de clôture afin d'être intégrés dans les Etats Financiers Consolidés du Groupe, et l'information comparative n'est pas retraitée.



NOTE 2 PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

2.1 SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

2.1.1 Liste des principales sociétés consolidées par intégration globale

Variation de périmètre	30 juin 2022		31 décembre 2021	
	Pourcentage de droits de vote	Pourcentage d'intérêts du Groupe	Pourcentage de droits de vote	Pourcentage d'intérêts du Groupe
Société mère et holdings intermédiaires				
AXA	Mère		Mère	
CFP Management	100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Group Operations SAS	100,00	100,00	100,00	100,00
Société Beaujon	100,00	100,00	100,00	100,00
AXA China	100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Asia	100,00	100,00	100,00	100,00
France				
AXA France IARD	99,92	99,92	99,92	99,92
AXA France Vie	99,77	99,77	99,77	99,77
AXA Protection Juridique	98,52	98,44	98,52	98,44
Avanssur	100,00	99,81	100,00	99,81
AXA France Participations	100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Banque	100,00	99,89	100,00	99,89
AXA Banque Financement	65,00	64,93	65,00	64,93
Europe				
Allemagne				
AXA Versicherung AG	100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Lebensversicherung AG	100,00	100,00	100,00	100,00
Deutsche Ärzteversicherung	100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Krankenversicherung AG	100,00	100,00	100,00	100,00
Kölnische Verwaltungs AG für Versicherungswerte	100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Konzern AG	100,00	100,00	100,00	100,00
Roland Rechtsschutz-Versicherungs-AG	60,00	60,00	60,00	60,00
Royaume-Uni et Irlande				
Guardian Royal Exchange Plc	100,00	100,00	100,00	100,00
AXA UK Plc	100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Insurance UK Plc	100,00	100,00	100,00	100,00
AXA PPP Healthcare Limited	100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Insurance Limited	100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Life Europe dac	100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne				
AXA Seguros Generales, S.A.	99,93	99,93	99,92	99,92
AXA Aurora Vida, S.A. de Seguros	99,86	99,86	99,84	99,84
Suisse				
AXA Leben AG	100,00	100,00	100,00	100,00
AXA-ARAG Rechtsschutz AG	66,67	66,67	66,67	66,67
AXA Versicherungen AG	100,00	100,00	100,00	100,00
Italie				
AXA Assicurazioni e Investimenti	100,00	100,00	100,00	100,00
	50,00		50,00	
AXA MPS Vita	+ 1 droit de vote	50,00	+ 1 droit de vote	50,00
	50,00		50,00	
AXA MPS Danni	+ 1 droit de vote	50,00	+ 1 droit de vote	50,00
	50,00		50,00	
AXA MPS Financial	100,00	50,00	100,00	50,00
Belgique				
AXA Belgium SA	100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Holdings Belgium	100,00	100,00	100,00	100,00
Yuzzu SA	100,00	100,00	100,00	100,00
Asie				
National Mutual International Pty Ltd.	100,00	100,00	100,00	100,00
Japon				
AXA Holdings Japan	98,70	98,70	98,70	98,70
AXA Life Insurance	100,00	98,70	100,00	98,70
AXA General Insurance Co. Ltd.	100,00	98,70	100,00	98,70
AXA Direct Life Insurance Co. Ltd.	100,00	98,70	100,00	98,70

Hong Kong					
AXA China Region Limited		100,00	100,00	100,00	100,00
AXA General Insurance Hong Kong Ltd.		100,00	100,00	100,00	100,00
Chine					
AXA Tianping		100,00	100,00	100,00	100,00
Indonésie					
MLC Indonesia		100,00	100,00	100,00	100,00
Thaïlande					
AXA Insurance Public Company Limited		99,47	86,35	99,47	99,47
Corée du Sud					
AXA General Insurance Co. Ltd.		99,71	99,71	99,71	99,71
AXA XL					
AXA XL (sous-groupe) ^(a)		100,00	100,00	100,00	100,00
International					
AXA Mediterranean Holding SA		100,00	100,00	100,00	100,00
Colombie					
AXA Colpatría Seguros		51,00	51,00	51,00	51,00
AXA Colpatría Seguros de vida		51,00	51,00	51,00	51,00
Maroc					
AXA Assurance Maroc		100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Al Amane Assurance		100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Holding Maroc S.A.		100,00	100,00	100,00	100,00
Turquie					
AXA Hayat ve Emeklilik A.S.		100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Sigorta AS		92,61	92,61	92,61	92,61
AXA Turkey Holding W.L.L		100,00	100,00	100,00	100,00
Mexique					
AXA Seguros S.A. de C.V.		100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Salud, S.A. de C.V.		80,00	80,00	80,00	80,00
Luxembourg					
AXA Assurances Luxembourg		100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Assurances Vie Luxembourg		100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Luxembourg SA		100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour					
AXA Financial Services Singapore pte Ltd.		100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Life Insurance Singapore	Vente	-	-	100,00	100,00
AXA Insurance Singapore	Vente	-	-	100,00	100,00
Malaisie					
AXA Affin General Insurance Berhad		49,99	49,99	49,99	49,99
Inde					
AXA India Holding		100,00	100,00	100,00	100,00
Inde					
AXA Mansard Insurance Plc (Nigéria)	De mise en équivalence à consolidation globale	76,48	76,48	76,48	76,48
Autre					
AXA Investment Managers (sous-groupe)		97,52	97,51	97,55	97,54
AXA Global Re	Fusion avec AXA SA	-	-	100,00	100,00
AXA Assistance SA (sous-groupe)		100,00	100,00	100,00	100,00
Colisée Ré		100,00	100,00	100,00	100,00
Architas, Ltd.		100,00	100,00	100,00	100,00

(a) AXA XL opère principalement aux États-Unis, au Royaume-Uni, en France, en Allemagne, en Australie, en Suisse, aux Pays-Bas, en Italie, en Espagne, aux Bermudes et au Canada.

FONDS D'INVESTISSEMENT ET SOCIÉTÉS IMMOBILIÈRES CONSOLIDÉS

Dans la plupart des fonds d'investissement (notamment les fonds d'investissement à capital variable), les intérêts minoritaires sont présentés au passif dans l'agrégat « Intérêts minoritaires des fonds consolidés ». Au 30 juin 2022, le montant des intérêts minoritaires des fonds comptabilisés dans ce poste s'élève à 5 783 millions d'euros (7 750 millions d'euros au 31 décembre 2021). Les intérêts minoritaires des fonds d'investissements consolidés et des sociétés immobilières enregistrés dans les capitaux propres s'élèvent à 2 248 millions d'euros au 30 juin 2022 (2 323 millions d'euros au 31 décembre 2021).

2.1.2 Principales sociétés consolidées par mise en équivalence

La liste des sociétés consolidées par mise en équivalence présentée ci-dessous n'intègre pas les fonds d'investissement et les sociétés immobilières :

Variation de périmètre	30 juin 2022		31 décembre 2021	
	Pourcentage de droits de vote	Pourcentage d'intérêts du Groupe	Pourcentage de droits de vote	Pourcentage d'intérêts du Groupe
France				
Neufize Vie	39,98	39,98	39,98	39,98
Asie				
Philippines AXA Life Insurance Corporation	45,00	45,00	45,00	45,00
Krungthai AXA Life Insurance Company Ltd. (Thaïlande)	50,00	50,00	50,00	50,00
ICBC-AXA Life Insurance Co., Ltd. (Chine)	27,50	27,50	27,50	27,50
PT AXA Mandiri Financial Services (Indonésie)	49,00	49,00	49,00	49,00
International				
Reso Garantia (Russie)	38,61	38,61	38,61	38,61
Bharti AXA Life (Inde)	49,00	49,00	49,00	49,00
Autre				
Kyobo AXA Investment Managers Company Limited (Corée du Sud)	50,00	48,75	50,00	48,77
AXA SPDB Investment Managers Company limited (Chine)	39,00	38,03	39,00	38,04

NOTE 3 COMPTE DE RÉSULTAT SECTORIEL

Le Directeur Général d'AXA, agissant en qualité de principal décideur opérationnel, est membre du Conseil d'Administration. Il est assisté par un Comité de Direction dans le pilotage de la gestion opérationnelle du Groupe et par un comité exécutif, appelé le Comité *Partners*, dans l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie du Groupe. L'information financière relative aux activités des segments d'AXA et celle des sociétés Holdings reportée deux fois par an au Conseil d'Administration est cohérente avec la présentation des États Financiers consolidés.

Les résultats des activités opérationnelles et non opérationnelles sont présentés sur la base de six segments : France, Europe, Asie, AXA XL, International, Entités transversales et Holdings centrales.

Au 30 juin 2022, les Directeurs Généraux supervisant les principaux *hubs* (respectivement le Directeur Général d'AXA France, le Directeur Général d'AXA en Europe et en Amérique latine, le Directeur Général d'AXA en Asie et en Afrique, le Directeur Général d'AXA XL et le Directeur Général d'AXA Investment Managers) sont membres du Comité de Direction.

Les principales entités transversales et les Holdings centrales sont gérées parallèlement à ces *hubs*.

France : le marché France comprend les activités Vie, Épargne, Retraite et Dommages, AXA Banque France et les holdings françaises.

Europe : le marché Europe comprend les activités Vie, Épargne, Retraite et Dommages en Suisse, en Allemagne, en Belgique, en Espagne et en Italie ainsi que les activités Dommages au Royaume-Uni et en Irlande. Les holdings de ces pays sont également incluses dans ce marché.

Asie : le marché Asie comprend les activités Vie, Épargne, Retraite et Dommages au Japon, à Hong Kong et en Asie *High Potentials* (Indonésie, Philippines, Thaïlande et Chine), ainsi que les activités Dommages en Corée du Sud. La holding au Japon et les autres holdings asiatiques sont également incluses.

AXA XL : le marché AXA XL comprend principalement les activités Dommages du Groupe XL, exerçant son activité principalement aux États-Unis, au Royaume-Uni, en France, en Allemagne, en Australie, en Suisse, aux Pays-Bas, en Italie, en Espagne, aux Bermudes et au Canada. Les holdings sont également incluses.

International : le marché International comprend les activités Vie, Épargne, Retraite et Dommages dans 9 pays en Europe, au Moyen-orient, en Afrique, en Amérique Latine, à Singapour (jusqu'à sa vente le 11 février 2022), en Malaisie et Indie Vie, Épargne, Retraite. Les holdings de ces pays sont également incluses ainsi qu'AXA Banque Belgique jusqu'à sa vente le 31 décembre 2021.

Entités transversales et Holdings centrales : comprend les entités transversales, à savoir AXA Investment Managers, AXA Assistance, AXA Liabilities Managers, AXA Global Re jusqu'à sa fusion avec AXA SA le 30 juin 2022, AXA Life Europe, Architas ainsi que AXA SA et les autres Holdings centrales.

Les éliminations intersegments comprennent uniquement les opérations entre des entités de différents pays et de différentes activités. Elles concernent principalement des traités de réassurance, des rechargements liés aux garanties d'assistance, des frais de gestion d'actifs, et des intérêts de prêts internes.

La dénomination « Assurance » dans le présent document regroupe les trois activités d'assurance : « Vie, Épargne, Retraite », « Dommages » et « Santé ».

3.1 COMPTE DE RESULTAT SECTORIEL CONSOLIDE

(En millions d'euros)	30 juin 2022								
	France	Europe	Asie	AXA XL	International	Entités transversales et Holdings centrales	Éliminations inter-segments	Total	dont Assurance ^(a)
Primes émises	14 903	19 201	5 667	10 719	2 670	894	(471)	53 583	53 583
Prélèvements sur contrats d'investissement sans participation discrétionnaire	0	76	28	-	-	-	-	104	104
Chiffre d'affaires des activités d'assurance	14 904	19 277	5 695	10 719	2 670	894	(471)	53 687	53 687
Produit net bancaire	233	-	-	-	-	-	3	236	-
Produits des autres activités	3	163	-	38	14	1 189	(189)	1 218	428
Chiffre d'affaires	15 140	19 440	5 695	10 757	2 684	2 083	(657)	55 141	54 115
Variation des primes non acquises, chargelements et prélèvements non acquis	(538)	(2 830)	81	(1 313)	(347)	(67)	105	(4 908)	(4 908)
Produits nets des placements ^(b)	2 031	2 465	762	516	277	193	(17)	6 227	5 673
Plus et moins-values nettes réalisées sur placements à la juste valeur par capitaux propres et au coût (amorti)	548	554	22	(25)	(6)	5	-	1 098	1 106
Plus ou moins values réalisées et variation de la juste valeur des placements à la juste valeur comptabilisée par résultat ^(c)	(7 017)	(1 498)	(388)	5	17	(1 331)	1	(10 212)	(10 198)
dont la variation de juste valeur des placements dont le risque financier est supporté par l'assuré	(6 134)	(1 634)	(1 105)	-	(24)	(412)	(1)	(9 311)	(9 311)
Variation des provisions sur placements	(182)	(416)	(134)	(19)	(3)	(5)	-	(759)	(736)
Résultat financier hors coût de l'endettement net	(4 619)	1 105	262	477	285	(1 138)	(17)	(3 645)	(4 156)
Charges techniques des activités d'assurance	(5 931)	(11 710)	(4 089)	(6 721)	(1 691)	576	196	(29 372)	(29 372)
Résultat net des cessions en réassurance	(255)	(97)	31	(143)	(105)	3	144	(424)	(424)
Charges d'exploitation bancaire	(10)	-	-	-	-	-	-	(10)	-
Frais d'acquisition des contrats	(1 251)	(2 186)	(820)	(1 352)	(413)	(311)	44	(6 290)	(6 290)
Amortissement de la valeur des portefeuilles acquis	-	(12)	(17)	-	(1)	-	-	(30)	(30)
Frais d'administration	(1 140)	(1 287)	(329)	(891)	(199)	(1 459)	298	(5 006)	(3 754)
Variation des provisions sur immobilisations corporelles	(1)	0	-	-	-	0	-	(0)	(0)
Variation des provisions sur écarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles	-	(19)	(18)	(25)	(4)	(1)	-	(66)	(65)
Autres produits et charges ^{(d) (e)}	(23)	94	2	(2)	(10)	289	(200)	150	67
Autres produits et charges courants	(8 612)	(15 217)	(5 240)	(9 134)	(2 423)	(904)	482	(41 049)	(39 869)
Résultat des opérations courantes avant impôt	1 371	2 497	797	787	199	(25)	(87)	5 540	5 182
Quote-part de résultat (net de dépréciations) dans les entreprises mises en équivalence	3	0	22	-	(151)	13	-	(112)	(125)
Charges liées aux dettes de financement	(2)	(3)	(4)	(53)	(6)	(166)	87	(147)	(18)
Résultat net des opérations courantes avant impôt	1 373	2 494	816	734	42	(178)	(0)	5 281	5 040
Impôt sur le résultat	(281)	(513)	(159)	(137)	(53)	71	-	(1 073)	(703)
Résultat net consolidé après impôt	1 091	1 981	657	597	(11)	(107)	(0)	4 207	4 336
Se répartissant entre :									
Résultat net consolidé - Part du Groupe	1 090	1 927	651	590	(36)	(113)	(0)	4 108	4 243
Résultat net consolidé - Part des Intérêts minoritaires	2	54	5	7	25	6	(0)	99	93

(a) Assurance couvre les trois activités d'assurance : Vie, Épargne, Retraite, Dommages et Santé.

(b) Inclut les gains et/ou pertes des dérivés couvrant des produits d'épargne en unités de compte («Variable Annuities») pour l'activité Vie, Épargne, Retraite.

(c) Inclut les gains et pertes réalisés et latents sur opérations de change sur placements au coût amorti et à la juste valeur par capitaux propres.

(d) Inclut l'effet du processus de cession du portefeuille d'épargne adossé à l'actif général en Belgique (voir Note 4).

(e) Inclut l'effet de l'application de la norme IAS 29 sur l'hyperinflation en Turquie pour -20 millions d'euros dont -19 millions d'euros en part du groupe (voir Note 1).

(En millions d'euros)	30 juin 2021 retraité						Entités transversales et Holdings centrales ^(a)	Éliminations inter- segments	Total	dont Assurance ^{(a)/(b)}
	France ^(a)	Europe	Asie	AXA XL	International					
Primes émises	14 274	18 770	5 561	10 502	3 036	721	(491)	52 373	52 373	
Prélèvements sur contrats d'investissement sans participation discrétionnaire	0	67	19	-	8	-	-	95	95	
Chiffre d'affaires des activités d'assurance	14 274	18 837	5 581	10 502	3 044	721	(491)	52 468	52 468	
Produit net bancaire	105	-	-	-	177	-	(8)	274	-	
Produits des autres activités	3	152	-	41	1	1 120	(194)	1 123	411	
Chiffre d'affaires	14 382	18 989	5 581	10 544	3 222	1 841	(693)	53 865	52 879	
Variation des primes non acquises, chargements et prélèvements non acquis	(502)	(2 608)	59	(1 588)	(367)	(53)	122	(4 937)	(4 937)	
Produits nets des placements ^(d)	2 076	2 354	1 060	462	231	(35)	(43)	6 105	5 613	
Plus et moins-values nettes réalisées sur placements à la juste valeur par capitaux propres et au coût (amorti)	527	472	342	171	26	42	-	1 579	1 526	
Plus ou moins values réalisées et variation de la juste valeur des placements à la juste valeur comptabilisée par résultat ^(d)	2 901	766	923	32	115	(173)	(5)	4 559	4 578	
dont la variation de juste valeur des placements dont le risque financier est supporté par l'assuré	3 160	708	932	-	158	248	(1)	5 205	5 205	
Variation des provisions sur placements	(24)	(66)	(42)	(4)	(2)	(4)	-	(141)	(136)	
Résultat financier hors coût de l'endettement net	5 480	3 526	2 283	662	369	(170)	(48)	12 102	11 581	
Charges techniques des activités d'assurance	(16 047)	(14 282)	(5 898)	(5 722)	(1 896)	(219)	404	(43 660)	(43 660)	
Résultat net des cessions en réassurance	185	(155)	(91)	(657)	(150)	(76)	(55)	(999)	(999)	
Charges d'exploitation bancaire	(9)	-	-	-	(22)	-	-	(32)	-	
Frais d'acquisition des contrats	(1 156)	(2 059)	(742)	(1 391)	(489)	(235)	52	(6 020)	(6 020)	
Amortissement de la valeur des portefeuilles acquis	-	(6)	(15)	-	(1)	-	-	(21)	(21)	
Frais d'administration	(1 128)	(1 314)	(324)	(837)	(329)	(1 434)	348	(5 017)	(3 710)	
Variation des provisions sur immobilisations corporelles	0	(0)	-	-	-	-	-	(0)	(0)	
Variation des provisions sur écarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles	-	(20)	(16)	(22)	(8)	(1)	-	(66)	(66)	
Autres produits et charges ^(e)	(1)	(6)	(31)	(3)	(21)	400	(242)	96	(47)	
Autres produits et charges courants	(18 156)	(17 842)	(7 117)	(8 630)	(2 917)	(1 564)	506	(55 719)	(54 524)	
Résultat des opérations courantes avant impôt	1 203	2 065	806	987	307	54	(112)	5 310	4 998	
Quote-part de résultat (net de dépréciations) dans les entreprises mises en équivalence	3	(0)	61	-	(32)	11	-	44	32	
Charges liées aux dettes de financement	(1)	(7)	(3)	(77)	(5)	(264)	112	(244)	(38)	
Résultat net des opérations courantes avant impôt	1 206	2 058	864	910	270	(198)	(0)	5 110	4 992	
Impôt sur le résultat	(226)	(419)	(178)	(138)	(81)	63	(0)	(993)	(718)	
Résultat net consolidé après impôt	980	1 639	686	772	189	(148)	-	4 117	4 275	
Se répartissant entre :										
Résultat net consolidé - Part du Groupe	978	1 596	680	745	150	(154)	(0)	3 996	4 160	
Résultat net consolidé - Part des Intérêts minoritaires	2	42	6	27	39	6	0	121	115	

(a) Reclassement des activités d'Architas (précédemment reportées au sein de la France) vers les Entités transversales et Holdings centrales.

(b) Assurance couvre trois activités d'assurance : Vie, Épargne, Retraite, Dommages et Santé.

(c) Inclut les gains et/ou pertes des dérivés couvrant des produits d'épargne en unités de compte (« Variable Annuities ») pour l'activité Vie, Épargne, Retraite.

(d) Inclut les gains et pertes réalisés et latents sur opérations de change sur placements au coût amorti et à la juste valeur par capitaux propres.

(e) Inclut les pertes liées aux processus de cession des activités de la région du Golfe et de la Malaisie.

NOTE 4 TRANSACTION DES ENTITÉS CONSOLIDÉES

4.1 VENTE DES ACTIVITES A SINGAPOUR

Le 11 février 2022, AXA a finalisé la session de ses activités à Singapour à HSBC pour un montant total en numéraire de 463 millions d'euros.

Le résultat net de la cession correspond à une perte de 5 millions d'euros, telle que détaillée dans le tableau ci-dessous :

<i>(En millions d'euros)</i>	
Prix de vente net	463
Valeur nette comptable cédée	468
RÉSULTAT NET EN 2022	(5)
<i>dont recyclage des produits et charges reconnus sur la période</i>	65

4.2 VENTE DES OPERATIONS EN MALAISIE

Le 22 juin 2021, AXA a conclu un accord avec Generali afin de céder ses activités d'assurance en Malaisie. Selon cet accord, AXA va céder ses opérations en Vie, Épargne et Dommages pour un montant total en numéraire de 140 millions d'euros⁽¹⁾.

La finalisation de la transaction est soumise aux conditions habituelles, notamment l'obtention des autorisations réglementaires, et devrait avoir lieu au deuxième semestre 2022. Compte tenu de ces circonstances, la classification en actifs et passifs destinés à la vente a été étendue au-delà d'un an.

Les principales classes d'actifs et de passifs présentées en actifs et passifs destinés à la vente sont les suivantes (les montants sont nets des opérations intragroupes avec les autres entités AXA) :

ACTIFS

<i>(En millions d'euros)</i>	30 juin 2022
Écarts d'acquisition	13
Autres immobilisations incorporelles	20
Placements des entreprises d'assurance	494
Part des réassureurs dans des passifs liés à des contrats d'assurance et d'investissement	90
Autres actifs	82
Trésorerie et équivalents de trésorerie	198
TOTAL DE L'ACTIF DESTINÉ À LA VENTE	897

⁽¹⁾ Inclut le remboursement d'une dette subordonnée de 8 millions d'euros, émise par Malaisie Dommages à AXA, en amont ou lors de la finalisation de la transaction.



PASSIFS

<i>(En millions d'euros)</i>	30 juin 2022
Dettes de financement	7
Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	492
Autres passifs	115
TOTAL DU PASSIF DESTINÉ À LA VENTE	614

Au 30 juin 2022, les autres produits et charges reconnus sur la période concernant les actifs financiers dans le périmètre de l'opération s'élèvent à - 8 millions d'euros (- 4 millions d'euros en part du Groupe).

La transaction devrait entraîner une perte de 66 millions d'euros déjà reconnus dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2021.

4.3 VENTE D'UN PORTEFEUILLE D'ÉPARGNE ADOSSE À L'ACTIF GÉNÉRAL EN BELGIQUE

Le 12 décembre, 2021, AXA a conclu un accord avec Monument Assurance Belgium sur la vente d'un portefeuille d'assurance vie en *run-off*.

La finalisation de la transaction est soumise aux conditions habituelles, notamment l'obtention des autorisations réglementaires, et devrait avoir lieu au cours du second semestre 2022.

Les principales classes d'actifs et de passifs présentées en actifs et passifs destinés à la vente sont les suivantes (les montants sont nets des opérations intra-groupes avec les autres entités AXA) :

ACTIFS

<i>(En millions d'euros)</i>	30 juin 2022
Placements des entreprises d'assurance	2 245
Trésorerie et équivalents de trésorerie	362
TOTAL DE L'ACTIF DESTINÉ À LA VENTE	2 608

PASSIFS

<i>(En millions d'euros)</i>	30 juin 2022
Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	2 607
Autres passifs	12
TOTAL DU PASSIF DESTINÉ À LA VENTE	2 619

Au 30 juin 2022, les autres produits et charges reconnus sur la période concernant les actifs financiers dans le périmètre de l'opération s'élèvent à 33 millions d'euros.

La transaction devrait entraîner une perte de 28 millions d'euros. Compte tenu que 98 millions d'euros avaient été provisionnés au 31 décembre 2021 et alloués aux placements des entreprises d'assurance, une provision de 70 millions d'euros a été relâchée au 30 juin 2022.



4.4 VENTE D'UN PORTEFEUILLE D'ÉPARGNE ADOSSE A L'ACTIF GENERAL EN ALLEMAGNE

Le 14 juillet 2022, AXA a conclu un accord avec Athora Deutschland GmbH (« Athora Allemagne »), un assureur agréé en Allemagne, relatif à la cession d'un portefeuille de contrats d'assurance vie et de retraite. Selon les termes de l'accord, AXA Allemagne va céder le portefeuille à Athora Allemagne, pour un montant de 660 millions d'euros.

La transaction est soumise aux conditions habituelles, notamment l'obtention des autorisations réglementaires, et devrait être conclue au second semestre 2023.

Les principales classes d'actifs et de passifs présentées en actifs et passifs destinés à la vente sont les suivantes (les montants sont nets des opérations intra-groupes avec les autres entités AXA) :

ACTIFS	30 juin 2022
<i>(En millions d'euros)</i>	
Intangible assets	209
Placements des entreprises d'assurance	15 059
Part des réassureurs dans des passifs liés à des contrats d'assurance et d'investissement	6
Autres actifs	503
Trésorerie et équivalents de trésorerie	344
TOTAL DE L'ACTIF DESTINÉ À LA VENTE	16 120

PASSIFS	30 juin 2022
<i>(En millions d'euros)</i>	
Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	14 678
Autres passifs	1 059
TOTAL DU PASSIF DESTINÉ À LA VENTE	15 738

Au 30 juin 2022, les autres produits et charges reconnus sur la période concernant les actifs financiers dans le périmètre de l'opération s'élèvent à - 9 millions d'euros.

Au 30 juin 2022, aucun impact n'a été comptabilisé dans le résultat consolidé.



NOTE 5 PLACEMENTS

5.1 VENTILATION DES PLACEMENTS

Chaque ligne de placements est présentée nette de l'effet des dérivés de couverture (conforme à l'IAS 39) et dérivés de couverture économique qui n'entrent pas dans une relation de couverture au sens d'IAS 39. Seuls les dérivés de macro-couverture et autres dérivés sont présentés séparément.

	30 juin 2022								
	Investissements tels que présentés dans les États Financiers consolidés								
	Assurance			Autres activités			Total		
Juste valeur	Valeur au bilan	% (Valeur au bilan)	Juste valeur	Valeur au bilan	% (Valeur au bilan)	Juste valeur	Valeur au bilan	% (Valeur au bilan)	
<i>(En millions d'euros)</i>									
Immobilier de placement comptabilisé au coût amorti ^(a)	38 185	26 927	5,25%	2 853	2 812	14,43%	41 038	29 739	5,59%
Immobilier de placement comptabilisé à la juste valeur par résultat ^(b)	1 647	1 647	0,32%	-	-	-	1 647	1 647	0,31%
Dérivés de macro-couverture et autres dérivés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilier de placement	39 832	28 574	5,57%	2 853	2 812	14,43%	42 685	31 386	5,90%
Obligations détenues jusqu'à leur échéance	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations disponibles à la vente	294 075	294 075	57,34%	2 657	2 657	13,64%	296 733	296 733	55,74%
Obligations comptabilisées à la juste valeur par résultat ^(c)	12 376	12 376	2,41%	51	51	0,26%	12 428	12 428	2,33%
Obligations détenues à des fins de transaction	5	5	0,00%	-	-	-	5	5	0,00%
Obligations (au coût) non cotées dans un marché actif ^(d)	14 129	14 896	2,90%	17	17	0,09%	14 145	14 913	2,80%
Obligations	320 586	321 353	62,66%	2 725	2 726	13,99%	323 311	324 079	60,88%
Actions disponibles à la vente	15 178	15 178	2,96%	1 115	1 115	5,72%	16 294	16 294	3,06%
Actions comptabilisées à la juste valeur par résultat ^(b)	11 935	11 935	2,33%	527	527	2,70%	12 462	12 462	2,34%
Actions détenues à des fins de transaction	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions	27 113	27 113	5,29%	1 642	1 642	8,43%	28 755	28 755	5,40%
Fonds d'investissement non consolidés disponibles à la vente	8 881	8 881	1,73%	62	62	0,32%	8 943	8 943	1,68%
Fonds d'investissement non consolidés comptabilisés à la juste valeur par résultat ^(b)	8 088	8 088	1,58%	7	7	0,03%	8 094	8 094	1,52%
Fonds d'investissement non consolidés détenus à des fins de transaction	0	0	0,00%	-	-	-	0	0	0,00%
Fonds d'investissement non consolidés	16 969	16 969	3,31%	69	69	0,35%	17 037	17 037	3,20%
Autres placements comptabilisés à la juste valeur par résultat détenus par des fonds d'investissement consolidés	21 462	21 462	4,18%	761	761	3,91%	22 223	22 223	4,17%
Dérivés de macro-couverture et autres dérivés	1 060	1 060	0,21%	557	557	2,86%	1 617	1 617	0,30%
Sous-total placement financiers hors Prêts	387 189	387 957	75,65%	5 754	5 755	29,53%	392 944	393 712	73,96%
Prêts détenus jusqu'à leur échéance	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts disponibles à la vente	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts comptabilisés à la juste valeur par résultat ^(b)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts détenus à des fins de transaction	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts au coût ^(e)	19 835	20 380	3,97%	10 919	10 919	56,04%	30 754	31 299	5,88%
Dérivés de macro-couverture et autres dérivés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts	19 835	20 380	3,97%	10 919	10 919	56,04%	30 754	31 299	5,88%
Total placements financiers	407 024	408 337	79,62%	16 673	16 674	85,57%	423 697	425 011	79,84%
Placements représentant des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré	75 952	75 952	14,81%	-	-	-	75 952	75 952	14,27%
PLACEMENTS	522 808	512 863	100,00%	19 526	19 485	100,00%	542 334	532 348	100,00%
Placements (hors ceux représentant des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré)	446 856	436 911	85,19%	-	-	-	-	-	-

(a) Inclut les investissements dans les infrastructures et les forêts.

(b) Actifs évalués à la juste valeur en application de l'option de juste valeur.

(c) Inclut des actifs évalués à la juste valeur notamment en application de l'option de juste valeur.

(d) Éligible à la comptabilisation des prêts et créances selon IAS 39.

(e) Inclut notamment les prêts hypothécaires et prêts aux assurés.

(En millions d'euros)	31 décembre 2021 retraité ^(a)								
	Assurance			Autres activités			Total		
	Juste valeur	Valeur au bilan	% (Valeur au bilan)	Juste valeur	Valeur au bilan	% (Valeur au bilan)	Juste valeur	Valeur au bilan	% (Valeur au bilan)
Immobilier de placement comptabilisé au coût amorti ^(b)	37 611	26 831	4,46%	2 693	2 664	13,50%	40 305	29 495	4,75%
Immobilier de placement comptabilisé à la juste valeur par résultat ^(c)	1 523	1 523	0,25%	-	-	-	1 523	1 523	0,25%
Dérivés de macro-couverture et autres dérivés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilier de placement	39 135	28 355	4,72%	2 693	2 664	13,50%	41 828	31 019	5,00%
Obligations détenues jusqu'à leur échéance	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations disponibles à la vente	365 239	365 239	60,75%	2 845	2 845	14,42%	368 084	368 084	59,28%
Obligations comptabilisées à la juste valeur par résultat ^(d)	14 624	14 624	2,43%	63	63	0,32%	14 688	14 688	2,37%
Obligations détenues à des fins de transaction	1	1	0,00%	-	-	-	1	1	0,00%
Obligations (au coût) non cotées dans un marché actif ^(e)	15 126	14 591	2,43%	17	17	0,09%	15 144	14 608	2,35%
Obligations	394 991	394 455	65,61%	2 926	2 926	14,83%	397 917	397 381	63,99%
Actions disponibles à la vente	20 900	20 900	3,48%	1 053	1 053	5,34%	21 953	21 953	3,54%
Actions comptabilisées à la juste valeur par résultat ^(d)	13 623	13 623	2,27%	648	648	3,29%	14 271	14 271	2,30%
Actions détenues à des fins de transaction	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions	34 523	34 523	5,74%	1 701	1 701	8,62%	36 225	36 225	5,83%
Fonds d'investissement non consolidés disponibles à la vente	9 746	9 746	1,62%	78	78	0,40%	9 824	9 824	1,58%
Fonds d'investissement non consolidés comptabilisés à la juste valeur par résultat ^(d)	7 633	7 633	1,27%	11	11	0,06%	7 644	7 644	1,23%
Fonds d'investissement non consolidés détenus à des fins de transaction	0	0	0,00%	-	-	-	0	0	0,00%
Fonds d'investissement non consolidés	17 379	17 379	2,89%	90	90	0,45%	17 468	17 468	2,81%
Autres placements comptabilisés à la juste valeur par résultat détenus par des fonds d'investissement consolidés	18 829	18 829	3,13%	465	465	2,36%	19 294	19 294	3,11%
Dérivés de macro-couverture et autres dérivés	583	583	0,10%	(116)	(116)	-0,59%	468	468	0,08%
Sous-total placement financiers hors Prêts	466 305	465 770	77,47%	5 067	5 067	25,68%	471 372	470 836	75,82%
Prêts détenus jusqu'à leur échéance	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts disponibles à la vente	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts comptabilisés à la juste valeur par résultat ^(d)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts détenus à des fins de transaction	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts au coût ^(f)	21 562	20 794	3,46%	11 998	11 998	60,82%	33 561	32 793	5,28%
Dérivés de macro-couverture et autres dérivés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts	21 562	20 794	3,46%	11 998	11 998	60,82%	33 561	32 793	5,28%
Total placements financiers	487 867	486 564	80,93%	17 065	17 065	86,50%	504 933	503 629	81,10%
Placements représentant des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré	86 315	86 315	14,36%	-	-	-	86 315	86 315	13,90%
PLACEMENTS	613 317	601 234	100,00%	19 758	19 729	100,00%	633 076	620 963	100,00%
Placements (hors ceux représentant des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré)	527 002	514 919	85,64%						

(a) Reclassement des activités d'Architas de Vie, Epargne, Retraite vers Gestion d'actifs.

(b) Inclut les investissements dans les infrastructures et les forêts.

(c) Actifs évalués à la juste valeur en application de l'option de juste valeur.

(d) Inclut des actifs évalués à la juste valeur notamment en application de l'option de juste valeur.

(e) Eligible à la comptabilisation des prêts et créances selon IAS 39.

(f) Inclut notamment les prêts hypothécaires et prêts aux assurés.

5.2 IMMOBILIER DE PLACEMENT

L'immobilier de placement comprend les immeubles détenus en direct et les immeubles détenus par l'intermédiaire de sociétés immobilières consolidées.

La valeur au bilan et la juste valeur de l'immobilier de placement au coût amorti, hors impact de tous les dérivés, se décomposent comme suit :

	30 juin 2022					31 décembre 2021				
	Valeur brute	Amortissements	Provisions pour dépréciation	Valeur au bilan	Juste valeur	Valeur brute	Amortissements	Provisions pour dépréciation	Valeur au bilan	Juste valeur
<i>(En millions d'euros)</i>										
Immobilier de placement comptabilisé au coût amorti										
Activité assurance ^(a)	29 826	(1 569)	(1 234)	27 023	38 281	29 818	(1 622)	(1 214)	26 982	37 762
Autres activités	2 815	-	(3)	2 812	2 853	2 664	-	-	2 664	2 693
Total toutes activités excluant les dérivés	32 641	(1 569)	(1 237)	29 834	41 133	32 482	(1 622)	(1 214)	29 646	40 456
Impact des dérivés				(96)	(96)				(151)	(151)
TOTAL				29 739	41 038				29 495	40 305

(a) Inclut les investissements dans les infrastructures et les forêts.

La variation des provisions pour dépréciation et amortissements cumulés de l'immobilier de placement comptabilisé au coût amorti (toutes activités) se présente comme suit :

	Provisions pour dépréciation de l'immobilier de placement		Amortissements cumulés de l'immobilier de placement	
	30 juin 2022	31 décembre 2021	30 juin 2022	31 décembre 2021
<i>(En millions d'euros)</i>				
Solde à l'ouverture	1 214	1 158	1 622	1 581
Dotations provision	54	193	58	121
Reprise suite à cession	(5)	(37)	(54)	(52)
Reprise suite à revalorisation	(22)	(59)	-	-
Autres variations ^(a)	(4)	(42)	(57)	(28)
Solde à la clôture	1 237	1 214	1 569	1 622

(a) Inclut les impacts liés aux variations de périmètre et aux variations de change.

5.3 PLUS OU MOINS-VALUES LATENTES SUR PLACEMENTS FINANCIERS

Y compris l'effet des dérivés, la décomposition des plus ou moins-values latentes sur les placements financiers non encore comptabilisées en compte de résultat se présente comme suit :

ASSURANCE	30 juin 2022					31 décembre 2021 retraité ^(a)				
	Coût amorti ^(b)	Juste valeur	Valeur au bilan ^(c)	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Coût amorti ^(b)	Juste valeur	Valeur au bilan ^(c)	Plus-values latentes	Moins-values latentes
<i>(En millions d'euros)</i>										
Obligations disponibles à la vente	308 731	294 075	294 075	19 172	33 828	323 758	365 239	365 239	47 766	6 285
Obligations (au coût) non cotées dans un marché actif	14 958	14 129	14 896	117	946	14 622	15 126	14 591	908	404
Actions disponibles à la vente	12 274	15 178	15 178	3 289	384	14 175	20 900	20 900	6 990	265
Fonds d'investissement non consolidés disponibles à la vente	7 557	8 881	8 881	1 436	111	8 200	9 746	9 746	1 587	41

(a) Reclassement des activités d'Architas d'Assurance vers Autres activités

(b) Net de dépréciation - y compris surcote/décote et leur amortissement cumulé.

(c) Nette de dépréciations.

AUTRES ACTIVITÉS	30 juin 2022					31 décembre 2021 retraité ^(a)				
	Coût amorti ^(b)	Juste valeur	Valeur au bilan ^(c)	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Coût amorti ^(b)	Juste valeur	Valeur au bilan ^(c)	Plus-values latentes	Moins-values latentes
<i>(En millions d'euros)</i>										
Obligations disponibles à la vente	3 021	2 657	2 657	23	387	2 847	2 845	2 845	64	66
Obligations (au coût) non cotées dans un marché actif	17	17	17	0	0	17	17	17	0	0
Actions disponibles à la vente	908	1 115	1 115	245	38	823	1 053	1 053	248	8
Fonds d'investissement non consolidés disponibles à la vente	59	62	62	3	0	74	78	78	5	0

(a) Reclassement des activités d'Architas d'Assurance vers Autres activités.

(b) Net de dépréciation - y compris surcote/décote et leur amortissement cumulé.

(c) Nette de dépréciations.

TOTAL	30 juin 2022					31 décembre 2021				
	Coût amorti ^(a)	Juste valeur	Valeur au bilan ^(b)	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Coût amorti ^(a)	Juste valeur	Valeur au bilan ^(b)	Plus-values latentes	Moins-values latentes
<i>(En millions d'euros)</i>										
Obligations disponibles à la vente	311 752	296 733	296 733	19 195	34 214	326 606	368 084	368 084	47 831	6 352
Obligations (au coût) non cotées dans un marché actif	14 975	14 145	14 913	117	947	14 640	15 144	14 608	908	404
Actions disponibles à la vente	13 182	16 294	16 294	3 524	422	14 998	21 953	21 953	7 238	273
Fonds d'investissement non consolidés disponibles à la vente	7 616	8 943	8 943	1 439	111	8 274	9 824	9 824	1 591	41

(a) Net de dépréciation - y compris surcote/décote et leur amortissement cumulé.

(b) Nette de dépréciations.

5.4 PLACEMENTS FINANCIERS SUJETS A DEPRECIATION

5.4.1 Ventilation de la valeur des placements sujets à dépréciation

Chaque ligne de placements est présentée nette de l'effet des dérivés de couverture (conforme à l'IAS 39) et dérivés de couverture économique qui n'entrent pas dans une relation de couverture au sens d'IAS 39.

(En millions d'euros)	30 juin 2022					31 décembre 2021				
	Valeur avant dépréciation et revalorisation à la juste valeur ^(a)	Dépréciation	Valeur après dépréciation et avant revalorisation à la juste valeur ^(b)	Revalorisation à la juste valeur ^(c)	Valeur au bilan	Valeur avant dépréciation et revalorisation à la juste valeur ^(a)	Dépréciation	Valeur après dépréciation et avant revalorisation à la juste valeur ^(b)	Revalorisation à la juste valeur ^(c)	Valeur au bilan
Obligations disponibles à la vente	311 795	(44)	311 752	(15 019)	296 733	326 637	(32)	326 606	41 479	368 084
Obligations (au coût) non cotées dans un marché actif ^(d)	14 976	(0)	14 975	(62)	14 913	14 640	(0)	14 640	(31)	14 608
Obligations	326 771	(44)	326 727	(15 081)	311 646	341 278	(32)	341 245	41 447	382 693
Actions disponibles à la vente	16 088	(2 906)	13 182	3 112	16 294	17 401	(2 403)	14 998	6 955	21 953
Fonds d'investissement non consolidés disponibles à la vente	8 593	(977)	7 616	1 328	8 943	9 202	(928)	8 274	1 551	9 824
Prêts disponibles à la vente	(0)	-	(0)	-	(0)	(0)	-	(0)	-	(0)
Autres prêts ^(d)	32 057	(167)	31 889	(590)	31 299	33 142	(178)	32 964	(171)	32 793
Prêts	32 057	(167)	31 889	(590)	31 299	33 142	(178)	32 964	(171)	32 793
TOTAL	383 509	(4 095)	379 414	(11 232)	368 182	401 022	(3 541)	397 481	49 782	447 263

(a) Correspond à la valeur des actifs y compris impact éventuel de la surcote/décote et des intérêts courus non échus, mais avant éventuelle dépréciation et revalorisation à la juste valeur des actifs disponibles à la vente.

(b) Correspond à la valeur des actifs y compris dépréciation, surcote/décote et intérêts courus non échus, mais avant revalorisation à la juste valeur des actifs disponibles à la vente.

(c) La revalorisation à la juste valeur des actifs au coût amorti correspond aux dérivés de macro-couverture et autres dérivés.

(d) Y compris prêts aux assurés.

5.4.2 Variation des provisions pour dépréciation des placements

(En millions d'euros)	1er janvier 2022	Dotation de l'exercice	Reprise suite à cession ou remboursement	Reprise suite à revalorisation	Autres variations ^(a)	30 juin 2022
Provisions sur obligations	32	0	(2)	(0)	14	44
Provisions sur actions	2 403	650	(198)	-	51	2 906
Provisions sur fonds d'investissement non consolidés	928	59	(22)	-	13	977
Provisions sur prêts	178	60	(15)	(58)	2	167
TOTAL	3 541	769	(237)	(58)	80	4 095

(a) Contient principalement les variations de périmètre et les effets des variations de change.

(En millions d'euros)	1er janvier 2021	Dotation de l'exercice	Reprise suite à cession ou remboursement	Reprise suite à revalorisation	Autres variations ^(a)	31 décembre 2021
Provisions sur obligations	27	0	(4)	-	9	32
Provisions sur actions	2 570	351	(658)	-	141	2 403
Provisions sur fonds d'investissement non consolidés	884	54	(47)	-	38	928
Provisions sur prêts	151	69	(1)	(54)	13	178
TOTAL	3 631	474	(710)	(54)	200	3 541

(a) Contient principalement les variations de périmètre et les effets des variations de change.

5.5 PLACEMENTS FINANCIERS COMPTABILISÉS A LA JUSTE VALEUR

La juste valeur des actifs mesurée directement et intégralement par référence à un marché actif correspond à des prix qui sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'un marché boursier, d'un courtier, d'un négociateur, d'un secteur d'activité, d'un service de cotation ou d'une agence réglementaire, et qui représentent des transactions réelles et intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale, en d'autres termes si le marché est toujours actif. De tels actifs sont classés en niveau 1 de la hiérarchie de juste valeur de la norme IFRS 13.

Les actifs classés en niveau 2 et 3 sont les actifs non cotés sur un marché actif ou pour lesquels le marché est inactif. La juste valeur des actifs classés en niveau 2 et 3 comprend :

- des valeurs fournies par des tiers qui sont :
 - déjà aisément disponibles et qui concernent des actifs dont le marché n'est pas toujours actif ;
 - des valeurs fournies à la demande du Groupe par des services de cotation et qui ne sont pas publiquement disponibles ;
- des actifs évalués grâce à des techniques de valorisation intégrant un degré variable de paramètres étayés par des transactions de marché et des données observables.

La caractéristique commune des actifs classés en niveaux 2 et 3 est que leur marché est considéré comme inactif. Leur valeur est généralement déterminée au moyen des informations disponibles sur le marché, sauf s'il n'y a pas de marché ou si le marché est disloqué, et dans ce cas des modèles de valorisation interne sont utilisés. Les actifs non cotés sur un marché actif et valorisés à la valeur de marché sur la base de données principalement observables sont classés en niveau 2. Les actifs non cotés sur un marché actif pour lesquels la juste valeur n'est

pas déterminée principalement sur la base de données observables sont classés en niveau 3. Pour tous les actifs non cotés sur un marché actif, ou pour lesquels le marché est inactif ou encore pour lesquels un modèle de valorisation interne est utilisé, la classification entre les niveaux 2 et 3 dépend de la proportion des paramètres utilisés qui sont issus de transactions récentes et de données observables (données de marché observables) :

- que nous supposons pris en compte par les services externes de cotation ;
- utilisées par le Groupe lorsque l'utilisation de modèles de valorisation interne s'avère nécessaire.

5.5.1 Comptabilisation à la juste valeur

La ventilation par méthode d'évaluation des placements comptabilisés à la juste valeur mais excluant les placements représentant des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré est la suivante :

	30 juin 2022					31 décembre 2021					
	Actifs cotés sur un marché actif	Actifs non cotés sur un marché actif ou pas de marché actif			Total hors dérivés	Total y compris dérivés	Actifs cotés sur un marché actif	Actifs non cotés sur un marché actif ou pas de marché actif		Total hors dérivés	Total y compris dérivés
	Juste valeur mesurée par référence à un marché actif (niveau 1)	Juste valeur majoritairement basée sur des données de marché observables (niveau 2)	Juste valeur non majoritairement basée sur des données de marché observables (niveau 3)	Juste valeur mesurée par référence à un marché actif (niveau 1)			Juste valeur majoritairement basée sur des données de marché observables (niveau 2)	Juste valeur non majoritairement basée sur des données de marché observables (niveau 3)			
<i>(En millions d'euros)</i>											
Obligations	227 580	75 291	492	303 363	296 733	279 484	90 968	322	370 774	368 084	
Actions	12 787	1 422	2 116	16 324	16 294	18 401	1 558	2 075	22 035	21 953	
Fonds d'investissement non consolidés	1 579	3 920	3 451	8 950	8 943	1 715	4 947	3 150	9 812	9 824	
Prêts	-	-	-	-	(0)	-	-	-	-	(0)	
Placements financiers et prêts disponibles à la vente	241 945	80 634	6 058	328 637	321 970	299 601	97 473	5 548	402 622	399 862	
Immobilier de placement	-	1 647	-	1 647	1 647	-	1 523	-	1 523	1 523	
Obligations	6 907	5 011	501	12 419	12 428	8 459	5 632	513	14 604	14 688	
Actions	1 997	2 050	8 413	12 460	12 462	3 557	1 106	9 607	14 271	14 271	
Fonds d'investissement non consolidés	251	4 333	3 698	8 282	8 094	311	4 369	3 038	7 718	7 644	
Autres placements comptabilisés à la juste valeur par résultat détenus par des fonds d'investissement consolidés	2 449	10 408	9 373	22 230	22 223	2 032	9 897	7 425	19 355	19 294	
Prêts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Placements financiers et prêts à la juste valeur par résultat	11 604	23 450	21 985	57 038	56 854	14 360	22 529	20 583	57 471	57 421	
Obligations	5	-	-	5	5	5	1	-	6	1	
Actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Fonds d'investissement non consolidés	-	0	-	0	0	-	0	-	0	0	
Prêts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total placements financiers à des fins de transaction	5	0	-	5	5	5	1	-	6	1	
TOTAL PLACEMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR	253 554	104 083	28 043	385 680	378 829	313 965	120 003	26 130	460 099	457 284	

Au cours du premier semestre 2022, la hausse généralisée des taux d'intérêts et l'écartement des *spreads* des obligations du secteur privé ont conduit à des transferts du niveau 1 au niveau 2.

Les transferts nets entre le niveau 1 et le niveau 2 se sont élevés à 2 908 millions d'euros. Ce montant se compose de 8 287 millions d'euros d'actifs transférés du niveau 1 au niveau 2, dont 6 817 millions d'euros d'obligations du secteur privé et 815 millions d'euros d'obligations d'état, ainsi que de 5 379 millions d'euros d'actifs transférés du niveau 2 vers le niveau 1 dont 4 234 millions d'euros d'obligations du secteur privé et 678 millions d'euros d'obligations d'état.

MOUVEMENT DES ACTIFS DE NIVEAU 3

Du 1^{er} janvier 2022 au 30 juin 2022, le montant des actifs classés en niveau 3 a augmenté de 1,9 milliards d'euros pour s'établir à 28,0 milliards d'euros, soit 7,4 % du total des actifs comptabilisés à la juste valeur (5,7 % à la fin de 2021, soit 26,1 milliards d'euros).

Les principaux mouvements au sein des actifs classés en niveau 3 sont les suivants :

- + 2,6 milliards d'euros de nouveaux investissements ;
- + 1,0 milliards d'euros liés aux variations des plus ou moins-values latentes ;
- + 0,1 milliard d'euros de transferts entrants et sortants du niveau 3 et l'impact de changement de taux de change ;
- - 1,8 milliard d'euros suite à la vente d'actifs, principalement de titres de créance, titres de participation et fonds d'investissement non consolidés comptabilisés comme disponibles à la vente ainsi que des titres de participation, des fonds d'investissement non consolidés, des autres actifs détenus par des fonds d'investissement contrôlés et des instruments de dette comptabilisés à leur juste valeur par résultat.

La majorité des investissements classés en niveau 3 correspond à des investissements privés, et en particulier des actifs de *private equity*.

5.5.2 PLACEMENTS FINANCIERS COMPTABILISÉS AU COÛT AMORTI

	30 juin 2022					31 décembre 2021				
	Actifs cotés sur un marché actif	Actifs non cotés sur un marché actif ou pas de marché actif		Total hors dérivés	Total y compris dérivés	Actifs cotés sur un marché actif	Actifs non cotés sur un marché actif ou pas de marché actif		Total hors dérivés	Total y compris dérivés
		Juste valeur mesurée par référence à un marché actif (niveau 1)	Juste valeur majoritairement basée sur des données de marché observables (niveau 2)				Juste valeur non majoritairement basée sur des données de marché observables (niveau 3)	Juste valeur mesurée par référence à un marché actif (niveau 1)		
<i>(En millions d'euros)</i>										
Instruments de dette détenus jusqu'à leur échéance	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts détenus jusqu'à leur échéance	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Placements financiers et prêts détenus jusqu'à leur échéance	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilier de placement au coût amorti	(0)	40 309	824	41 133	41 038	(0)	39 629	827	40 456	40 305
Instruments de dette au coût amorti	773	8 425	5 009	14 207	14 145	624	8 844	5 708	15 175	15 144
Prêts au coût amorti	22	17 798	13 525	31 344	30 754	22	18 200	15 510	33 732	33 561
Placements financiers et prêts au coût amorti	795	66 531	19 359	86 685	85 936	646	66 673	22 044	89 363	89 009
TOTAL JUSTE VALEUR DES ACTIFS INVESTIS AU COÛT AMORTI	795	66 531	19 359	86 685	85 936	646	66 673	22 044	89 363	89 009

NB : Les placements représentant des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré et comprenant des garanties plancher sont exclus de ce tableau.

NOTE 6 CAPITAUX PROPRES ET INTÉRÊTS MINORITAIRES

L'état consolidé des variations des capitaux propres est présenté dans les États Financiers consolidés.

6.1 INCIDENCE DES OPERATIONS AVEC LES ACTIONNAIRES

6.1.1 Variation des capitaux propres part du Groupe au cours du premier semestre 2022

CAPITAL ET PRIMES D'ÉMISSION, DE FUSION ET D'APPORT

Au cours du premier semestre 2022, les opérations suivantes ont eu une incidence sur le capital et les primes d'émission :

- réduction de capital de 2 207 millions d'euros correspondant à 85,9 millions d'actions visant principalement à éliminer les titres rachetées dans le cadre des plans de rachat d'actions ;
- augmentation de capital de 13 millions d'euros relative à l'exercice de *stock-options* pour 0,6 million de titres ;
- paiement en actions pour 24 millions d'euros.

TITRES D'AUTOCONTRÔLE

Au 30 juin 2022, la Société et ses filiales détiennent 32,4 millions de titres AXA, ce qui représente 1,4 % du capital. Ce nombre d'actions détenues est en diminution de 33,7 million par rapport au 31 décembre 2021.

Le nombre de titres d'autocontrôle non retraités car détenus par des fonds contrôlés en représentation de contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré s'élève à 0,9 million pour une valeur globale historique estimée à 20 millions d'euros et une valeur de marché de 20 millions d'euros.

La valeur en consolidation des titres d'autocontrôle et des dérivés correspondants est de 960 millions d'euros. Aucun titre AXA n'est détenu par les fonds d'investissement consolidés non adossés à des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré.

DETTES SUBORDONNÉES À DURÉE INDÉTERMINÉE ET CHARGES FINANCIÈRES LIÉES

Les dettes subordonnées à durée indéterminée sont présentées en capitaux propres pour leur valeur historique et aux taux de clôture en ce qui concerne les taux de change, les effets de change correspondants étant annulés par les écarts de conversion.

Au cours du premier semestre 2022, la variation des autres réserves s'explique par :

- - 746 millions d'euros suite au remboursement d'une dette subordonnée à durée indéterminée ;
- + 48 millions d'euros au titre de l'impact des variations de change de la période ;
- - 91 millions d'euros au titre des charges d'intérêts relatives aux dettes subordonnées à durée indéterminée (nettes d'impôt).

Au 30 juin 2022 et au 31 décembre 2021, les dettes subordonnées à durée indéterminée enregistrées en capitaux propres se décomposent comme suit :

(in million)	Juin 30 2022		31 décembre 2021	
	Valeur des dettes subordonnées à durée indéterminée en devise d'émission	Valeur des dettes subordonnées à durée indéterminée en Euros	Valeur des dettes subordonnées à durée indéterminée en devise d'émission	Valeur des dettes subordonnées à durée indéterminée en Euros
29 octobre 2004 - 375 M€ taux 6,0%	375	375	375	375
22 décembre 2004 - 250 M€ taux 6,0%	250	250	250	250
25 janvier 2005 - 250 M€ - taux 6,0%	250	250	250	250
6 juillet 2006 - 350 M€ - taux 6,7%	350	408	350	417
14 décembre 2006 - 750 M\$ taux 6,4%	750	719	750	659
7 novembre 2014 - 984 M€ taux 3,941%	984	981	984	981
7 novembre 2014 - 724 M€ taux 5,453%	724	841	724	859
20 mai 2014 - 1 000 M€ - taux 3,9%	1 000	997	1 000	997
22 janvier 2013 - 850 M\$ taux 5,5%	-	-	850	745
Dettes subordonnées à durée indéterminée - 625 M€ à taux variable	625	625	625	625
Dettes subordonnées à durée indéterminée - 27 000 MJPY taux 3,3%	27 000	191	27 000	207
Dettes subordonnées à durée indéterminée - 375 M\$ à taux variable	375	361	375	331
TOTAL		5 997		6 696

Les dettes subordonnées à durée indéterminée sont souvent assorties :

- d'options de remboursement anticipé (*calls*) dont l'exercice est contrôlé par le Groupe, et qui donnent à AXA la possibilité de rembourser le principal par anticipation, sans pénalité, à certaines dates ;
- de clauses de majoration d'intérêts (*step-up*) à partir d'une certaine date.

DIVIDENDES VERSÉS

L'Assemblée Générale du 28 avril 2022 a décidé la distribution d'un dividende de 1,54 euro par titre correspondant à 3 539 millions d'euros au titre de l'exercice 2021.

6.1.2 variation des capitaux propres part du Groupe au cours du premier semestre 2021

CAPITAL ET PRIMES D'ÉMISSION, DE FUSION ET D'APPORT

Au cours du premier semestre 2021, les opérations suivantes avaient eu une incidence sur le capital et les primes d'émission :

- augmentation de capital de 13 millions d'euros relative à l'exercice de *stock-options* pour 0,8 million de titres ;
- réduction de capital de 2 millions d'euros correspondant à 0,1 million d'actions visant à éliminer l'effet dilutif des plans de rémunération fondés sur des actions ;
- paiement en actions pour 23 millions d'euros.

TITRES D'AUTOCONTRÔLE

Au 30 juin 2021, la Société et ses filiales détenaient 31,7 millions de titres AXA, ce qui représentait 1,3 % du capital. Ce nombre d'actions détenues était en diminution de 0,9 million par rapport au 31 décembre 2020.

Le nombre de titres d'autocontrôle non retraités car détenus par des fonds contrôlés en représentation de contrats dont le risque financier était supporté par l'assuré s'élevait à 1,2 million pour une valeur globale historique estimée à 14 millions d'euros et une valeur de marché de 25 millions d'euros.



La valeur en consolidation des titres d'autocontrôle et des dérivés correspondants était de 841 millions d'euros. Aucun titre AXA n'était détenu par les fonds d'investissement consolidés non adossés à des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré.

DETTES SUBORDONNÉES À DURÉE INDÉTERMINÉE ET CHARGES FINANCIÈRES LIÉES

Au cours du premier semestre 2021, la variation des autres réserves s'expliquait par :

- + 101 millions d'euros au titre de l'impact des variations de change de la période ;
- - 96 millions d'euros au titre des charges d'intérêts relatives aux dettes subordonnées à durée indéterminée (nettes d'impôt).

DIVIDENDES VERSÉS

L'Assemblée Générale du 29 avril 2021 avait décidé la distribution d'un dividende de 1,43 euro par titre correspondant à 3 403 millions d'euros au titre de l'exercice 2020.

6.2 PRODUITS ET CHARGES RECONNUS SUR LA PERIODE

L'état consolidé des produits et charges reconnus sur la période, présenté dans les États Financiers consolidés, comprend, au-delà du résultat de la période, la réserve de plus et moins-values latentes des titres disponibles à la vente, la réserve liée aux écarts de conversion et les pertes et gains actuariels relatifs aux engagements de retraite.

6.2.1 produits et charges reconnus au cours du premier semestre 2022

RÉSERVES LIÉES AUX VARIATIONS DE JUSTE VALEUR INSCRITES EN CAPITAUX PROPRES

La diminution des réserves de plus et moins-values latentes brutes sur actifs disponibles à la vente s'élève à 56 805 millions d'euros et comprend principalement une baisse de 51 530 millions d'euros sur les instruments de dettes liée à la hausse des taux d'intérêt, ainsi qu'une baisse de 3 783 millions d'euros sur les actions liée à la sous performance des marchés dans toutes les géographies.

La réconciliation entre les plus et moins-values latentes brutes sur les placements financiers disponibles à la vente et la réserve correspondante en capitaux propres se décompose comme suit :

(En millions d'euros)	30 juin 2022	31 décembre 2021
Plus ou moins-values latentes brutes ^(a)	(4 804)	52 001
Diminuées des plus ou moins-values latentes attribuables à :		
Impact de la comptabilité reflet relative à la participation discrétionnaire et autres obligations	2 573	(28 229)
Impact de la comptabilité reflet relative aux frais d'acquisition reportés ^(b)	(43)	(711)
Impact de la comptabilité reflet relative aux valeurs de portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance acquis	(11)	(126)
Plus ou moins-values latentes nettes des éléments attribuables (avant impôt)	(2 285)	22 936
Impôts différés	377	(5 226)
Plus ou moins-values latentes nettes d'impôt - actifs disponibles à la vente	(1 908)	17 710
Plus ou moins-values latentes nettes d'impôt - sociétés mises en équivalence	128	154
PLUS OU MOINS-VALUES LATENTES NETTES D'IMPÔT (100%) - TOTAL	(1 780)	17 864
Part des Intérêts minoritaires ^(c)	153	(223)
Écarts de conversion ^(d)	(48)	(150)
PLUS OU MOINS-VALUES LATENTES NETTES PART DU GROUPE ^(e)	(1 675)	17 491

(a) Plus ou moins values latentes sur le total des actifs disponibles à la vente, y compris les prêts et les actifs destinés à la vente.

(b) Montant net de l'impact de la comptabilité reflet relative aux passifs de chargements non acquis.

(c) Y compris les écarts de conversion relatifs aux intérêts minoritaires.

(d) Part du Groupe.

(e) Y compris les plus ou moins-values latentes sur les activités destinées à la vente.

Au 30 juin 2022, une part significative des gains et pertes latents sur actifs disponibles à la vente est observée au sein de l'activité Vie, Épargne, Retraite.

Dans les pays dans lesquels les contrats participatifs représentent une partie importante des contrats en cours et dans lesquels les minimums de participation aux bénéficiaires (limitée au résultat des investissements ou non) sont significatifs, la réconciliation entre les plus et moins-values latentes brutes liées aux actifs financiers disponibles à la vente et la réserve nette correspondante reconnue en capitaux propres est la suivante au 30 juin 2022 :

(En millions d'euros)	30 juin 2022			
	France Vie, Épargne, Retraite	Allemagne Vie, Épargne, Retraite	Suisse Vie, Épargne, Retraite	Belgique Vie, Épargne, Retraite
Plus ou moins-values latentes brutes ^(a)	479	(1 390)	(661)	1 189
Diminuées des plus ou moins-values latentes attribuables à :				
Impact de la comptabilité reflet relative à la participation discrétionnaire et autres obligations	(300)	1 126	646	(629)
Impact de la comptabilité reflet relative aux frais d'acquisition reportés ^(b)	9	-	(5)	(13)
Impact de la comptabilité reflet relative aux valeurs de portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance acquis	-	-	14	-
Plus ou moins-values latentes nettes des éléments attribuables (avant impôt)	188	(264)	(6)	547
Impôts différés	(14)	91	1	(112)
Plus ou moins-values latentes nettes d'impôt - actifs disponibles à la vente	174	(173)	(5)	435
Plus ou moins-values latentes nettes d'impôt - sociétés mises en équivalence	4	-	-	-
PLUS OU MOINS-VALUES LATENTES NETTES D'IMPÔT (100%) - TOTAL	178	(173)	(5)	435
Parts des Intérêts minoritaires ^(c)	(1)	0	-	(0)
Écarts de conversion ^(d)	0	-	(269)	(0)
PLUS OU MOINS-VALUES LATENTES NETTES PART DU GROUPE ^(e)	178	(172)	(274)	435

(a) Plus ou moins values latentes sur les actifs disponibles à la vente, y compris les prêts et les actifs destinés à la vente.

(b) Montant net de l'impact de la comptabilité reflet relative aux passifs de chargements non acquis.

(c) Y compris les écarts de conversion relatifs aux intérêts minoritaires.

(d) Part du Groupe.

(e) Y compris les plus ou moins values latentes sur les activités destinées à la vente.

L'évolution des réserves liées aux variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente au 30 juin 2022 et au 31 décembre 2021 se décompose comme suit :

<i>(En millions d'euros)</i>	30 juin 2022	31 décembre 2021
Plus ou moins-values latentes nettes d'impôt à 100 % à l'ouverture	17 864	22 842
Transfert dans le résultat de l'exercice ^(a)	(987)	(2 311)
Mouvements sur les actifs investis acquis sur la période et réévaluation de la période à la juste valeur	(18 472)	(2 865)
Effet des variations de change	(101)	281
Effet des variations de périmètre et autres variations	(84)	(83)
Plus ou moins-values latentes nettes d'impôt à 100 % à la clôture	(1 780)	17 864
Part des Intérêts minoritaires ^(b)	153	(223)
Écarts de conversion ^(c)	(48)	(150)
PLUS OU MOINS-VALUES LATENTES NETTES PART DU GROUPE ^(d)	(1 675)	17 491

(a) Transferts de produits suite aux cessions, aux reprises de provisions pour dépréciation suite à revalorisation, ou de charges suite aux dotations de provisions pour dépréciation.

(b) Y compris les écarts de conversion relatifs aux intérêts minoritaires.

(c) Part du Groupe.

(d) Y compris les plus ou moins values latentes sur les activités destinées à la vente.

ÉCARTS DE CONVERSION

L'effet des variations de change pour le premier semestre 2022 s'élève à + 1 434 millions d'euros dont + 1 421 millions d'euros en part du groupe et + 13 millions d'euros d'intérêts minoritaires. Il est principalement lié à AXA XL (+ 1 398 millions d'euros), à Hong Kong (+ 434 millions d'euros) et à la Suisse (+ 372 millions d'euros), partiellement compensé au Japon (- 570 millions d'euros) et au Royaume-Uni (- 106 millions d'euros).

PERTES ET GAINS ACTUARIELS SUR ENGAGEMENTS DE RETRAITE

L'impact total des gains actuariels relatifs aux avantages du personnel s'élève à +1 673 millions d'euros au premier semestre 2022 (dont 1 666 millions d'euros en part du groupe et 7 millions d'euros d'intérêts minoritaires). Il s'explique principalement par l'augmentation générale des taux d'actualisation utilisés, reflétant les conditions économiques et financières à fin juin 2022.

6.2.1 produits et charges reconnus au cours du premier semestre 2021

RÉSERVES LIÉES AUX VARIATIONS DE JUSTE VALEUR INSCRITES EN CAPITAUX PROPRES

La diminution des réserves de plus et moins-values latentes brutes sur actifs disponibles à la vente s'élevait à 14 513 millions d'euros et comprenait principalement une diminution de 15 665 millions d'euros correspondant à des plus et moins-values latentes brutes sur obligations liées à la hausse des taux d'intérêt, principalement aux États-Unis et dans la zone Euro, partiellement compensée par une hausse de 907 millions d'euros sur les actions.

ÉCARTS DE CONVERSION

L'impact total des variations de change pour le premier semestre 2021 s'élevait à + 516 millions d'euros. Il était principalement lié à AXA XL (+ 493 millions d'euros), au Royaume-Uni (+ 178 millions d'euros), à Hong Kong (+ 153 millions d'euros) et à la Chine (+ 97 millions d'euros), partiellement compensé par le Japon (- 291 millions d'euros) et la Suisse (- 146 millions d'euros).

PERTES ET GAINS ACTUARIELS SUR ENGAGEMENTS DE RETRAITE

L'impact total des gains actuariels relatifs aux avantages du personnel s'élevait à +510 millions d'euros au premier semestre 2021. Il s'expliquait principalement par l'augmentation générale des taux d'actualisation utilisés, reflétant les conditions économiques et financières à fin juin.



6.3 VARIATION DES INTERETS MINORITAIRES

Selon les normes IFRS, les intérêts minoritaires de la plupart des fonds d'investissement contrôlés dans lesquels le Groupe investit sont des instruments remboursables au gré du porteur à la juste valeur et répondent à la définition de passifs et non de capitaux propres.

6.3.1 au cours du premier semestre 2022

La diminution de 442 millions d'euros des intérêts minoritaires à 3 652 millions d'euros est principalement due aux produits et charges reconnus sur la période ainsi qu'aux transactions avec les actionnaires minoritaires :

- les produits et charges reconnus sur la période incluent notamment les éléments suivants :
 - le résultat attribuable aux intérêts minoritaires de la période pour + 99 millions d'euros ;
 - les mouvements de réserves liées aux variations de juste valeur des actifs pour - 374 millions d'euros ;
 - l'impact des écarts de change pour 13 millions d'euros ;
 - les gains et pertes actuariels sur engagements de retraite à prestations définies + 7 millions d'euros.
- Les opérations avec les actionnaires minoritaires incluent principalement :
 - les intérêts minoritaires dans les fonds d'investissement consolidés classés en capitaux propres pour - 82 millions d'euros résultant de la diminution de capital dans des fonds existant ;
 - les dividendes versés aux actionnaires minoritaires pour - 142 millions d'euros.

6.3.2 au cours du premier semestre 2021

La diminution de 144 millions d'euros des intérêts minoritaires à 4 421 millions d'euros était principalement due aux produits et charges reconnus sur la période ainsi qu'aux transactions avec les actionnaires minoritaires :

- les produits et charges reconnus sur la période incluaient notamment les éléments suivants :
 - le résultat attribuable aux intérêts minoritaires de la période pour + 121 millions d'euros ;
 - les mouvements de réserves liées aux variations de juste valeur des actifs pour - 125 millions d'euros ;
 - l'impact des écarts de change pour - 2 millions d'euros ;
 - les gains et pertes actuariels sur engagements de retraite à prestations définies + 3 millions d'euros.
- Les opérations avec les actionnaires minoritaires incluaient principalement :
 - les intérêts minoritaires dans les fonds d'investissement consolidés classés en capitaux propres pour - 38 millions d'euros résultant de la diminution de capital dans des fonds existant ;
 - les dividendes versés aux actionnaires minoritaires pour - 82 millions d'euros.

NOTE 7 DETTES DE FINANCEMENT

<i>(En millions d'euros)</i>	30 juin 2022	31 décembre 2021
	Valeur au bilan	Valeur au bilan
AXA	11 616	8 979
Obligations subordonnées vertes en Euro, 1,375%, échéance 2041	1 000	1 000
Obligations subordonnées en Euro, 5,125% échéance 2043	1 000	1 000
Titres subordonnés remboursables (TSR) en USD, 8,6% échéance 2030	1 374	1 284
Dettes subordonnées en GBP, 5,625% échéance 2054	874	893
Obligations subordonnées en Euro, 3,375% échéance 2047	1 500	1 500
Obligations subordonnées perpétuelles, 850 MUS\$, 4,5%	818	750
Obligations subordonnées en USD, 5,125% échéance 2047	963	883
Obligations subordonnées en Euro, 3,25% échéance 2049	2 000	2 000
Obligations subordonnées en Euro, 1,875% échéance 2042	1 250	-
Obligations subordonnées en Euro, 4,25% échéance 2043	1 250	-
Dérivés sur dettes subordonnées ^(a)	(413)	(331)
AXA XL	486	1 389
Obligations subordonnées en USD, 4,45% échéance mars 2025	-	439
Obligations subordonnées en USD, 5,5% échéance mars 2045	486	447
Obligations subordonnées en EUR, 3,25% échéance juin 2047	-	503
AXA Italie	66	66
Obligations subordonnées au taux EURIBOR 6 mois + 81bps	66	66
Autres dettes subordonnées d'un montant unitaire inférieur à 100 millions d'euros	13	14
Dettes subordonnées	12 182	10 449
AXA	500	500
Euro Medium Term Note, échéance 2028	500	500
AXA XL	308	284
Obligations Senior en USD, 5,25% échéance décembre 2043	308	284
Autres dettes de financement représentées par des titres inférieures à 100 millions d'euros	22	16
Dettes de financement représentées par des titres	830	800
TOTAL DETTES DE FINANCEMENT ^(b)	13 012	11 249

(a) Dérivés de couverture IAS 39 et dérivés de couverture économique n'étant pas qualifiés comme couverture au sens d'IAS 39.

(b) Hors intérêts courus non échus sur dérivés.

NOTE 8 RÉSULTAT PAR ACTION

Le Groupe calcule un résultat par action et un résultat par action sur une base totalement diluée :

- le résultat par action ne tient pas compte des actions potentielles. Il est établi sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation sur l'exercice ;
- le résultat par action diluée est établi en prenant en compte les actions dilutives émises au titre des plans de *stock-options*. L'effet de plans de *stock-options* sur le nombre de titres totalement dilués est retenu dans le calcul seulement s'ils sont considérés exerçables au cours moyen du titre AXA au cours de la période.

<i>(En millions d'euros) ^(a)</i>	30 juin 2022	30 juin 2021
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	4 108	3 996
Charge d'intérêt des dettes subordonnées à durée indéterminée	(91)	(96)
Résultat net incluant l'impact des dettes subordonnées à durée indéterminée	A 4 017	3 900
Nombre d'actions ordinaires pondéré à l'ouverture (net d'autocontrôle)	2 356	2 386
Exercice d'options ^(b)	0	0
Titres d'autocontrôle ^(b)	32	(2)
Rachat d'actions propres ^(b)	(77)	(0)
Nombre d'actions ordinaires pondéré	B 2 311	2 384
RÉSULTAT NET PAR ACTION	C = A / B 1,74	1,64
Instruments potentiellement dilutifs :		
- Stock options	1	1
- Autres	5	5
Nombre d'actions ordinaires pondéré après intégration des instruments potentiellement dilutifs ^(c)	D 2 317	2 390
RÉSULTAT NET INCLUANT L'IMPACT DETTES SUBORDONNÉES A DUREE INDETERMINÉE	4 017	3 900
RÉSULTAT NET PAR ACTION DILUÉ	E = A / D 1,73	1,63

(a) Excepté le nombre d'actions exprimé en millions d'unités et le résultat par action exprimé en euros par action.

(b) Pondéré sur la période.

(c) Attribuable aux actions ordinaires éventuellement impactées des instruments dilutifs.

Au 30 juin 2022, le résultat par action est de 1,74 euro sur une base ordinaire et de 1,73 euro sur une base totalement diluée.

Au 30 juin 2021, le résultat par action était de 1,64 euro sur une base ordinaire et de 1,63 euro sur une base totalement diluée.

NOTE 9 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Aucun évènement matériel postérieur à la clôture n'est à reporter.

III. Rapport des commissaires aux / comptes sur l'information financière semestrielle

AXA SA

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle
(Période du 1er janvier 2022 au 30 juin 2022)**

PricewaterhouseCoopers Audit

63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

S.A.S. au capital de € 2 510 460
672 006 483 R.C.S. Nanterre

ERNST & YOUNG Audit

Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex

S.A.S. à capital variable
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle**(Période du 1er janvier 2022 au 30 juin 2022)**

Aux Actionnaires,

AXA SA

25, Avenue Matignon
75008 Paris

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés semestriels condensés de la société AXA SA, relatifs à la période du 1er janvier 2022 au 30 juin 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés semestriels condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.



II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels condensés, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de nous prononcer sur la sincérité et la concordance avec les comptes semestriels des informations prudentielles relatives à la solvabilité.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 2 août 2022,

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

ERNST & YOUNG Audit

Bénédicte Vignon Grégory Saugner

Olivier Durand Patrick Menard



IV. Attestation du responsable du / rapport financier semestriel

Attestation du responsable du Rapport Financier Semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en première partie du présent Rapport présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées et qu'il décrit les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 2 août 2022.

M. Thomas Buberl
Directeur Général